



Rapport de monitoring et de recherche sur la *Gacaca*

*Le jugement des infractions contre les biens commises
pendant le génocide :*

*le contraste entre la théorie de la réparation et la réalité
socio-économique du Rwanda*

*Avec le soutien
du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique
de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC)*

juillet 2007

Adresses PRI

PRI Londres

Unit 450
The Bon Marche Centre
241-251 Ferndale Road
Brixton
Londres SW9 8BJ
United Kingdom
Tél.: +44 (0) 20 7924 9575
Fax: +44 (0) 20 7924 9697
headofsecretariat@penalreform.org

PRI Rwanda

BP 370
Kigali Rwanda
Tél.: +250 51 86 64
Fax: +250 51 86 41
prirwanda@penalreform.org

Adresse du site Web : www.penalreform.org

Toutes les impressions et réactions sur ce travail sont les bienvenues, n'hésitez pas à nous contacter aux adresses mentionnées ci-dessus.

Les informations présentées dans ce document ont été recueillies grâce à toute l'équipe de PRI au Rwanda, un grand merci à eux tous pour leur travail.

Résumé

Le jugement des infractions contre les biens commises pendant le génocide (pillages, destructions et endommagements de biens), traitées aujourd'hui par les juridictions *Gacaca* à la fois au niveau des secteurs et des cellules, s'est dans la pratique et dès son commencement révélé problématique et créateur de conflits, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, les pillages commis pendant la tragédie de 1994 sont très complexes : ils ont été massifs et dans une grande mesure organisés de façon hiérarchique. Une part importante de la population y a participé, mais à des degrés de responsabilité très divers. Certains membres des "attaques" qui tuaient et pillaient, ont volé et détruit pour s'enrichir, mais aussi dans l'espoir de faire disparaître toute trace des victimes du génocide, selon leur volonté d'extermination. Dans ce cadre, les pillages font donc partie intégrante du génocide. Cependant certaines personnes, sans pour autant adhérer au projet génocidaire, ont pillé, profitant du chaos pour améliorer leur niveau de vie en s'appropriant des biens qui leur semblaient abandonnés ou tout simplement pour pouvoir survivre, dans un contexte où l'insécurité rendait la culture des champs et donc la survie, particulièrement difficile. Il n'est donc aujourd'hui pas évident d'identifier les degrés de responsabilité de chacun.

De plus, des pillages ont eu lieu pendant l'exil et certaines personnes n'ont pas récupéré leurs biens à leur retour. Elles se sentent donc frustrées de ne pas pouvoir les revendiquer devant les juridictions *Gacaca*, surtout lorsque elles-mêmes sont condamnées à des remboursements en faveur des rescapés pour leurs propres pillages.

Par ailleurs, des remboursements spontanés ou forcés des biens des rescapés ont aussi été organisés lors des retours de l'exil, dans le cadre d'ententes à l'amiable ou sous la pression des autorités. Or, certaines personnes les trouvent à posteriori insatisfaisants au vu des montants plus importants accordés aujourd'hui, et il n'est en outre pas toujours évident pour les personnes concernées, de prouver que de tels accords ont été conclus.

La tâche des juridictions *Gacaca*, treize ans après les faits, est donc extrêmement difficile, d'autant plus que la procédure définie par les textes légaux concernant les infractions contre les biens n'est pas sans poser certaines difficultés. Les autorités ont mis en avant le fait que les procès ne devaient avoir lieu que lorsque les parties échouaient à s'accorder à l'amiable. Néanmoins, dans de nombreux cas, depuis la mise en place des juridictions *Gacaca*, l'intervention des juges dans ces "ententes" est tellement importante que la procédure utilisée pour les "ententes" se rapproche de celle utilisée pour les procès.

En outre, deux points majeurs posent aujourd'hui de graves difficultés lors des jugements : d'abord selon les textes, dans le cas très fréquent où le pillleur est absent (il peut être décédé, en exil ou en prison), ce sont aux successeurs ou aux personnes exploitant ses biens de rembourser. Cela crée forcément des conflits lorsque la valeur des biens laissés par le pillleur est moins importante que celle du remboursement, ou lorsque les biens ont déjà été divisés entre les membres de la famille.

Cela rend aussi impossible tout débat sur la culpabilité ou non de l'accusé. En effet, lors des procès ils sont représentés par des membres de famille qui bien souvent ne savent même pas ce

qu'ils ont fait. Comment dans cette situation est-il possible de se défendre ? En outre, comme les pillages d'une même maison ont la plupart du temps été commis par de nombreuses personnes et qu'il est difficile de savoir qui a pris quoi, les juges, après avoir évalué le montant des biens pillés, le divise la plupart du temps à part égale entre les co-accusés. On en arrive donc à des situations où une personne qui a participé à la destruction de la maison et pris de nombreux biens devra rembourser la même somme, qu'une personne qui est passée derrière les pilliers ramasser une bassine ou du bois dans les décombres pour pouvoir cuisiner...Il faut rappeler qu'une partie de ces jugements se passe au niveau de la cellule, dernier échelon des juridictions *Gacaca*, et que les juges ont bien du mal à suivre et comprendre une procédure qui évolue sans cesse et est peu accessible pour des juges non professionnels.

Des interrogations persistent aussi concernant l'exécution des jugements : les jugements relatifs aux infractions contre les biens consistent en effet essentiellement, en des remboursements sous forme monétaire. Or, étant donné le grand niveau de pauvreté dans lequel vit la population rwandaise, et les montants souvent élevés des remboursements qui concernent des biens de valeur la plupart du temps (maisons, vaches, matelas...), une très grande partie des personnes condamnées aux remboursements n'a absolument pas les moyens de rembourser. Deux "solutions" sont prévues à cet effet par les textes de loi. Il peut s'agir premièrement de saisies, essentiellement de terres ou de bétail, principales richesses des Rwandais qui outre d'être un bien matériel sont surtout une source de vie, et dont la privation peut donc faire basculer les personnes concernées dans une pauvreté encore plus grande. Il peut aussi s'agir de remboursement sous forme de travail, qui concrètement s'effectue au service de la victime, ce qui est contraire au droit international et nous semble présenter en outre de grands risques sur le plan social.

Dans ce contexte difficile, il nous semble qu'un élément aurait pu apaiser les tensions et satisfaire dans une certaine mesure, à la fois les victimes et les pilliers qui n'ont pas tué. Cet élément est l'indemnisation, prévue dès 1996 pour dédommager les pertes des personnes aimées, mais aussi celle des biens. Cependant, les dernières avancées sur le plan politique montrent que les autorités se dirigent vers la création d'un fonds d'assistance sociale proche du FARG et abandonnent l'idée même de l'indemnisation. Pourtant, l'indemnisation aurait peut-être dans certaines conditions pu faire avancer le Rwanda sur le plan de la cohabitation pacifique, en apaisant au moins dans une certaine mesure les conflits résultant notamment, mais non seulement, des procès de catégorie 3.

TABLE DES MATIERES

Résumé	3
Méthodologie	6
Avant-propos : la modification de la loi de mars 2007 : la célérité au détriment de la qualité et de l'équité	8
1- La modification des catégories 1 et 2.....	8
2- Les modifications fondamentales du TIG	10
3- La question du témoignage suite à la multiplication des sièges.....	13
Introduction :l'indemnisation comme solution aux difficultés créées par les jugements des infractions contre les biens	16
Première partie.....	21
Le complexe règlement du contentieux des pillages commis pendant le génocide : le lourd héritage du génocide et de l'exil	
1- Les pillages et "l'économie du génocide": " <i>c'était Noël tous les jours</i> "	19
Les pillages commis par "les attaques": des pillages massifs, systématiques, collectifs, organisés et centralisés....	21
Les pillages par la population : profiter des massacres pour améliorer son niveau de vie, ou voler par nécessité	26
Des auteurs de pillages souvent difficiles à identifier	31
La redistribution des terres des victimes	33
2- les pillages pendant l'exil.....	41
3- Les remboursements au lendemain du génocide	45
Deuxième partie	51
Le traitement des infractions contre les biens par les Juridictions <i>Gacaca</i>	51
1) La mise en place des <i>Gacaca</i> et les textes réglementant le jugement des infractions contre les biens ..	51
L'adoucissement des peines et "la réparation": à la recherche de la justice restaurative ?	52
La priorité donnée aux "ententes".....	54
Les différentes étapes de la procédure	55
2- Les ententes supervisées par les Intègres.....	60
3- Le déplacement de la responsabilité : la question des "successeurs" et des exploitants des biens	65
Les conflits familiaux.....	65
L'absence de débat contradictoire	66
Le poids des remboursements sur les catégories vulnérables : l'exemple des ménages dirigés par des femmes et des enfants	71
4- La question de la responsabilité individuelle	74
5- Les autres problèmes : l'exemple de la question des « fruits » et des <i>imidugudu</i> construits pour les rescapés	79
Troisième partie	81
Le contexte économique global comme obstacle à l'exécution des jugements.....	81
1- Les saisies et la pression engendrée par les remboursements	83
2- Le travail : de l'arrangement à l'amiable au travail forcé	85
3- La lassitude des rescapés et leur demande d'intervention de l'Etat.....	90
4-La question de l'indemnisation	92
Conclusion :	98

Méthodologie

Depuis janvier 2006, l'équipe de recherche de Penal Reform International s'est concentrée sur le traitement des infractions contre les biens par les juridictions *Gacaca* au niveau des secteurs et des cellules, tout en continuant ses recherches sur les jugements concernant les infractions contre les personnes et sur le Travail d'Intérêt Général (TIG), afin d'avoir une vue d'ensemble sur la justice du génocide.

PRI est fidèle à sa méthodologie, celle d'une recherche tournée vers l'action, l'action étant ici définie comme l'amélioration de la qualité des jugements *Gacaca* et l'optimisation des potentialités du processus en tant qu'outil de réconciliation, en fournissant aux autorités rwandaises concernées des analyses et recommandations.

Notre objectif est que les recommandations de PRI sur le processus *Gacaca* soient prises en compte par les autorités et essentiellement par nos principaux partenaires, le Service National des Juridictions Gacaca (SNJG) et le Secrétariat Exécutif du Comité National du Travail d'Intérêt Général (SNTIG). Nous souhaitons ainsi, que des pistes de solution soient formulées pour les difficultés de plus en plus importantes constatées au sein du processus *Gacaca*, mais aussi que tous les acteurs du processus aient à leur disposition une analyse indépendante et objective.

Pour ce faire, notre méthodologie est qualitative et consiste en des observations des séances au niveau des secteurs et des cellules, ainsi qu'en des entretiens avec la population grâce à une équipe de 7 enquêteurs locaux résidant dans la localité où ils mènent leurs observations et de trois assistants de recherche basés à Kigali qui se rendent régulièrement sur le terrain. Chacun d'entre eux, assisté par une coordinatrice de recherche et de deux coordinateur/trice adjoint(es), décrit et analyse les données recueillies, qui sont ensuite compilées, comparées, croisées et débattues par l'ensemble de l'équipe toute entière en vue de rédiger nos rapports analytiques et thématiques. L'équipe est complétée par trois dactylographes et cinq traducteurs qui se chargent de traduire et saisir les cassettes et rapports, transmis par les enquêteurs.

La tâche la plus complexe est celle de recouper les informations pour être sûr de la véracité des cas décrits, et de percevoir s'ils sont des cas isolés ou révèlent des tendances générales au sein du processus. En effet, même si les textes légaux, instructions et formations sont rédigés et préparés au niveau national, le déroulement du processus *Gacaca* et la pratique des jugements par les *Inyangamugayo* dépend très fortement du contexte social local et de l'histoire du génocide dans la localité, car celui-ci ne s'est pas déroulé de manière uniforme sur l'ensemble du territoire.

C'est donc pour cette raison que, en plus de chercheurs basés à Kigali, nous disposons d'un enquêteur local dans chaque province du pays. Les enquêteurs résident dans la localité qu'ils observent, ce qui leur permet de mieux comprendre les enjeux de leur environnement. Le présent rapport fait d'ailleurs apparaître que le contexte spécifique du déroulement du génocide selon les localités, conditionne fortement aujourd'hui le déroulement des procès devant les juridictions *Gacaca*.

Les entretiens effectués avec l'ensemble des membres de la population, sont de préférence individuels afin de tenter d'instaurer un rapport de confiance, difficile à mettre en place malgré l'anonymat qui leur est garanti, dans un contexte politique où le processus *Gacaca* est un sujet

désormais polémique, et un contexte social où la méfiance entre les groupes sociaux est perceptible. Les interviewés ont donc parfois peur de parler librement. Cela limite donc dans une certaine mesure notre capacité de travail, d'autant plus que les entretiens sont enregistrés, sauf en cas bien sûr de refus de la personne, dans un souci d'exhaustivité et de précision. Les entretiens sont aussi semi directifs afin de ne pas limiter la parole des interviewés.

Une autre réserve à formuler est celle de la possibilité d'existence de biais résultant de la traduction du kinyarwanda au français. Le maximum de précaution est néanmoins pris pour limiter ce risque : ainsi une première traduction du kinyarwanda au français est effectuée. Puis la version française est ensuite vérifiée par un autre traducteur, qui compare les deux versions.

Il s'agit donc de traiter un maximum d'entretiens afin de dégager des tendances, sans pour autant tenter de trop généraliser car le Rwanda est un pays divers, aux problématiques différentes selon les localités.

Pour rédiger ce rapport nous avons effectués 321 entretiens portant sur le thème des infractions contre les biens. Parmi ces entretiens, 47 ont été réalisés avec des rescapés, 69 avec des *Inyangamugayo*, 41 avec des accusés, 28 avec des autorités locales et 28 avec des libérés. Le reste des entretiens est composé de voisins, de toute personne impliquée dans la *Gacaca*, ou de toute personne souhaitant nous parler. Par ailleurs, nos enquêteurs locaux réalisent aussi des entretiens plus généraux, qui abordent souvent la question des biens sans que cela en soit forcément le thème principal.

Les entretiens enregistrés sont numérotés afin de faciliter la documentation, tel est le numéro figurant en référence des entretiens en note de bas de page.

Comme nous le précisons dans nos précédents rapports, cette étude ne se prévaut d'aucune prétention d'exhaustivité ou de généralisation de ses observations et conclusions principales. Les résultats de cette recherche appellent bien sûr à être complétés et croisés avec ceux d'autres analyses. En dépit de cette réserve, il n'en demeure pas moins que les résultats présentés dans ce rapport indiquent des tendances fortes et non négligeables observées au sein des différents groupes sociaux.

Avant-propos

Sur la loi organique du 1^{er} mars 2007 :

La célérité au détriment de la qualité et de l'équité

Si le sujet du rapport reste le jugement des infractions contre les biens par les juridictions *Gacaca*, un avant-propos nous a semblé nécessaire avant d'entrer dans le vif du sujet, afin de présenter notre analyse au sujet de la modification de la loi du 1^{er} mars 2007.

Le premier mars 2007, la "*loi organique 16/2004 du 19 juin 2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994*" a été modifiée par la "*loi organique n°10/2007 modifiant et complétant l'article 51 de la Loi Organique n°16/2004 du 19/6/2004*".

Ces modifications sont très importantes : plusieurs points fondamentaux ont été changés et nous semblent mériter d'être soulignés. Les deux modifications primordiales qu'introduit cette nouvelle loi sont : une nouvelle catégorisation qui entraîne une nouvelle échelle des peines, et le principe de la multiplication des Sièges.

Ces deux modifications reposent sur une même idée : celle d'accélérer le règlement du contentieux du génocide.

Suite au vote de la loi, deux instructions du Service National des Juridictions Gacaca (SNJG) ont été distribuées aux juges, l'instruction n°11/07 datée du 02 mars 2007,¹ qui énonce le principe de la multiplication des sièges et l'instruction n°13/2007² datée du 20 mars 2007, qui explique la nouvelle catégorisation.

1- La modification des catégories 1 et 2

Les catégories 1 et 2 sont depuis le premier mars 2007 profondément modifiées. En effet, selon l'article 11 de la loi organique n°10/2007 modifiant et complétant l'article 51 de la Loi Organique n°16/2004 du 19/6/2004³, la deuxième catégorie comprend désormais⁴, outre les

¹ Instruction n°11/07 du 02/03/2007 du Service National des Juridictions *Gacaca* relative à la mise en place des comités et ses collaborateurs. Les textes de loi ainsi que les différentes instructions sont disponibles sur le site Internet du SNJG, www.inkiko-gacaca.gov.rw

² Instruction n°13/2007 du 20/03/2007 du secrétaire exécutif du Service National des Juridictions *Gacaca* dont l'objectif est d'aider les juridictions *Gacaca* à mettre en exécution ce qui est prévu par la loi organique n°16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'Humanité qui ont été commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour

³ Loi organique n°10/2007 modifiant et complétant l'article 51 de la Loi Organique n°16/2004 du 19/6/2004, publiée au *Journal Officiel de la République du Rwanda* le 1^{er} mars 2007, article 11

infractions qu'elle contenait déjà, les tueurs de grand renom, tortionnaires et auteurs d'actes dégradants sur les cadavres, jusqu'alors passibles des tribunaux ordinaires car ils appartenaient à la première catégorie. Ils appartiennent donc désormais à la seconde catégorie et sont jugés par les juridictions *Gacaca*. Le travail des juridictions *Gacaca* est donc considérablement élargi et cette modification a de nombreuses conséquences sur le plan pénal.

La perpétuité : les juridictions *Gacaca* susceptibles de prononcer la peine maximale

D'abord, l'échelle des peines est modifiée. Le fait que les tueurs de grand renom, tortionnaires et auteurs d'actes dégradants sur les cadavres soient jugés par les juridictions *Gacaca* a eu pour conséquence que depuis le 1^{er} mars 2007, les juridictions *Gacaca* peuvent condamner à la peine maximale qui existe au Rwanda, c'est-à-dire l'emprisonnement à perpétuité, puisque la peine capitale a été abolie⁵ en juillet 2007.

Cette situation nous semble problématique. En effet, si la lutte contre l'impunité fait partie des missions des juridictions *Gacaca* comme l'explique le préambule de la loi de 2004⁶, il a aussi toujours été clair que les infractions entraînant les condamnations les plus lourdes, devaient être jugées par les tribunaux ordinaires.

Le fait que les *Gacaca* puissent condamner à perpétuité nous semble poser des difficultés sur le principe, compte tenu du fait que les accusés, la plupart du temps illettrés, ne peuvent disposer d'un avocat et sont jugés par des juges non professionnels dans un contexte où la qualification des infractions nécessite une technicité qu'il est difficile pour des juges non professionnels de posséder.

⁴ Selon la modification de 2007 la deuxième catégorie comprend :

1° le meurtrier de grand renom qui s'est distingué dans le milieu où il résidait ou partout où il est passé, à cause du zèle qui l'a caractérisé dans les tueries ou la méchanceté excessive avec laquelle elles ont été exécutées, ainsi que ses complices ;

2° la personne qui a commis les actes de tortures quand bien même les victimes n'en auraient pas succombées, ainsi que ses complices ;

3° la personne qui a commis des actes dégradants sur le cadavre ainsi que ses complices ;

4° la personne dont les actes criminels ou de participation criminelle rangent parmi les tueurs ou auteurs d'atteintes graves contre les personnes ayant entraîné la mort, ainsi que ses complices ;

5° la personne qui, dans l'intention de donner la mort, a causé des blessures ou commis d'autres violences graves mais auxquelles les victimes n'ont pas succombé, ainsi que ses complices ;

6° la personne ayant commis ou participé à des actes criminels contre des personnes sans intention de donner la mort, ainsi que ses complices."

⁵ La loi abolissant la peine capitale a été promulguée le 25 juillet 2007. Voir Loi organique N°31/2007 du 27/06/2007 abolissant la peine de mort, entrée en vigueur le 25 juillet 2007 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n° spécial

⁶ Le préambule précise : "Considérant la nécessité, pour parvenir à la réconciliation et à la justice au Rwanda, d'éradiquer à jamais la culture de l'impunité et d'adopter les dispositions permettant d'assurer les poursuites et le jugement rapide des auteurs et leurs complices sans viser seulement la simple répression, mais aussi la réhabilitation de la société rwandaise mise en décomposition par les mauvais dirigeants qui ont incité la population à exterminer une partie de cette société." Loi organique N°16/2004 du 19/06/2004 portant Organisation, compétence et fonctionnement des juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 19 juin 2004 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n° spécial, modifiée et complétée par la Loi organique n°28/2006 du 27/06/2006 entrée en vigueur le 12 juillet 2006 et par la Loi organique n°10/2007 du 01/03/2007 entrée en vigueur le 1^{er} mars 2007 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°5

Cela nous semble également problématique au regard de la pratique, puisqu'il apparaît que le débat contradictoire est souvent absent et que les juges ont dans certains cas des difficultés à établir des preuves, dans un contexte social tendu où la peur est souvent présente (peur des rescapés de parler et d'être victime de représailles, peur des témoins à décharge de parler et d'être accusé de minimiser le génocide, ou d'être accusés à leur tour...). En conséquence, la liberté de s'exprimer, postulat de base pour un fonctionnement efficace et juste des juridictions *Gacaca* et de toute institution judiciaire, n'est pas toujours assurée.

Il nous semble donc que les cas les plus graves, entraînant les peines les plus lourdes, devraient rester de la compétence exclusive des tribunaux classiques.

Les modifications fondamentales du Travail d'Intérêt Général (TIG)

Le changement de la catégorisation a une autre conséquence sur le plan de l'échelle des peines : le TIG peut désormais atteindre une durée de près de 14 ans. En effet, comme les tueurs de grand renom sont désormais classés en catégorie 2, ils peuvent bénéficier du TIG en moitié de leur peine ainsi que du sursis⁷ s'ils ont avoué. Or, comme leur peine peut atteindre jusqu'à 29 ans⁸ si leurs aveux sont acceptés, cela représente 14 ans ½ de travail d'intérêt général. Cette peine serait ensuite à nouveau divisée par deux puisque les autorités semblent se diriger vers un TIG sous forme de camp de travail, plus facile à gérer, tout en déclarant rester "flexible sur l'organisation."⁹

Ces camps seront essentiellement consacrés à la construction de maisons pour les indigents, à la taille de pierres pour la construction de routes et à l'élaboration de terrasses radicales. Selon les projections du SNTIG, le nombre potentiel de "tigistes" pourrait atteindre entre 300 000 et 500 000 personnes¹⁰. Le SNTIG insiste beaucoup sur l'aspect "éducatif" de ces camps où les "tigistes" recevront un enseignement professionnel et une éducation civique, des cours d'alphabétisation... Si ce point nous semble un élément positif, il n'en demeure pas moins que ces personnes seront enfermées¹¹ et éloignées de leur famille, soumises à des travaux contraignants et on peut donc se

⁷ Selon l'article 14 de la loi n°10/2007 qui modifie l'article 73 de la loi n°16/2004, les personnes classées en catégorie 2 peuvent voir la moitié de leur peine commuée en TIG, et un tiers ou un sixième commué en sursis selon le moment de l'aveu, le reste (soit un tiers ou un sixième de la peine), étant effectué en prison. Si l'aveu a été fait avant que le nom de l'accusé soit inscrit sur la liste des accusés, un tiers de la peine est commué en sursis et un sixième est passé en prison. Si l'aveu a été fait après que le nom de l'accusé ait été inscrit sur la liste, c'est l'inverse : un sixième de la peine est commué en sursis, un tiers est effectué en prison. Pour toutes les personnes qui avouent, quel que soit le moment de l'aveu (à condition qu'il soit fait au premier degré), la moitié de la peine est commuée en TIG. Les personnes qui refusent d'avouer ou dont l'aveu est rejeté purgent la totalité de leur peine en prison.

⁸ Voir article 14 de la *Loi organique modifiant et complétant la Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'Humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour*, Journal officiel de la République Rwandaise, 48^{ème} année N°5, 1^{er} mars 2007

⁹ Déclaration du Secrétaire exécutif adjoint du SNTIG lors d'une réunion destinée aux bailleurs de fonds et différents acteurs du processus *Gacaca*, le 3 juillet 2007

¹⁰ Entretien SNTIG, juin 2007

¹¹ Selon nos entretiens au SNTIG, les tigistes peuvent être visités le dimanche et bénéficient de permission de sortie en cas d'événements exceptionnels, comme un décès, une naissance dans leur famille, un enfant malade, ainsi que s'ils sont appelés à témoigner devant les juridictions *Gacaca*.

demander, si le TIG en camp et la prison ne vont pas être assimilés à deux peines identiques par les tigistes et leurs familles, d'autant plus que dans certaines prisons les détenus travaillent déjà.

En outre, et cette modification est fondamentale, le 1^{er} juin 2007 le SNJG a publié l'instruction n°15¹² qui précise que, pour remédier au problème de la surpopulation carcérale catastrophique¹³, les personnes de catégorie 2 condamnées à passer la moitié de leur peine en prison, commenceraient par purger leur peine de TIG, puis effectueraient ensuite celle de prison. Selon cette instruction en effet, *"Vu que les prisons ne peuvent pas abriter un grand nombre de personnes condamnées à une peine d'emprisonnement"*,¹⁴ (...) *"La personne coupable des crimes de génocide ou d'autres crimes contre l'Humanité placée dans la deuxième catégorie qui a recouru à la procédure d'aveu, de plaider de culpabilité, de repentir et d'excuses et dont l'aveu est accepté, exécute sa peine d'emprisonnement prononcée par la Juridiction Gacaca en commençant par le TIG puis par l'emprisonnement enfin le sursis"*¹⁵.

Suite à cette instruction, les juridictions *Gacaca* de secteur ont reçu des formulaires *"d'autorisation de commencer la peine par l'exécution du TIG"* pour que les juges précisent que la personne remplissant les critères puisse effectuer le TIG avant sa peine de prison, puis celle de sursis.¹⁶ Une lettre du SNJG datée du 16 juin 2007 a par ailleurs été adressée aux juridictions de secteur et d'appel pour qu'ils libèrent les détenus dont la confession avait été acceptée, dans l'attente de l'exécution de leur peine de TIG¹⁷.

Il était nécessaire de trouver une solution au dramatique problème de la surpopulation carcérale, qui s'était notamment intensifiée avec la multiplication des Sièges. Cependant, cette mesure ne permet que de différer le flux des entrées en prison et risque donc d'être insuffisante. En effet, si il s'agit juste d'organiser une sorte de turn-over dans les prisons puisque les personnes condamnées par les *Gacaca* reçoivent des peines d'une durée différente, il n'en demeure pas moins que les prisons rwandaises ne pourront de toute façon pas absorber la masse importante des personnes condamnées. Il ne faut pas oublier, qu'outre les catégories 2 qui pourront bénéficier du TIG, on trouve aussi dans les prisons rwandaises de nombreuses personnes dont les aveux ont été rejetés par les juges ou qui n'ont pas avoué, et toutes ces personnes ainsi que les présumés catégorie 1¹⁸ qui seront condamnés, ne bénéficieront pas du TIG et recevront des peines très longues. A cela il faut aussi bien sûr ajouter les détenus de droit commun.

¹² Instruction n°15/2007 du 01 juin 2007 du Secrétaire National des Juridictions *Gacaca* relative à l'exécution des peines prononcées contre une personne qui a recours à la procédure d'aveu, de plaider de culpabilité, de repentir et d'excuses et dont l'aveu est accepté par les juridictions *Gacaca*., Ref. SNJG /T006

¹³ Selon des statistiques fournies par le SNJG lors d'une réunion à l'attention des différents partenaires du processus, le 3 juillet, le nombre de détenus était alors selon les statistiques officielles de environ 97 000 hommes et femmes. Les taux d'occupation des prisons étaient alors alarmants et n'avaient jamais été atteints auparavant au Rwanda. Suite aux libérations de personnes devant effectuer leur TIG après la publication de l'instruction n°15 les chiffres ont rapidement baissé : à la date du 18 septembre le nombre de détenus était de 70 593 selon le Service National des Prisons (SNP). Les prisons restent néanmoins surpeuplées.

¹⁴ Introduction n°15/2007 du 01 juin 2007 du SNJG

¹⁵ Article premier de l'instruction n°15/2007 du 01 juin 2007 du SNJG. Par ailleurs la période d'attente du TIG est déduite de la peine de sursis, traduction du kinyarwanda en français par PRI

¹⁶ République Rwandaise, Service National des Juridictions *Gacaca*, Ref./T 008, *Attestation de commencer la peine par l'exécution du TIG*

¹⁷ Cette attente devant être déduite de leur peine de sursis selon l'instruction n°15.

¹⁸ Au nombre de 77 269 selon les chiffres communiqués par le SNJG sur le bilan de la phase de collecte. Mais ce chiffre a sans doute augmenté lors de la phase de jugement car de nouvelles accusations ont été portées.

En outre, il semble difficile de faire accepter aux "tigistes" qu'à la fin de plusieurs années de travail non rémunéré ils retourneront en prison. Un TIG dans de telles conditions perd son sens en terme de réhabilitation et est très difficile à vivre sur les plans psychologique et social.

Même si aucun texte n'a encore été promulgué en ce sens, il est donc fort probable que les personnes condamnées au TIG n'iront pas en prison, que le camp de travail remplacera la prison pour les personnes de catégorie 2 en aveux. D'ailleurs, la Secrétaire Exécutive du SNJG a précisé dans une réunion à l'intention des divers acteurs nationaux et internationaux impliqués dans le processus *Gacaca* le 3 juillet 2007, qu'une personne qui se comporterait bien pendant son TIG n'irait pas en prison, ferait juste le TIG puis le sursis. Il est donc possible que la loi soit revue en ce sens.

On peut alors se demander sur quels critères sera évalué le « bon comportement » des tigistes et qui décidera de leur emprisonnement ou de leur libération suite au TIG. Selon l'article 17 de la loi *Gacaca* du 1^{er} mars 2007, si un tigiste n'effectue pas convenablement les travaux, c'est la juridiction *Gacaca* du secteur où est exécuté le TIG qui remplit le formulaire de retour sur base d'un rapport du Comité TIG. Néanmoins, il est clair qu'il est difficile pour les juges d'évaluer la validité de ces rapports et d'ailleurs la formulation de l'article semble leur laisser peu de latitude¹⁹. Il nous semble donc important que ces critères soient définis précisément et que le tigiste qui ne s'acquitte pas correctement de son travail, puisse s'expliquer devant les juges qui décideront si il doit être incarcéré, libéré ou peut poursuivre sa peine de TIG.

Cette mesure consistant à effectuer le TIG avant la prison va certainement permettre de libérer un grand nombre de personnes, sans doute insuffisant néanmoins pour que le problème de la surpopulation carcérale soit totalement réglé : il faut en outre espérer que cette difficulté ne se reporte pas sur les camps de travail, qui se retrouveraient à leur tour surpeuplés.

Il semble de plus regrettable que le critère pour savoir qui va bénéficier du TIG soit uniquement celui de l'aveu. En effet, au sein de la catégorie 2 il existe des crimes de niveau de gravité extrêmement différents : cette catégorie comprend le "tueur de grand renom" qui rappelons le, selon les textes légaux s'est caractérisé dans les tueries par son "zèle" et sa "méchanceté excessive"²⁰ et a tué un grand nombre de personnes, mais aussi la personne qui a blessé sans tuer. De plus, de nombreuses juridictions *Gacaca* condamnent des personnes qui ont participé à des barrières sans directement tuer et ce bien que cette infraction ne soit pas prévue par la loi.²¹

Avec ce critère unique de l'aveu pour décider qui va bénéficier du TIG et du sursis, on peut donc arriver à une situation où une personne qui a participé aux barrières sans tuer directement ou qui

¹⁹ La loi organique n°10/2007 du 1^{er} mars 2007 modifiant et complétant la loi organique n°16/2004 du 19 juin 2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2007 par publication au Journal Officiel, dispose en son article 17 alinéa 2 que : « Dans ce cas, le Comité des Travaux d'Intérêt Général du lieu où le condamné exécute ces travaux, fait un rapport sur ce comportement et le soumet à la Juridiction *Gacaca* du Secteur où sont exécutés les travaux d'intérêt général qui remplit le formulaire de retour en prison. En cas d'impossibilité, ce rapport est soumis à la Juridiction *Gacaca* qui a rendu le jugement. ».

²⁰ La définition est restée la même depuis la loi de 1996 jusqu'à la loi *Gacaca* telle que modifiée à ce jour.

²¹ La Secrétaire exécutive du SNJG a rappelé à plusieurs reprises que cette infraction, tout comme le port d'armes, n'étaient pas prévues par la loi *Gacaca*, notamment au cours d'une réunion présentant les avancées du processus aux partenaires le 3 mars 2007.

a blessé sans tuer mais n'avoue pas, va purger une peine de prison, alors qu'un "tueur de grand renom" qui a avoué, peut quant à lui bénéficier du TIG et du sursis.

Pour éviter de telles situations, il aurait été intéressant que les personnes ayant commis les crimes les moins graves de la catégorie 2 puissent elles aussi, bénéficier du TIG et du sursis qu'elles aient avoué ou non, c'est-à-dire que l'aveu ne soit pas l'unique critère. Cette disposition est prévue dans la loi pour un seul point, celui des "personnes ayant commis ou participé à des actes criminels contre les personnes sans intention de donner la mort", qui bénéficient du TIG et du sursis même si elles n'ont pas avoué²². Néanmoins, en pratique il apparaît très difficile pour des juges non professionnels de déterminer s'il y a eu ou non intention de l'auteur.

Il nous semble donc qu'une piste de réflexion pour la rédaction de la prochaine loi pourrait être de revoir à nouveau l'échelle des peines afin :

- d'y intégrer le TIG en peine principale pour certaines infractions de la catégorie 2, que les accusés aient avoué ou non, tout en maintenant le principe de la réduction de peine en cas d'aveu : la peine pourrait être plus courte pour les personnes ayant confessé.
- d'utiliser le TIG en moitié de la peine de prison pour les crimes les plus graves, notamment les « tueurs de grand renom ».
- de redéfinir la durée des peines de TIG pour éviter des peines trop longues
- de limiter la durée du TIG en camp

2- La question du témoignage suite à la multiplication des sièges

Ensuite, la multiplication des Sièges nous semble favoriser la célérité au détriment de la qualité et de l'équité. L'article 1^{er} de la loi de mars 2007 dispose que, "*une juridiction Gacaca peut avoir plus d'un Siège en cas de besoin.*" Le nombre de juges a donc aussi été réduit et est passé de 9 titulaires et 5 remplaçants selon la loi *Gacaca* de 2004, à 7 titulaires et 2 remplaçants depuis la modification de 2007, ce qui permet ainsi de répartir les juges dans les nouveaux Sièges.

Suite à la multiplication des Sièges, 1803 Sièges au niveau du secteur se sont ajoutés aux 1545 déjà mis en place ; leur nombre a donc plus que doublé. Et au niveau des juridictions d'appel, 412 juridictions se sont ajoutées aux 1545 déjà existantes²³. En outre, si le principe défini à la base dans l'instruction n°11²⁴ était que seules les juridictions ayant plus de 150 dossiers à traiter pouvaient multiplier les sièges, la Secrétaire exécutive du SNJG a précisé dans une réunion à l'attention des observateurs du processus et des bailleurs de fonds le 3 juillet 2007, que des exceptions avaient été faites et que certaines juridictions notamment au Nord, avaient multiplié les Sièges même si elles n'avaient que 30 ou 40 dossiers à traiter. L'argument avancé était qu'il

²² Voir article 73 de la Loi organique N°16/2004 du 19/06/2004 portant Organisation, compétence et fonctionnement des juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 19 juin 2004 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n° spécial, modifiée et complétée par la Loi organique n°28/2006 du 27/06/2006 entrée en vigueur le 12 juillet 2006 et par la Loi organique n°10/2007 du 01/03/2007 entrée en vigueur le 1^{er} mars 2007 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°5

²³ Précisions donnée par la Secrétaire Exécutive du SNTIG lors d'une réunion à l'attention des partenaires de la société civile et des bailleurs de fonds, pour présenter les avancées du processus *Gacaca*, le 3 juillet 2007.

²⁴ Instruction n°11/07 du 2 mars 2007 du secrétaire exécutif du Service national des juridictions *Gacaca* relative à la mise en place des comités des juridictions et ses collaborateurs

était mieux que le processus ne dure pas trop longtemps pour éviter que la population ne se décourage.

Des "élections" ont donc eu lieu, c'est-à-dire que les juges ont été réaffectés dans les nouveaux Sièges, selon une décision de l'Assemblée générale, certains juges pouvant passer de la cellule au secteur. Les Sièges procédaient ensuite aux élections des présidents et Vice-présidents. La multiplication a aussi concerné les cellules.²⁵

Le fait que les différents Sièges des juridictions *Gacaca* tiennent leur séance le même jour rend plus difficile la production de témoignages par la population, qui ne peut assister à plusieurs séances en même temps. En effet, à côté des témoins convoqués, certains témoins spontanés peuvent se manifester et enrichir le débat. Les juridictions essaient de limiter ce problème en faisant en sorte que les Sièges traitent les dossiers des mêmes cellules puisque l'instruction n°11/2007 précise que *"les dossiers provenant d'une même juridiction Gacaca de cellule sont transmis à un siège pour donner une facilité aux accusés, les plaignants et les témoins"*²⁶. Il n'en demeure pas moins, que certaines personnes peuvent avoir assisté à des crimes dans des cellules différentes et donc ne pas être disponibles pour deux procès où leur contribution aurait été utile.

Par ailleurs, nous avons constaté que dans certains secteurs, toujours dans un souci d'accélération, les *Gacaca* se tiennent plusieurs fois par semaine. A titre d'exemple, à Mutete (Province du Nord, ex-Byumba) l'assemblée générale se réunit le lundi et le samedi, à Kiramuruzi (Province de l'Est, ex-Umutara) le mardi et le dimanche et à Kashari (Province de l'Ouest, ex-Kibuye) les mardi et jeudi.²⁷

A cela il faut bien sûr ajouter, les séances qui se tiennent toutes les semaines au niveau des cellules concernant les jugements des infractions contre les biens.

Les conséquences de cette importante accélération sont : la diminution de la participation de la population et sa lassitude malgré, la sensibilisation et la pression des autorités²⁸. Cela entraîne aussi un risque de corruption plus élevé chez les juges qui face à la somme de travail demandée, disposent de moins en moins de temps pour gagner leur vie, car rappelons-le ils ne sont pas rémunérés. Cette accélération rend en outre très difficile la tâche des coordinateurs *Gacaca* qui doivent suivre le travail des juridictions dont ils ont la charge. Ils ont par exemple, moins de temps pour vérifier la légalité des pièces nécessaires notamment pour l'emprisonnement des personnes, ce qui augmente le risque de détentions illégales.

Cette multiplication des Sièges est aussi la source de l'augmentation extrêmement rapide de la population carcérale entre mars et juin 2007. Cette augmentation aurait de toute façon eu lieu sans la multiplication des Sièges, mais à plus longue échéance. Ainsi, d'une moyenne d'environ

²⁵ Voir l'article 2 de l'instruction n°11/07 du 2 mars 2007 du Secrétaire exécutif du Service national des juridictions *Gacaca* relative à la mise en place des comités des juridictions et ses collaborateurs. La multiplication des Sièges est clairement précisée dans cette instruction.

²⁶ Voir l'article 8 de l'instruction n°11/07 du 2 mars 2007 du Secrétaire exécutif du Service national des juridictions *Gacaca* relative à la mise en place des comités des juridictions et ses collaborateurs.

²⁷ Observations faites lors de descentes des chercheurs de PRI sur le terrain.

²⁸ A ce caractère obligatoire des *Gacaca*, il faut ajouter celui de l'*Umuganda*, travaux communautaires obligatoires qui dans certaines localités se tient toutes les semaines même si la consigne au niveau national est qu'elle se tienne une fois par mois, celle des rondes de nuit, et des différentes réunions obligatoires. Dans certains endroits les *Inyangamugayo* en sont dispensés mais il ressort de nos observations que ce n'est pas toujours le cas.

800 incarcérations par semaine à partir du démarrage de la phase nationale des jugements en juillet 2006, on est passé à une moyenne d'environ 1700 incarcérations hebdomadaires en mars 2007, soit plus du double après la multiplication des Sièges. Cependant, de nombreuses personnes ont été libérées pour purger leur TIG suite à la publication de l'instruction n°15 et ce phénomène s'est donc ralenti.

Cette nouvelle loi nous semble donc problématique en tous ces points. Si la population et les autorités sont pressées d'en finir rapidement avec ce processus, il serait dommage que cette accélération se fasse au détriment de la justice, car en effet, elle n'est pas sans conséquences sur le travail des juges²⁹ et sur la participation populaire. Le risque d'erreur judiciaire s'en trouve donc fortement accentué. De plus, la recherche de la vérité qui nécessite des débats approfondis et rigoureux, ne permet pas une telle accélération qui risque de donner à la population le sentiment d'une justice bâclée et minimiser à nouveau la motivation et la participation.

²⁹ A titre d'exemple, on peut préciser que depuis la modification de l'échelle des peines de mars 2007 il est souvent très complexe pour les juges, malgré les formations qu'ils ont reçues, de prononcer la peine de prison correspondant à la loi, puis de la diviser en deux pour déterminer la période de TIG, puis en un tiers et un sixième, ou l'inverse en fonction de la date de l'aveu, pour définir la période de prison et de sursis, sans oublier de déduire le temps déjà passé en détention préventive... Dans de nombreux cas que nous avons observés, les juges ont des difficultés, voire se trompent.

A titre anecdotique on peut citer le témoignage de ce "tigiste", " D'ailleurs je crois que ma peine est juste parce que j'ai écôpé de 12 ans de prison. Comme je venais de passer 11 ans en prison, il m'a été dit que j'exécute le TIG durant 2 ans et 4 mois. Même s'ils se sont trompés sur le calcul de ce temps de TIG, je l'exécute parce que j'en suis content, car il est différent de la vie carcérale. C'est pour cela que je l'exécute même en étant enchanté." Extrait d'un entretien avec deux libérés, n°1210-1211.

Introduction :

l'indemnisation comme solution aux difficultés créées par les jugements des infractions contre les biens

Ce serait une erreur de sous-estimer l'importance que les jugements des infractions contre les biens par les *Gacaca* revêtent au niveau local.

Certes, à priori dans le contexte des jugements pour les assassinats, viols et tortures commis pendant les 100 jours du génocide, les pillages ne relèvent que de considérations matérielles, et les enjeux semblent moindres. Il n'y est pas question de meurtre mais de vol et les *Gacaca* de cellule ne prononcent pas de peine de prison, mais condamnent les pillards à des remboursements, selon une procédure non pénale mais civile. Pour cette raison, les jugements de catégorie 3 qui ont aussi commencé plus tardivement, sont pendant longtemps restés ignorés des observateurs habituels du processus *Gacaca*. La prise de conscience de leur caractère problématique et créateur de conflits a donc été tardive, car les observateurs habituels des travaux des juridictions *Gacaca* se concentrent sur les procès pour infractions contre les personnes, au niveau des secteurs. Il est vrai aussi que ces jugements se déroulent à l'ex-niveau administratif le plus bas, ce qui complique leur suivi et la généralisation au sujet de leur travail puisqu'il existe plus de 11 000 juridictions *Gacaca* de cellule dont chacune révèle des problématiques relativement différentes, en fonction des individus d'une part, et du contexte local dans lequel s'est déroulé le génocide d'autre part.

Les textes légaux portant sur le jugement des infractions contre les biens placent en théorie et dans les mots cette question dans le cadre de la "réparation", plus que de la répression. Les pillards doivent réparer le tort commis en remboursant ou restituant ce qu'ils ont dérobé. La réparation tout comme la répression, sont en effet les deux faces des règlements de contentieux aussi massifs que celui du génocide rwandais, et de nombreux textes internationaux l'évoquent³⁰ ou y sont consacrés³¹. Dans la plupart d'entre eux, la réparation concerne à la fois les personnes disparues et les biens volés.

Au Rwanda, la question de la réparation s'est depuis les premiers débats concentrée sur l'aspect financier, c'est-à-dire une compensation monétaire pour les dommages causés aux personnes et aux biens. Le fonds d'indemnisation³² tel qu'il avait été prévu et réfléchi dès 1996, puis

³⁰ Par exemple le *Pacte International relatif aux droits civils et politiques*, adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, entrée en vigueur le 23 mars 1976, ratifié par le Rwanda en 1975 ou la *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984, entrée en vigueur le 26 juin 1987. Cette Convention n'a pas encore été ratifiée par le Rwanda.

³¹ Voir les *Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*, Nations Unies, 2005

³² A ce sujet voir Heidy Rombouts, *Victim organisations and the politics of reparation: a case study on Rwanda*, Université d'Anvers, 2004, ainsi que Stef Vandeginste, *Réparation pour les victimes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité au Rwanda*, L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001

"concrétisé" par deux projets de loi jamais adoptés et aujourd'hui enterrés, en 2001 et 2002, prévoyait à la fois une indemnisation pour les personnes décédées, les blessures et handicaps, mais aussi pour les biens volés ou détruits. Or, ce point sera développé dans la dernière partie du rapport, il semble désormais clair que ce fonds ne sera pas créé. C'est donc sur les pillers que repose pour l'instant la totalité des remboursements pour les biens, prononcés par les juridictions *Gacaca* à la fois au niveau des secteurs et des cellules.

Cependant au Rwanda, une réparation pour les biens qui reposerait uniquement sur les pillers est irréalisable. Les jugements qui sont prononcés par les juridictions *Gacaca* lorsque les parties ne peuvent s'accorder sur un arrangement à l'amiable, évaluent les objets à leur valeur actuelle qui est très élevée par rapport aux moyens financiers de la population, lorsqu'il s'agit notamment de vol de vaches ou de destructions de maisons. Et la très grande majorité de ces pillers n'ont absolument pas les moyens de rembourser. Les ventes de biens ou les saisies qui peuvent découler des remboursements prononcés par les *Gacaca*, peuvent donc faire basculer des familles déjà pauvres dans la misère et aboutir à des situations tragiques. Et la frustration des rescapés, qui attendent sans se faire trop d'illusions des remboursements que la plupart d'entre eux, ne recevront probablement jamais, n'en est qu'accentuée. Des tensions entre individus découlent inévitablement de cette situation.

Ces jugements ont donc une grande importance, dans la mesure où ils influent largement sur les relations sociales entre les rescapés et le reste de la population et conditionnent les problèmes d'insécurité qui peuvent exister au niveau local. Nous avons constaté que ces jugements sont fortement créateurs de tensions, ils entraînent souvent un sentiment d'injustice à la fois chez les condamnés et les victimes. Des deux côtés, ces jugements créent des insatisfactions et beaucoup d'inquiétudes au sein de la population à tel point, que lors de certaines réunions de sensibilisation à la *Gacaca* que nous avons observées, ils suscitaient plus de questions que les jugements au niveau du secteur³³

Les éléments observés sur le terrain nous ont permis de dégager plusieurs points importants concernant les jugements des infractions contre les biens, qui permettent d'expliquer cette inquiétude au sein de la population. Ces points qui vont être développés dans ce rapport, sont les suivants :

- la complexité des pillages commis pendant le génocide rend difficile l'identification des biens pillés et de la responsabilité individuelle de chacun, et donc le prononcé d'une justice équitable.
- la procédure est peu claire, source de tensions au sein des familles, et les *Inyangamugayo* ont des difficultés à l'appliquer.
- l'exécution des jugements pose des difficultés particulièrement importantes dans le contexte économique et social du Rwanda à l'heure actuelle, et quelle que soit sa forme, remboursement, saisie, travail, elle semble irréalisable et fortement créatrice de conflits.

Deux approches sont donc utilisées dans le rapport afin d'aboutir à une présentation globale des difficultés causées par ces jugements :

- l'approche juridique puisque nous verrons que les textes légaux posent problème et sont parfois mal appliqués par les *Inyangamugayo*, ce qui rend la pratique souvent différente de ce qui est prévu par les lois et instructions

³³ Rapport d'observation d'une réunion de sensibilisation, secteur Kavumu, Province du Nord, ex-Byumba, 5 mars 2007

- l'approche socio économique puisque le contexte général du Rwanda aujourd'hui, dans lequel s'inscrivent ces procès, rend l'exécution des jugements impossible à mettre en œuvre.

Tous ces éléments nous amèneront à nous interroger sur la possibilité de mettre en place une solution alternative à l'exécution des jugements. Ne serait-il pas souhaitable de suspendre l'exécution des jugements de catégorie 3 et d'utiliser le cadre fourni par les *Gacaca* pour déterminer la nature des dommages, afin d'envisager ensuite une indemnisation raisonnable qui serait assurée par l'Etat ?

Première partie

Le complexe règlement du contentieux des pillages : le lourd héritage du génocide et de l'exil

Le traitement des infractions de catégorie 3, pillages et destructions de biens, est très complexe et fortement créateur de conflits à l'heure actuelle. Pour comprendre pourquoi la question des remboursements des biens pillés pendant le génocide se révèle si difficile à résoudre aujourd'hui, il est important de décrire comment ces pillages se sont déroulés. La nature et l'organisation des pillages pendant le génocide, conditionnent en effet le déroulement des remboursements aujourd'hui, et expliquent en grande partie leur caractère problématique. Si le travail des *Gacaca* présente clairement des faiblesses structurelles (lois régulièrement révisées et complexes, manque de formation des juges) et conjoncturelles (dus notamment à la difficulté d'obtenir une parole libérée dans un contexte social tendu, et à la volonté exprimée par tous d'en finir au plus vite), que nous avons mis en évidence dans nos précédents rapports, il ne faut pas sous-estimer la difficulté du travail des *Inyangamugayo* de manière générale et plus précisément, car c'est le sujet de ce rapport, concernant les jugements de catégorie 3.

Les pillages ont été massifs et commis à des niveaux de responsabilité très divers. Plus de treize ans après les faits, la tâche confiée aux Intègres de déterminer qui a pris quoi, que ce soit une vache ou une bassine, est extrêmement compliquée et soulève des questions fondamentales et problématiques au Rwanda depuis des décennies, notamment la question de la propriété foncière. En outre, certaines personnes ont volé pour pouvoir survivre, sans adhérer à l'objectif du génocide, et elles sont elles aussi aujourd'hui poursuivies par les *Gacaca* et sévèrement punies.

C'est pour cette raison qu'il nous a semblé important d'expliquer en première partie, comment ces pillages ont été commis, pour mieux saisir les difficultés actuelles, d'autant plus que très peu de rapports sur les pillages et destructions commises pendant le génocide existent.

En outre, le fait que des vols aient aussi été commis lors de l'exil, et que certains biens aient été restitués dès le retour des rescapés sur leurs collines, complique aussi la tâche des *Gacaca* en ce qui concerne notamment le recensement des biens pillés et l'identification des pillleurs.

1- Les pillages et "l'économie du génocide": "*c'était Noël tous les jours*"³⁴

Pendant la période des massacres, une véritable "économie du génocide" basée sur les pillages s'est mise en place et les pillages ont très vite pris un caractère systématique et organisé ;

³⁴ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé en 2004. Cet homme, intellectuel, était membre d'une *Gacaca* des prisons, et il a établi un rapport écrit sur les activités pendant le génocide pour PRI, en se servant de sa propre expérience ainsi que celles des autres prisonniers qui témoignaient dans la *Gacaca*. Libéré en 2003 car il a avoué, il a été jugé par les *Gacaca* et a dû purger une peine de TIG. Un chapitre de ce document est consacré aux pillages, qui sont en outre un sujet abordé transversalement tout au long des autres chapitres: il ressort très clairement de ce document que, selon cet homme, d'après son propre vécu et son propre ressenti, les pillages étaient l'une des motivations des massacres.

ils sont devenus le fondement de l'économie pendant la période du génocide, les travaux agricoles étant alors quelque peu laissés de côté³⁵. Il s'agissait pour les leaders du génocide de redistribuer les richesses, à leur profit avant tout, mais de manière plus générale au profit exclusif des "Hutus" puisque selon le projet génocidaire et dans l'esprit des participants, aucun "Tutsi" ne survivrait aux massacres.

Les pillages ont donc eu une ampleur très importante partout dans le pays. Beaucoup de personnes voulaient profiter des tueries pour s'approprier des biens soit de consommation immédiate, comme l'alcool ou les cultures abandonnées dans les champs, mais aussi du mobilier, du bétail, et surtout des terres, enjeu vital au Rwanda étant donnée la raréfaction des terres vacantes et l'accès difficile à la propriété foncière. Les parcelles des victimes en effet ont été redistribuées à de nouveaux propriétaires tout au long du génocide en de nombreux endroits du pays, selon une organisation cependant différente selon les préfectures (actuelles provinces³⁶).

Et si on ne peut bien sûr réduire les motivations des génocidaires à des considérations économiques, si la recherche de biens nouveaux ne peut être l'explication primaire du génocide, il semble clair cependant que la volonté d'acquérir des biens a joué un rôle d'incitation dans les tueries, que les leaders des massacres ont d'ailleurs su exploiter pour pousser leurs concitoyens au meurtre, dans un contexte de grande pauvreté et de ressources très inégalement réparties. Comme l'ont montré de nombreux chercheurs, les miliciens les plus actifs ont souvent été recrutés parmi des jeunes désœuvrés, pauvres, sans terre et sans emploi, sans espoir d'accéder à la propriété ou à des biens de valeur, dont la frustration face aux inégalités économiques et à leur exclusion de toute promotion sociale a alimenté leur haine au point que celle-ci, manipulée et entretenue par les leaders extrémistes, a trouvé son aboutissement dans la participation et l'adhésion au génocide. La volonté d'acquérir des biens matériels mais aussi symboliques (pouvoir, notoriété, reconnaissance, statut social supérieur) par le biais des tueries et de l'accumulation de biens pillés, a pu pousser certaines personnes au génocide et a abouti à des pillages de très grande ampleur : chaque victime était dépouillée, chaque maison vidée comme l'explique un participant aux massacres, *"on commençait la journée par tuer et on terminait la journée par piller. En fait c'était la règle de tuer à l'aller et de piller au retour."*³⁷

Les pillages faisaient aussi partie intégrante du plan génocidaire et étaient donc encouragés par celles parmi les autorités locales qui avaient choisi de s'investir dans le génocide : il s'agissait d'effacer les traces des victimes, en s'appropriant ou en détruisant leurs biens. En certains endroits du pays, les restes des maisons pillées étaient brûlées ou démolies et remplacées par des cultures afin de faire disparaître le souvenir des anciens propriétaires. Par ailleurs, les "Tutsis" étaient considérés par les extrémistes comme un groupe historiquement privilégié d'un point de vue économique. S'accaparer ou détruire leurs biens était donc aussi une forme de revanche et d'humiliation, partie intégrante de la volonté d'extermination.

³⁵ Comme l'explique un homme condamné pour sa participation au génocide dans le document écrit pour PRI par un libéré (voir note 1), *"Lors de la période des tueries, personne ne descendait plus aux champs. Chacun se demandait: à quoi bon cultiver alors que je récolte sans plus travailler? (...) On devenait un peu oisif. (...) On avait laissé les semences, les bones. (...) Tuer était plus avantageux que cultiver."*

³⁶ Même si le découpage géographique a changé puisque les préfectures étaient au nombre de 12 en comptant Kigali, les préfectures correspondent aux actuelles Provinces (qui sont 5 en comptant Kigali) au niveau des responsabilités administratives et politiques.

³⁷ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé en 2004.

Il faut noter néanmoins que, même si grâce au nombre important d'entretiens que nous avons pu recueillir sur ce thème nous pouvons généraliser en partie l'organisation des pillages au niveau national, celle-ci a tout de même été différente selon les localités. Les différences d'organisation concernent notamment un point extrêmement important et conflictuel, la réappropriation des parcelles des victimes à de nouveaux propriétaires, une fois les précédents exterminés ou enfuis : par exemple, à l'Est l'avancée des forces armées du FPR en provenance d'Ouganda a été rapide et la redistribution des terres n'a pas eu le temps d'être effectuée, tandis qu'à Kibuye ou Gisenyi d'après l'ensemble de nos entretiens, elle a été précisément organisée, sous le contrôle de certaines autorités locales. De plus, l'organisation des pillages semble avoir été différente selon que ceux-ci se déroulaient en zone urbaine ou rurale.

Il convient de noter que les pillages pendant le génocide étaient de deux natures : ceux organisés par les "attaques", qui étaient massifs, systématiques, collectifs et organisés, partie intégrante de la volonté d'extermination. Ces "attaques" accaparaient essentiellement les biens de valeur. Puis le reste de la population elle aussi participait aux pillages, sans pour autant forcément cautionner le génocide et sans véritable organisation. Certains biens comme les cultures étaient pillées entre voisins, et de nombreuses personnes s'appropriaient les "restes" abandonnés par les bandes organisées de pilleurs, et volaient soit pour augmenter leur niveau de vie en s'appropriant des biens abandonnés, soit tout simplement pour survivre, dans un contexte de grande pauvreté. Cette distinction est essentielle, et est l'une des problématiques les plus difficiles auxquelles doivent aujourd'hui faire face les juridictions *Gacaca*.

Les biens les plus convoités étaient le bétail mais aussi les parcelles des victimes, dont les plus fertiles étaient réservées aux autorités politiques et aux tueurs les plus actifs, et dont le partage créait souvent des tensions entre génocidaires. Et si une grande partie de la population a participé aux pillages, et pas seulement les tueurs, ils l'ont fait et nous tenons fortement à le souligner, à des degrés très divers qu'il est important de prendre en compte aujourd'hui lors des procès devant les *Gacaca*, étant donné le montant très élevé que peuvent atteindre les remboursements et les lourdes difficultés qu'ils engendrent pour certaines familles. Afin de mettre en évidence ces différents degrés de responsabilité, nous allons présenter les différents niveaux de pillages : ceux commis par "les attaques", et ceux commis par la population. Puis nous allons aborder le point très complexe de l'appropriation des terres des victimes.

Les pillages commis par "les attaques": des pillages massifs, systématiques, collectifs, organisés et centralisés

Une grande partie des pillages a été commise par ce que les rwandais appellent "les attaques", c'est-à-dire ces groupes mobiles de génocidaires, composés soit d'*Interahamwe*, de militaires, ou de citoyens "ordinaires" entraînés dans les tueries, qui tuaient, puis pillaient. Ce qui frappe avant tout, lorsqu'on s'intéresse à cette catégorie de pillages commis pendant le génocide, c'est d'une part leur grande ampleur et d'autre part, le fait que, tout comme les tueries avec lesquelles ils allaient de pair, ils aient été organisés, supervisés par des leaders qui étaient aussi les leaders des massacres. Souvent les pillages et destructions étaient aussi encouragés par les autorités locales, parmi celles qui avaient pris position en faveur du génocide. Néanmoins, on ne peut totalement généraliser et si la tendance globale de nos entretiens nous démontre une organisation précise, en certains endroits et notamment à Kigali, les pillages se sont aussi déroulés de façon plus anarchique et individuelle. L'organisation des pillages comme des massacres dépendait en effet des régions.

Selon l'ensemble des témoignages que nous avons pu recueillir, les attaques visant les personnes, commises par ces groupes de tueurs, s'accompagnaient systématiquement des pillages de leurs biens. Selon deux ex-participants au génocide :

"On commençait la journée par tuer et on terminait la journée par piller. En fait c'était la règle de tuer à l'aller et de piller au retour. On tuait en équipe, puis on pillait chacun pour soi ou par petits groupes d'amitiés. Sauf les boissons et les vaches qu'on se plaisait à partager."³⁸

"Dans notre cellule c'était les tueries qui devaient commencer; les personnes devaient en premier lieu être tuées ; mais tu comprends que quand on a tué une personne, ses biens doivent être emportés par ses bourreaux."³⁹

Les pillages étaient donc souvent commis en bande, ce qui rend aujourd'hui difficile l'identification de la responsabilité individuelle de chacun et du montant du remboursement : si 50 personnes ont pillé ensemble une même maison, comment déterminer qui a pris quoi ?

De manière générale, à travers le pays, tout ce qu'il était possible de piller l'était : le bétail, le mobilier de maison, les récoltes abandonnées dans les champs... Les maisons étaient démantelées : les portes, les fenêtres étaient volées, ainsi que les tuiles ou les tôles, particulièrement convoitées. Le bois formant l'armature des maisons était dérobé pour se procurer du bois de cuisson et de chauffage, et les arbres étaient abattus dans ce même but.

Souvent les ruines même des maisons pillées étaient détruites, brûlées, et de nouvelles cultures étaient plantées à leur place : il s'agissait d'effacer toute trace des anciens propriétaires, et d'éviter que les personnes enfuies puissent revenir, car les terres volées aux personnes pourchassées devaient être redistribuées à de nouveaux propriétaires.

Les vêtements des victimes étaient aussi volés : elles étaient fréquemment déshabillées avant d'être abattues, ou alors des pilleurs passaient par la suite récupérer tout ce qu'ils pouvaient sur les cadavres, les vêtements tout comme les bijoux ou l'argent que les personnes assassinées cachaient sur elles. Fréquemment un chantage était effectué sur les victimes avant qu'elles ne soient tuées : on leur promettait la vie sauve, ou des souffrances moins aiguës, en échange d'argent et lorsqu'elles avaient remis toutes leurs économies aux tueurs, elles étaient massacrées. Certaines personnes ont pu cependant acheter leurs vies. Selon un ex-génocidaire :

"Après le travail on calculait ses biens : l'argent que les Tutsis avaient tenté d'emporter avec eux sous leurs vêtements dans leur mort...L'argent de ceux qui l'avaient proposé de plein gré, dans l'espérance de ne pas souffrir...Dans le secteur, il y a même des cultivateurs qui ont caché des Tutsis qu'ils connaissaient pour une somme d'argent. Puis quand les Tutsis ont déballé toutes leurs économies ils les ont abandonnés dans les bras de la mort."⁴⁰

Les pillages étaient donc massifs et leur caractère systématique à chaque attaque a fait que la masse des biens volés s'est avérée très importante, comme en témoigne cet extrait du témoignage d'un libéré :

³⁸ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

³⁹ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁴⁰ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

"On voyait toute la journée un grand nombre de ramasseurs pliant leur dos sous d'innombrables fardeaux de pillages. Les hommes, les femmes, les jeunes gens suivaient les mêmes itinéraires en file indienne."⁴¹

Loin d'être anarchiques, les pillages étaient le plus souvent, surtout dans les zones rurales, placés sous l'autorité des leaders qui étaient aussi ceux des massacres. Autorités politiques et administratives, militaires⁴², *Interahamwe*, donnaient leurs consignes aux nombreux pillards sous leurs ordres :

"Les pillages comme les tueries étaient organisés par les superviseurs à l'exception de quelques cas isolés."⁴³

"Les pillages étaient supervisés par les mêmes personnes qui supervisaient les tueries. On ne pouvait pas avoir des superviseurs des pillages et des superviseurs des tueries. Mais plutôt, ceux qui commandaient les tueries commandaient aussi les pillages."⁴⁴

Il ressort de nos entretiens que la redistribution des biens pillés se faisait de façon hiérarchique. Les autorités des différents niveaux et les *Interahamwe* s'accaparaient les biens les plus importants, comme les véhicules, les matelas, les vélos, les radios et bien sûr le bétail. Ils redistribuaient ensuite une partie des biens pillés aux exécutants sous leurs ordres, et laissaient les restes à la population, qui se partageait notamment d'après nos entretiens les cultures abandonnées dans les champs. Selon un vieil homme que nous avons interrogé, les *Interahamwe* se réservaient *"la part du lion,"*⁴⁵ ou ils les distribuaient à des personnes avec qui ils avaient des affinités particulières, comme l'expliquent nos interlocuteurs dans les entretiens suivants, qui montrent clairement cette centralisation des biens de valeur au profit des leaders :

"Comme je te l'ai dit, les autorités et les personnes dont je t'ai parlé [les Interahamwe] ont distribué les biens de grande valeur, à savoir les bananeraies, les caféiers ou autres champs jugés fertiles que personne ne pouvait oser s'approprier sans autorisation."⁴⁶

"Lorsqu'il s'agissait de biens de grande valeur, le leader de l'attaque muni d'un fusil et l'ex-conseiller organisaient les voyous en leur ordonnant : "allez les déposer chez moi!"⁴⁷

"Dans le pillage ce sont ceux qui étaient chefs d'attaque qui s'appropriaient les biens de valeur. D'autres parmi les attaques ont pris des biens de valeur moyenne. (...) Il y avait une domination de la part des chefs qui disposaient de fusils et ils pouvaient ordonner aux membres de l'attaque de transporter le butin chez eux."⁴⁸

⁴¹ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁴² Voir Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁴³ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁴⁴ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁴⁵ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611; sur cette distribution hiérarchique voir aussi Entretien avec une rescapée, 14 juin 2007, n°1633

⁴⁶ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

⁴⁷ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

"Les choses de valeur étaient mises ensemble comme les matelas, les biens de valeur de la maison, comme les téléviseurs, les armoires, les frigos, tout ça. Aucun habitant ne pouvait en trouver. Ils étaient mis là et remis aux personnes puissantes dans ces actes"⁴⁹.

"Les Interahamwe des secteurs avoisinants s'accaparaient les pillages en priorité. Ils cumulaient les radios neuves, les grandes vaches, les armoires, les fauteuils de confort, les tôles. Les jours de petites opérations nous étaient plus profitables puisqu'on se retrouvait premiers pour le choix. Quand ceux de la bande pillaient ensemble, ça rapportait gros. L'abondance nous faisait oublier toute chamaillerie. En effet il y en a beaucoup qui se sont enrichis, surtout les grands chefs car ils choisissaient avant les autres les objets de première qualité (les objets de luxe.) Les riches étaient les meilleurs en négociation puisque c'était leur besoin d'avant. Ils accumulaient des tôles et autres pour des commerces d'avenir."⁵⁰

D'ailleurs, selon le témoignage suivant d'un homme de la Province de l'Ouest (ex-Province de Kibuye), il aurait été dangereux pour les nombreux pillards aux ordres des autorités politiques, des militaires ou des *Interahamwe*, de s'approprier des biens de grande valeur :

"Quant à dire que n'importe qui pouvait s'approprier des biens de grande valeur alors qu'il y avait des chefs d'attaque... Celui qui s'appropriait de tels biens sans y être autorisé pouvait en mourir. Il fallait d'abord transporter pour le chef les biens qu'il avait choisis, puis à son tour les biens de moindre valeur de son choix."⁵¹

Il est clair que l'appât du gain était aussi dans certains cas, l'une des motivations des tueries dans un contexte où le meurtre était devenu acceptable et valorisant socialement.

Les leaders se servaient des pillages et de l'avidité des tueurs souvent dépourvus de tout, pour les motiver aux massacres. Les tueurs les plus actifs étaient récompensés par les superviseurs, et recevaient des biens importants, à titre de récompense et d'encouragement. Cette émulation par la distribution de biens, par la cupidité, est fortement mise en avant dans les entretiens que nous avons eus avec des personnes qui faisaient partie des "attaques", qui tuaient et pillaient :

"Après les tueries, les différents groupes étaient rassemblés dans un endroit localisé où tous les objets pillés devaient être partagés dans un climat de fête. L'objectif de ces partages était de créer l'émulation. Celui qui avait beaucoup tué obtenait des récompenses: vélo, matelas, moto, moteur... Le superviseur donnait la cotation aux tueurs à partir du premier jusqu'au dernier. Les autres coauteurs se tenaient bouche fermée et acclamaient simplement les proclamations publiques. Dans la troupe de tueries, comme il y avait ces récompenses, chacun faisait de son mieux pour recevoir ces objets d'encouragement. Et les premiers c'étaient ceux qui avaient torturé les victimes tutsies."⁵²

⁴⁸ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

⁴⁹ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁵⁰ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁵¹ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

⁵² Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

"Celui qui était baï car il n'avait pas participé aux tueries ne recevait rien. Il était un vaurien qui méritait même d'être pourchassé. Il ne bénéficiait de rien. Ce sont les tueurs qui s'emparaient des biens en connivence avec les responsables des cellules et les Nyumbakumi".⁵³

"Celui qui avait excellé dans les tueries et dans les pillages devait être rémunéré par les biens récupérés dans les actes de pillages et de tueries. (...) Les biens étaient rassemblés et ils étaient partagés selon le rôle de chacun parmi les pillleurs. Parfois on trouvait de l'argent, car il y avait des personnes qui voulaient se racheter mais en vain car on les tuait malgré tout, l'argent était aussi trouvé dans les maisons, au niveau de la chambre, du lit, au niveau de l'armoire, des différents endroits destinés à la conservation. Dans ce cas cet argent était aussi remis aux autorités et elles se le partageaient selon leur hiérarchie"⁵⁴

Et selon ce libéré de l'Est qui met lui aussi en évidence le fait que les tueurs étaient récompensés matériellement :

"Quand on tuait telle personne, il était évident que c'était celui qui la tuait qui devait s'emparer de ses biens de grande valeur."⁵⁵

Toujours selon ce libéré de l'Est du pays, le génocide a pu être commis rapidement en partie à cause de cet appât du gain :

"S'agissant du déroulement des pillages, les habitants y ont répondu massivement parce qu'ils y trouvaient des intérêts palpables et immédiats.(...) Et à mon avis, je crois que c'est ce qui a fait que le génocide s'est fait rapidement puisque quand la personne était tuée, tu comprends que les gens pouvaient en profiter."⁵⁶

Les vols étaient aussi favorisés par le fait que certaines autorités politiques poussaient la population aux pillages, leur donnant alors un caractère de normalité, de légitimité, comme nous l'explique cet *Inyangamugayo* de l'ex-Province de Kibuye :

"Le conseiller lui-même disait : toi qui habites dans une paillote, pourquoi ne peux-tu pas aller chercher les tuiles chez tel? Toi qui n'as pas de porte, pourquoi ne peux-tu pas aller prendre la porte? (...) On voyait que la population participait au pillage à cause de la pauvreté ou parce qu'elle était motivée par les autorités qui l'encourageaient à aller piller les tôles afin de couvrir les maisons en paille."⁵⁷

Le bétail était souvent tué et partagé sur place, de même que les boissons, ou bien parfois même, il semble qu'en certains endroits, des fêtes étaient destinées à récompenser et motiver les tueurs. Dans certains cas, les auteurs des massacres se retrouvaient entre eux et partageaient leurs vols, et ces fêtes étaient aussi l'occasion pour les leaders de motiver leurs troupes par le biais de chants, de danses et de discours de propagande, comme en témoigne l'extrait suivant :

⁵³ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

⁵⁴ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁵⁵ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁵⁶ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁵⁷ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 13 juin 2007, n°1626-1627

"Le soir après les tueries les retrouvailles se faisaient dans la joie. L'amitié régnait entre nous. Un d'entre nous était choisi pour raconter aux autres le déroulement de la tuerie et il comptait les pillages dont chacun disposait. Nos chefs nous faisaient aligner, les pillages étaient déposés par terre. Le conseiller choisissait des hommes forts et vigoureux pour nous partager les pillages. On partageait les boissons, on mangeait de la viande grillée. Seuls les superviseurs buvaient des Primus et des Mützig, ils mangeaient des morceaux de viande bien rôtie et des bananes bien assaisonnées aussi bien que de la soupe. (...) Nous restions à l'endroit de rencontre et nous entamions les chansons, les danses... Les tueries nous rendaient bavards et gourmands.⁵⁸(...) Pendant cette infamie, on n'a connu aucun mariage, aucun baptême, aucun match de football ou de volley-ball, aucun office religieux. On ne trouvait plus d'intérêt pour ce genre de célébrations. On se fichait de ces bagatelles du dimanche. On se réjouissait sans arrêt. On buvait autant qu'on demandait. On mangeait des brochettes calmement. (...) Grâce au grand nombre de radiocassettes pillés, les familles se réjouissaient en musique.⁵⁹"

Certains témoignages que nous avons recueillis du côté des tueurs mettent en évidence le caractère festif, presque orgiaque de l'ambiance du génocide, le fait que l'alcool coulait à flot, que la viande était disponible à tous les repas, que l'atmosphère était joyeuse...

Néanmoins, cette organisation n'était pas la même dans toutes les localités. Par exemple, les personnes que nous avons pu interroger sur les pillages commis à Kigali, ont mis en évidence leur aspect plus individuel, comme nous l'expliquent un président et un vice-président d'une juridiction *Gacaca* de cellule à Kigali :

"D'après les informations que nous avons collectées personne ne recevait ces biens pillés, il n'y avait pas d'organisation du partage. Chacun pillait pour soi.⁶⁰"

"Chacun pillait pour soi, il n'y a pas eu de partage légal des biens pillés.⁶¹"

Ce dernier constat nous amène à nous poser la question des pillages commis par la population qui n'était pas impliquée dans les massacres, et profitait du génocide pour améliorer son niveau de vie ou pour survivre tout simplement, en volant des biens abandonnés, dans un contexte de grande pauvreté.

Les pillages par la population : profiter des massacres pour améliorer son niveau de vie, ou voler par nécessité

Si certains pillages étaient organisés par les leaders du génocide, supervisés et redistribués de façon hiérarchique, ce n'était pas le cas de la totalité des pillages. En effet, ce n'était pas uniquement les tueurs qui pillaient. Il ressort des témoignages que nous avons recueillis que les pillages se déroulaient en plusieurs phases. Les extraits d'entretiens suivants illustrent ces différentes phases :

⁵⁸ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁵⁹ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁶⁰ Entretien avec un président de *Gacaca* de cellule, 9 juin 2007, n°1621

⁶¹ Entretien avec le vice-président d'une juridiction *Gacaca* de cellule, 9 juin 2007, n°1622. Sur le caractère plus individuel des pillages à Kigali voir aussi Entretien avec des *Inyangamugayo*, 4 juin 2007, n°1613

"De fortes attaques ont été lancées. Dans un premier temps elles visaient à tuer les gens, puis à s'emparer des équipements ménagers de grande valeur légers et facilement transportables comme les matelas et les habits. Quand les attaques venaient tuer les gens et ne les trouvaient pas, elles cassaient les portes et prenaient les biens. Quand elles quittaient les maisons, la population avoisinante à son tour s'emparait du bois de cette maison pour cuisiner. Pour les vaches aussi ce sont les hommes forts qui les razziaient, notamment les Interahamwe. Et quand on abattait la vache et qu'une personne des alentours passait, on lui en donnait des morceaux."⁶²

Ou comme le décrit cet autre Inyangamugayo :

"Les attaques prenaient les biens de grande valeur comme les vaches, les chèvres, les vélos etc. Mais la visée principale était de tuer. Derrière la dite attaque la population allait piller les biens abandonnés, à cause de la faim qui sévissait.(...) Il y en a qui disaient, je ne vais pas participer à cette attaque mais lorsqu'ils auront fini de tuer je vais prendre le matelas car je n'en ai pas."⁶³

Les différentes phases des pillages sont aussi expliquées par cet homme de la province de l'Ouest (ex-Province de Kibuye) :

"Concernant les biens des champs, la population voisine qui se rendait compte que le propriétaire était déjà mort ou en fuite s'appropriait les récoltes, c'était surtout les dames, les enfants et même les hommes. Concernant les maisons, les gens prenaient les tuiles, le bois, même la clôture et les étables étaient détruites. Tandis que les murs de la maison étaient détruits par celui qui héritait de l'exploitation agricole du pourchassé. Les maisons étaient principalement pillées par les membres d'attaques, mais la population voisine pouvait s'approprier des biens de moindre valeur que les attaques avaient laissées derrière elles."⁶⁴

Selon un habitant de l'Ouest (ex-Province de Gisenyi) :

"Les vivres comme les maniocs et les haricots étaient volée par les habitants des alentours de leur propre initiative. Ils les trouvaient dans les champs et ils les récoltaient. En ce qui concerne les biens mobiliers, les bananeraies, les champs, les plantations de caféiers ou d'eucalyptus, c'est le responsable avec le concours de ces chefs d'Interahamwe qui les prenait."⁶⁵

De même, selon cet autre président de juridiction Gacaca qui a observé les pillages effectués à Kigali :

"Les affaires de pillage se sont fait en deux catégories, il y avait les chefs des attaques, connus par beaucoup de personnes. Il y avait également ceux qui faisaient partie des attaques sans être des dirigeants.(...) Evidemment il y a aussi les voisins qui sont passé derrière les attaques et qui ont pris les restes, qui étaient minimes car beaucoup d'objets avaient été pris par les attaques."⁶⁶

⁶² Entretien avec un président de Gacaca, 13 octobre 2006, n°1430-1431

⁶³ Entretien avec des Inyangamugayo, 13 juin 2007, n°1626-1627

⁶⁴ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

⁶⁵ Entretien avec un habitant, 11 juin 2007, n°1623

⁶⁶ Entretien avec un président de juridiction Gacaca, 9 juin 2007, n°1621

Pendant le génocide donc, comme il existait des catégories de tueurs, que les lois successives sur le règlement du contentieux du génocide ont tenté de définir depuis 1996, il existait des catégories de pillleurs : les superviseurs qui étaient aussi généralement les leaders des tueries, les receleurs qui s'enrichissaient du commerce des biens pillés, les exécutants qui s'appropriaient des biens de faible valeur, et une dernière catégorie de personnes celles qui récupéraient les "restes" laissés par les catégories précitées afin de pouvoir survivre, alors que les cultures étaient quelque peu délaissées.

Il y avait tout d'abord la majorité de "petits" pillleurs, recrutés parmi des gens très pauvres, qui étaient aussi les "petits" tueurs, les exécutants du génocide ; ils se satisfaisaient des biens que leur laissaient les leaders. Eux qui n'avaient jamais mangé de viande⁶⁷, ils se nourrissaient tous les soirs des vaches pillées aux victimes. Il faut comprendre que au Rwanda, que ce soit avant le génocide ou après, la majorité de la population n'a pas les moyens de s'offrir de la viande : lorsqu'on peut s'en offrir, c'est uniquement pour de grandes occasions.⁶⁸ De même ils buvaient tous les soirs de la bière :

"Quant à nous, on se sentait insouciants et rassasiés. On ne marchandait pas. On buvait grâce à l'argent qu'on dénichait. On mangeait la chair la plus goûteuse des vaches après que nos chefs soient rassasiés. On dormait confortablement grâce à la bonne alimentation obtenue et la fatigue de la journée."⁶⁹

L'alcool qu'on leur distribuait ou qu'ils se procuraient grâce à l'argent volé aux cadavres, et qui coulait à flot, permettait aussi de les rendre sans doute plus efficaces dans les tueries. Parfois, les personnes qui s'enrichissaient à l'aide du vol des objets pillés, payaient simplement les pillleurs qui travaillaient sous leurs ordres par des boissons. Par exemple, à Muhari, Province de l'Ouest, ex-Province de Cyangugu, le chef des *Interahamwe* possédait un cabaret et il récompensait les pillards qui lui apportaient leur butin en leur offrant de la bière...

"On buvait tellement que le prix des boissons était multiplié par quatre. Mais ça n'avait aucune importance pour le buveur grâce à l'argent des butins."⁷⁰

Il est probable que l'appât du gain ait aussi joué un rôle important dans la motivation aux tueries, comme nous l'a dit un homme selon lequel *"beaucoup de Tutsis ont été tués quand les gens voulaient s'emparer de leurs biens"*⁷¹. Dans un contexte où la violence était socialement acceptable et même valorisée, chacun tentait d'en profiter afin de s'enrichir personnellement, et quel que soit son statut social, en profitait à des niveaux différents :

⁶⁷ Il faut en effet savoir qu'au Rwanda pour la majorité de la population la consommation de viande reste exceptionnelle, même aujourd'hui : ainsi dans une enquête à base de sondages réalisée par la CNUR en 2005, la consommation récente de viande était l'un des indicateurs utilisés pour évaluer le niveau de pauvreté des ménages, et seul 22,8 % des sondés avaient répondu en avoir mangé récemment. Voir Commission pour l'Unité Nationale et la Réconciliation, Propriété de la terre et réconciliation, juillet 2005, p. 14.

⁶⁸ Comme l'explique un homme condamné pour sa participation au génocide dans un document écrit pour PRI, rédigé au cours de l'année 2004, *"Au point de vue de la vie quotidienne, on mangeait une viande cuite ou grillée le matin aussi bien que le soir. Celui qui n'en prenait que le jour de Noël auparavant, il s'en gavait jour après jour alors que jadis, en revenant des champs, il se contentait de trouver des haricots dans la marmite et rien d'autre."*

⁶⁹ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷⁰ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷¹ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

"Les plus démunis étaient excités par les butins. Les plus riches aussi parce qu'ils avaient assez d'argent pour les leur racheter et les stocker. Tout le monde se trouvait solidaire de ces butins qui rapportaient. (...) Les miséreux ou les pauvres qui ne possédaient rien avant accaparaient soudainement un toit en tôle, des habits, des ustensiles de cuisine, parfois aussi une parcelle délaissée s'ils s'étaient montrés débrouillards. Il y a même des vagabonds qui abandonnaient leur sort. Ils devenaient riches avant de savoir le faire. Ils profitaient des butins amassés pour bien se choisir une femme riche qu'ils n'auraient jamais osé côtoyer auparavant."⁷²

Les pauvres consommaient immédiatement des biens qu'ils n'auraient auparavant même pas rêvé pouvoir s'offrir, tandis que les riches accumulaient et faisaient du commerce. Certaines personnes se sont grandement enrichies pendant le génocide, et une "économie" basée sur les pillages s'est développée pendant les massacres. C'est ainsi par exemple qu'à Cyangugu, un véritable trafic de biens pillés à destination du Zaïre (actuelle République Démocratique du Congo, RDC) s'est organisé, et de nombreux congolais attendaient pour acheter ces biens issus des vols de l'autre côté de la frontière, à tel point que certains rwandais auraient détruit leur propre maison pour en vendre le matériel, notamment lors du départ en exil suite à l'avancée des forces armées du FPR. A Kibuye, certains de nos interlocuteurs nous ont expliqué que certaines personnes influentes qui avaient amassé des biens pillés, les avaient vendus précipitamment avant leur exil au Zaïre⁷³. Dans un de nos entretiens, une personne nous a aussi parlé du commerce de biens pillés vendus en Tanzanie.

C'est ainsi, qu'une jeune femme rescapée que nous avons rencontrée à Cyangugu, en parlant des personnes accusées dans les procès de catégorie 3, a fait la distinction entre ceux qu'elle appelle les "transporteurs" et ceux qu'elle appelle "les destinataires", en déplorant le fait que les "transporteurs" soient jugés plus sévèrement car ce sont eux qui ont été vus. Son idée a d'ailleurs été confirmée par cet *Inyangamugayo* de Kigali selon lequel, *"les personnes qui se faufilaient derrière les attaques emportaient des biens de moindre valeur que laissaient les attaques, et ce sont ces personnes qui ont été identifiées"*⁷⁴

La participation aux pillages était importante. Et contrairement aux tueries réservées la plupart du temps aux hommes malgré quelques exceptions, il semble que les femmes aient largement participé aux pillages, chez les voisins, aux alentours de leur domicile, de même que les enfants qui fournissaient souvent de l'aide à leurs parents pour transporter les objets pillés et doivent aujourd'hui parfois eux aussi rembourser. C'était d'après de nombreux témoignages souvent les femmes qui participaient au pillage des récoltes, et qui dépouillaient les cadavres de leurs vêtements avant qu'ils soient jetés dans les fosses communes⁷⁵.

"Celui qui ne pouvait pas piller parce qu'il devait s'absenter ou parce qu'il se sentait lassé par tout ce qu'il avait fait, il pouvait envoyer son épouse. On voyait des femmes qui fouillaient dans les maisons. Les femmes volaient beaucoup les vêtements, les bassines, les cruches, les images de mariage et les images pieuses... (...) Dans le secteur Nyakabungo les femmes pillaient les vêtements sanglants sans crainte des lavages."⁷⁶

⁷² Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷³ Voir notamment Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

⁷⁴ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 4 juin 2007, 1613

⁷⁵ Voir à ce sujet African Rights, *Moins innocentes qu'il n'y paraît: quand les femmes deviennent meurtrières*, août 1995, p.89

"Pendant les tueries les femmes continuaient de préparer le repas du matin mais elles allaient piller pendant la journée. Elles entassaient des biens à la place des récoltes donc elles n'étaient pas mécontentes."⁷⁷

"Les femmes devaient bien piller elles aussi pour apaiser la faim et la soif puisque en ces temps-là l'agriculture était négligée."⁷⁸

"Là je peux dire qu'elles ont un rôle particulier. Les femmes aiment la cuisine, elles aiment les vivres. Et puis c'était en avril où il y a d'habitude la faim un peu partout parce qu'à ce moment là les récoltes ne sont pas disponibles. (...) Leur rôle a été surtout les vivres. Tu comprends que les hommes n'avaient pas le temps pour faire cela parce qu'ils étaient dans les tueries proprement dites ou encore ils étaient occupés à la recherche d'autres biens plus importants. Les femmes on devait les trouver dans les actes de pillage des vivres. Elles aiment aussi les habits, elles étaient aussi à la recherche des habits. (...) C'est ça le rôle qu'elles devaient jouer puisqu'elles ne pouvaient pas se confronter aux hommes dans le pillage des viandes. (...) Elles ont aussi détruit des maisons à la recherche de bois de chauffage"⁷⁹.

Parfois aussi, les femmes devaient piller simplement pour pouvoir survivre. En effet, à côté des pillages organisés, on trouve aussi une autre catégorie de pillages, ceux servant à profiter du chaos pour augmenter son niveau de vie, mais aussi ceux qu'on peut appeler "pillages par nécessité" : des personnes, souvent des femmes, passaient derrière les bandes de pilleurs dans les maisons détruites et les champs afin de ramasser de quoi survivre et nourrir leur famille. Certains de nos interlocuteurs ont mis en évidence que souvent ce sont les plus pauvres qui ont pratiqué ce genre de pillage⁸⁰. Cette catégorie pose aujourd'hui la question de l'évaluation de la responsabilité individuelle dans *Gacaca* car selon nos observations, ces personnes sont souvent condamnées à des remboursements élevés, au même titre que les pilleurs principaux.

Pour illustrer ce cas de personnes qui ont pillé par nécessité, on peut citer le cas de Joséphine et Josée⁸¹, deux femmes qui ont pillé des récoltes pendant le génocide et ont remboursé en travaillant gratuitement pour l'une des victimes propriétaire du champ. Pendant le génocide, leurs maris souffrant de la malaria et étant incapables de travailler, elle se sont décidées à se rendre pendant la nuit piller des haricots dans un champ pour pouvoir les nourrir convenablement. Ce champ appartenait à une femme "Tutsie" qui avait fui, et un des tueurs les plus influents de la région se l'était alors approprié. Joséphine et Josée travaillaient pour cette femme avant le génocide et ont donc décidé de prendre dans son champ de quoi se nourrir :

"Nous avions vraiment faim. Alors nous nous sommes demandés pourquoi nous devions continuer à souffrir alors que les autres avaient à manger. Nous avons décidé d'aller voler. (...) Avant la guerre, nous travaillions pour les autres. Nous cultivions pour telle personne, et elle nous donnait un panier de patates, ou un régime de bananes, ou deux mesures de haricots. Quand la guerre a éclaté alors

⁷⁶ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷⁷ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷⁸ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

⁷⁹ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁸⁰ Entretien avec une femme, 15 mai 2007, n°1593

⁸¹ Pseudonymes

nous avons manqué de quoi faire. (...) Quand nos maris sont tombés malades et que la guerre a éclaté, ce sont les femmes dont les maris avaient de la force qui trouvaient de quoi manger, car ils s'emparaient des biens des autres. Nous nous n'avions rien à faire. (...) Nous avons pensé qu'il serait lâche de notre part de laisser nos maris mourir de faim alors que nous avions de la force. Du coup nous avons décidé de prendre des outils et d'aller piller des haricots, comme le faisaient tous les autres puisque eux non plus ne les avaient pas plantés...⁸²"

Cependant, le champ était surveillé pendant la nuit et les deux femmes ont été aperçues, elles se sont enfuies dans la panique, en laissant tomber leurs paniers. Piller sans contrôle des autorités génocidaires était, comme nous l'avons dit auparavant, souvent dangereux. Elles ont donc été identifiées et le chef des tueries qui s'était approprié ce champ a menacé de les tuer :

"Il est venu en possession d'un bâton taillé et court. Dans ce bâton il avait planté des clous. Il a dit: "amenez la petite boue, et creusez un trou, qu'elle s'assoie ensuite dedans. Elle va voir ce que je vais lui faire. (...) Moi de mon côté j'avais vraiment peur, je pensais que c'était fini pour moi."⁸³

Suite à leurs supplications leurs vies ont finalement été épargnées, elles ont dû cependant payer une amende de 700 FRW⁸⁴ à cet homme et ont dû pour ce faire, vendre certains de leurs biens. Le cas de ces femmes sera à nouveau abordé par la suite car il apparaît qu'après le génocide elles ont travaillé gratuitement pour la rescapée propriétaire du champ confisqué où elles ont pillé quelques haricots, à titre de remboursement.

Des auteurs de pillages souvent difficiles à identifier

Outre le fait que les pillages étaient commis souvent en bande, selon des degrés de responsabilité très divers, et qu'il est donc souvent difficile d'identifier qui a pris quoi, il existe par ailleurs de nombreux autres cas où les circonstances des pillages rendent très difficile l'identification de leurs auteurs.

Par exemple, lors de nos entretiens dans le Sud du pays (notamment à Butare), beaucoup de nos interlocuteurs ont évoqué les pillages commis par des Burundais. En effet, suite à l'assassinat du président Ndadaye en 1993 et aux massacres qui ont suivi, plusieurs centaines de milliers de Burundais⁸⁵ avaient franchi la frontière pour se réfugier au Rwanda, et s'étaient intégrés à la vie locale. Avec le déclenchement du génocide, beaucoup d'entre eux franchirent la frontière en sens inverse. A cette occasion certains auraient emporté avec eux des biens pillés :

"En effet, ce sont des Burundais qui ont abattu ces vaches et après ils se sont enfuis. Jusqu'à présent ils ne sont pas encore rentrés. Pourtant on nous dit que les biens qui ont été endommagés doivent être nécessairement restitués, qu'on ne peut pas poursuivre ceux qui sont partis."⁸⁶

⁸² Entretien avec deux femmes qui ont travaillé pour rembourser, 29 mars 2007, n°1551

⁸³ Entretien avec deux femmes qui ont travaillé pour rembourser, 29 mars 2007, n°1551

⁸⁴ Environ 90 centimes d'euros.

⁸⁵ Sur la participation des réfugiés burundais au génocide, voir Human Rights Watch/FIDH, *Aucun témoin ne doit survivre: le génocide au Rwanda*, Karthala, 1999, et plus précisément p. 160-164, 307, 418-422

⁸⁶ Entretien avec un homme qui a restitué, 2 novembre 2006, n°1447

Les déplacements de population ont par ailleurs été importants pendant le génocide, et certains pillages ont pu être commis par des gens de passage. Ce fut le cas pour certaines "attaques", groupes de miliciens mobiles qui venaient parfois de localités éloignées. Beaucoup de nos interlocuteurs nous ont parlé d'attaques qui venaient de loin comme l'expliquent ces hommes de l'ex-province de Gisenyi :

"En ce qui concerne les vaches et les chèvres, on ne peut pas identifier ceux qui les razziaient! Les gens provenaient de toutes les régions: Gishwati, Gihumba, Akanage. On ne peut pas savoir d'où ils provenaient. Ils venaient et razziaient des vaches et des chèvres. Il en est de même pour les caféiers. Ils venaient et emportaient des récoltes."⁸⁷

Selon l'interlocuteur suivant ce sont même ces attaques mobiles qui ont poussé les voisins des victimes à les piller :

"Au début les gens hésitaient à s'emparer des biens de leurs voisins. Des attaques provenant de régions éloignées se sont révélées nécessaires. (...) Leurs membres emportaient tout ce qu'ils pouvaient. Alors les habitants de cette cellule se plaignaient du fait que ce soit ces attaques qui s'emparaient des biens de ceux qui étaient pourchassés dans leur cellule. C'est ainsi qu'eux aussi ont commencé à s'emparer de ces biens. Tous les habitants y ont participé puisqu'ils savaient qu'aucune autorité n'allait les punir de ces actes."⁸⁸

A Gisenyi, certains de nos interlocuteurs ont dénoncé les pillages commis par les *Abakiga*⁸⁹, et à Kigali ceux commis par les *Abapagasi*⁹⁰... Certains de nos interviewés à Kigali ont aussi mis en évidence le fait que les bandes de pillers, qui tuaient aussi, provenaient de localités différentes⁹¹. Les pillers étaient donc souvent mobiles ce qui rend aujourd'hui encore plus difficile leur identification par les juridictions *Gacaca*.

De même en ville, les pillages des magasins ou des riches maisons étaient souvent effectués sous l'autorité des militaires, ou de façon individuelle, et se passaient différemment des pillages en zone rurale que nous avons jusqu'ici surtout évoqués. A Kigali, les bâtiments administratifs, ceux des entreprises commerciales ou des organismes internationaux ont été systématiquement pillés par de nombreux participants. D'ailleurs, à Kigali il semble que les pillages ont précédé les massacres. Selon *African Rights* en effet, les deux jours qui ont suivi l'attentat contre l'avion présidentiel ont été consacrés à Kigali au pillage des quartiers commerçants, sous l'instigation souvent des militaires et des *Interahamwe*, avec la participation de civils⁹². Dans de nombreux entretiens à Kigali, nos interlocuteurs ont mis en avant un caractère plus individuel des pillages, où *"chacun pillait pour son propre compte"*⁹³.

⁸⁷ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

⁸⁸ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

⁸⁹ Ressortissants des régions montagneuses du pays (souvent du Nord), voir entretien avec un *Inyangamugayo* de la province de l'ex-Kibuye, 13 juin 2007, n°1626-1627

⁹⁰ Travailleurs journaliers, qui vivaient grâce au travail agricole ou dans les chantiers.

⁹¹ Entretien avec des *Inyangamugayo*, 4 avril 2007, n°1613

⁹² African Rights, *Death, despair and defiance*, revised 1995 edition, août 1995, p. 1003

⁹³ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 4 juin 2007, 1613

Cette caractéristique des pillages à Kigali, dont le caractère est plus individualisé et où le rôle des militaires a été important, se retrouve dans les autres villes du pays. Les villes étaient forcément un attrait pour les pillleurs issus de localités différentes, étant donné l'amas de biens et de richesses qui y était disponible. Cette caractéristique des pillages en zone urbaine, ainsi que les mouvements de population plus importants dans la capitale et les villes, font que les *Gacaca* de cellule en milieu urbain ont aujourd'hui énormément de mal à identifier les pillleurs et accusent un fort retard par rapport aux *Gacaca* en zone rurale concernant le jugement des infractions contre les biens. L'un des juges de Kigali nous a ainsi expliqué que le nombre de dossiers pour pillage dans son secteur était très faible car ce n'était pas la population de ce secteur qui en était responsable⁹⁴.

La situation est également compliquée dans les zones bordant les camps de déplacés, mis en place par les militaires du FPR au fur et à mesure de leur avancée : les personnes regroupées dans ces camps manquaient de tout, et ont donc du prendre des biens dans les maisons abandonnées aux alentours (matériel de cuisine, matelas, couvertures et autres biens de première nécessité), pour pouvoir survivre.

La redistribution des terres des victimes

La compétition pour la terre se transforme souvent en conflit lorsque les ressources sont insuffisantes, ce qui est le cas au Rwanda où la petite taille du territoire combinée à la plus forte densité de population du continent africain⁹⁵ fait de la propriété de la terre une forte source de tensions. Comme l'explique notamment la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation *"depuis 1959, la peur de manquer de terres cultivables a alimenté une "hostilité ethnique" qui a atteint son paroxysme avec le génocide de 1994"*⁹⁶. Et selon un anthropologue rwandais spécialisé sur ces questions, *"le génocide comportait bien entendu un certain appât foncier. Les paysans génocidaires trouvaient intérêt à exterminer leurs voisins tutsis pour s'approprier leurs terres. Et ça s'est vu : si tôt les tutsis assassinés, les bourreaux s'emparaient de leurs biens, et procédaient à la récupération des terres des victimes. C'était une façon de "kuboboza"⁹⁷ avec du sang sur les mains."*

En effet, la propriété foncière est pour beaucoup de citoyens rwandais la seule richesse qu'ils possèdent et au Rwanda pendant le génocide, les biens dont la redistribution créait le plus de conflits entre pillleurs étaient les terres : une fois les "Tutsis" chassés ou tués, une partie de la population entraînait en effet en concurrence pour s'approprier leurs parcelles. Déjà, lors des événements de 1959 et au début des années 60, la population avait pu s'emparer des champs de

⁹⁴ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 4 juin 2007, 1613

⁹⁵ Voir notamment UNDP, Rwanda: annual report 2005, p. 4

⁹⁶ Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation (CNUR), *Propriété de la terre et Réconciliation*, juillet 2006, p.7

⁹⁷ Le mot *Kuboboza* est un mot particulier, et a beaucoup été utilisé pendant la guerre. Il peut avoir plusieurs sens totalement différents: le sens initial est "libération", mais selon le contexte ce mot a aussi un sens plus ironique et peut signifier "squatter", "prendre de force ce qui ne t'appartient pas", "piller" et même "violer". Il est souvent utilisé pour désigner les pillages qui ont eu lieu pendant le génocide. L'histoire de ce mot est extrêmement intéressante: il est né avec l'émergence du multipartisme dans les années 1990-1994. Dans cette période les paysans rwandais se sont insurgés contre le fait que des terres étaient attribuées aux hauts fonctionnaires et officiers du régime du Président de l'époque, Juvénal Habyarimana, et restaient le plus souvent inexploitées, étaient laissées en friche. Certains prônaient donc la redistribution de ces terres non exploitées aux agriculteurs, d'où le terme *kuboboza* qui a alors signifié à la fois "se libérer" et "s'approprier". Ce terme fut ensuite utilisé lorsque les paysans entraînés dans le génocide s'attribuèrent les terres des victimes, et également après le génocide lorsque les propriétés des personnes parties en exil furent occupées. Voir Antoine Mugesera, *Vers la fin de l'insécurité foncière, source de tous les conflits*, dans Revue *Dialogues, L'enjeu foncier au Rwanda*, juillet-décembre 2004

personnes qui avaient fui le pays ou avaient été déplacées, notamment vers le Bugesera. Pendant le génocide en 1994, certains rwandais ont donc espéré pouvoir en profiter pour s'approprier les champs de victimes.

Dans le projet génocidaire, il s'agissait donc une fois les "Tutsis" exterminés, de redistribuer les terres au profit des "Hutus" et en premier lieu aux autorités de cette période et aux leaders des tueries. Comme nous l'a expliqué un libéré au sujet de cette redistribution des parcelles :

"Il était bien connu que chacun aurait sa part. (...) Il était bien connu que les parcelles seraient partagées après l'extermination des Tutsis puisqu'on privilégiait d'abord leur extermination, qu'il ne fallait pas récupérer les biens alors que l'ennemi était encore présent, (...) il était bien connu qu'après le génocide, sauf qu'on ne l'appelait pas génocide mais extermination de l'ennemi, qu'après l'extermination de cet ennemi au Rwanda, il y aurait le travail de partage de ces biens."⁹⁸

Dans quelques endroits du pays, la redistribution des terres des victimes s'est faite sous contrôle des autorités locales, notamment dans le Sud et l'Ouest, où le génocide a duré le plus longtemps. Parfois, comme à Kibuye, les personnes souhaitant s'approprier une terre devaient en faire la demande par écrit. Un inventaire des biens des victimes avait été fait, et la population qui souhaitait "garder" les biens des personnes disparues (on ne parlait pas directement d'appropriation), pouvait le faire. Souvent l'octroi d'une terre, et la qualité de cette terre, dépendaient de l'influence politique, ou du degré d'activité dans les massacres.

Par exemple, dans un secteur de l'ex-province de Gisenyi, une partie de la population s'est partagée les récoltes déjà prêtes, puis les autorités ont organisé le partage des terres à cultiver en récompensant les tueurs les plus zélés ainsi que les autorités, qui recevaient les meilleurs caféiers et bananeraies⁹⁹. Les autorités ont organisé des réunions avec la population pour organiser cette redistribution :

"En réalité, après que les gens aient été tués, les habitants se sont empressés de se partager leurs biens. Mais ils étaient soutenus par les autorités. Les habitants se sont emparés des champs de soja et de haricots sans demander l'avis des autorités. Par après il s'est avéré que les autorités ont fait des réunions avec les habitants pour se convenir sur ceux qui allaient exploiter les biens de grande valeur de ceux qui avaient été tués, entre autres les bananeraies et des caféiers."¹⁰⁰

"On s'est partagé les plantations de caféiers, les champs dont les plates-bandes, et les bananeraies des gens qu'on tuait. Cela se faisait sous l'égide du responsable et de ses adjoints. S'ils n'avaient pas été là, ça n'aurait pas eu lieu"¹⁰¹.

En fait à Gisenyi, les terres étaient louées à de nouveaux propriétaires. Des documents officiels étaient rédigés à cet effet. Comme l'explique cet homme, qui craint aujourd'hui de devoir rembourser pour un champ qu'il avait loué et garde précieusement le document attestant qu'il payait pour le champ qu'il exploitait :

⁹⁸ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

⁹⁹ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹⁰⁰ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹⁰¹ Entretien avec un habitant, 11 juin 2007, n°1623

"Dans la même période, une instruction a été reçue par les responsables de distribuer les champs des Tutsis à la population pour les garder. Il y avait des formulaires écrits à la machine qui précisait la somme à donner, la raison, le nom du propriétaire et de celui qui allait garder le champ."¹⁰²

Et selon plusieurs hommes de la même localité :

"A la fin des tueries il y a eu une accalmie qui a permis que les leaders reçoivent la permission de distribuer les champs. Ces leaders te montraient là où tu devais cultiver et te disaient que tu devais verser 400 ou 500 FRW¹⁰³ pour la garde de ce champ."¹⁰⁴

"Nous donnions l'impôt. Celui à qui on donnait un are devait donner 300 FRW d'impôt."¹⁰⁵

"Pour ce qui est des champs le maire qui était en place a donné l'ordre que chacun verse 1000 ou 2000FRW¹⁰⁶ pour recevoir un champ, ceux qui avaient de l'argent en donnaient et recevaient le champ d'un Tutsi, que ce soit la bananeraie, le caféier, le champ...(...) pour les champs ils nous ont dit qu'une instruction avait autorisé le partage, et ceux qui avaient tué prenaient les terres fertiles."¹⁰⁷

Dans l'un de ces documents dactylographié intitulé "contrat de gestion des biens de la commune"¹⁰⁸, daté du 22 juin 1994, un homme s'est engagé à exploiter les biens de la commune "laissés" (tel est le terme employé dans le contrat) par la victime, en échange d'un loyer de 600 FRW par an. Les montants étaient donc très peu élevés, "presque gratuits" selon l'un de nos interlocuteurs.

Un autre homme, qui nous a dit avoir lui-même reçu très peu de biens car il ne s'"était pas bien comporté" puisqu'il n'avait pas participé aux tueries, nous a aussi parlé de ces contrats et des contreparties en échange d'une terre fertile. Son témoignage comme les précédents sur le sujet montre que "les autorités génocidaires" prévoyaient la location des biens des personnes assassinées sur le long terme, sans imaginer qu'il y aurait des survivants, et qu'ils reviendraient. Il nous explique :

"Ces contrats se tenaient. Ceux qui s'étaient arrogé du pouvoir, en collaboration avec les autorités administratives, exigeaient des conditions à ceux qui accédaient à ces biens. Ils disaient à celui à qui ils donnaient ces biens qu'ils pouvaient l'en priver s'il ne se conduisait pas comme ils le voulaient. Il promettait d'abord d'obéir à tout ce qu'ils lui demanderaient de faire. Il promettait aussi de payer des impôts dont le montant était fixé selon la taille des biens qui lui étaient confiés. Un loyer minime était de 1000FRW. On demandait à certains de payer plus de 1000FRW. Ils donnaient ces

¹⁰² Entretien avec deux hommes, 13 juin 2007, n°1628

¹⁰³ Environ 70 centimes d'euro, somme minime pour la location d'un champ.

¹⁰⁴ Entretien avec un homme, 13 juin 2007, n°1630

¹⁰⁵ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹⁰⁶ Environ deux euros soixante

¹⁰⁷ Entretien avec trois pilleurs qui ont restitué à l'amiable, 13 juin 2007, n°1629

¹⁰⁸ Sur ces contrats voir aussi entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

impôts une fois par an. Comme tu le sais le régime n'a pas tardé à changer et cette année de contrat ne s'est pas réalisée." ¹⁰⁹

Et selon un autre au sujet des terres :

"C'est vrai que les gens ont été tués en 1994. Leurs biens, que ce soit les haricots, les bananiers ou les caféiers ont été donnés par des responsables de cellule et les Nyumbakumi. (...) Tous les habitants n'en bénéficiaient pas. Certains étaient méprisés, on ne leur donnait rien. On pratiquait le népotisme. La grande part revenait aux autorités puisque ce sont elles qui distribuaient ces biens." ¹¹⁰

Comme pour les autres biens de valeur, il semble que les personnes ayant participé aux tueries obtenaient de meilleures terres. Selon cet homme de Gisenyi c'était les *Interahamwe* qui avaient le contrôle sur la distribution des terres :

"Celui qui voulait un bon champ approchait ces personnes au lieu d'approcher les autorités. D'autres personnes vigoureuses se sont ajoutées à ces deux personnes et ce sont eux qui décidaient qu'on donne tel champ à telle personne. Ils pouvaient décider qu'on ne donne rien à telle personne du fait qu'elle ne les avait pas aidés pendant la guerre. Beaucoup de gens n'ont pas bénéficié du partage des terres, ou on leur donnait des champs arides." ¹¹¹

Et il ajoute dans la suite de l'entretien :

"On pouvait décider que telle personne ne méritait rien du fait qu'elle n'avait pas soutenu ceux qui tuaient des Tutsis. Le fait de ne pas les avoir soutenus [les tueurs] était considéré comme une infraction, donc on décidait qu'elle ne devait pas accéder à ces biens." ¹¹²

De même, un libéré de l'ex-province d'Umutara nous a dit que certains tueurs les plus "courageux" recevaient des parcelles cultivables, en nous citant quelques exemples, tout en précisant que la redistribution des terres n'avait pas vraiment eu lieu à l'Est du pays car *"le temps nous a fait défaut puisque le FPR est vite arrivé."* ¹¹³ En effet, cette redistribution des terres n'a pas eu lieu partout dans le pays : à l'Est par exemple où l'armée du FPR en provenance d'Ouganda a pu avancer rapidement, les autorités n'ont pas eu le temps d'organiser cette redistribution. Par exemple, dans le secteur de Rukara, nos interlocuteurs nous ont expliqué que si les *Interahamwe* ont eu le temps de tuer des personnes et de piller leurs vaches, l'appropriation et la redistribution des terres des victimes n'a pas eu lieu car l'armée du FPR a conquis ce territoire dès la mi-avril 1994 ¹¹⁴.

Cette redistribution semble aussi avoir eu lieu à Kibuye où selon certains témoignages des commissions ont été mises en place pour "protéger" les terres des victimes censées appartenir à

¹⁰⁹ Sur ces contrats voir aussi entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹¹⁰ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹¹¹ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹¹² Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹¹³ Entretien avec un libéré, 20 juin 2007, n°1645

¹¹⁴ Voir entretien avec un secrétaire exécutif de cellule, 6 mai 2007, non enregistré, entretien avec un coordinateur Gacaca, 8 juin 2007, n°1620

l'Etat. Et selon cet habitant, c'était aussi les tueurs et les personnes influentes et riches qui en bénéficiaient :

"Lorsque les familles des pourchassés ont été exterminées, c'était presque à la fin des tueries, le conseiller a commencé à distribuer les terres. Celui qui avait de la fortune s'adressait à lui. Mais surtout, ceux qui obtenaient des parcelles sont ceux qui avaient tué. Les autres qui bénéficiaient des parcelles sont ceux qui avaient des moyens. Ils s'adressaient au conseiller pour lui céder des vaches ou un montant d'argent en échange de cette terre. (...) La terre était entre les mains du conseiller, les bonnes parcelles des Tutsis étaient occupées par ceux qui étaient des autorités, conseillers, responsables, chefs d'attaque..."¹¹⁵

Selon un juge de cette ex-province :

"Après que les Tutsis aient été tués ou aient disparus, le conseiller de secteur a donné l'ordre de lui apporter de l'argent, 3000FRW en contrepartie d'une parcelle agricole. (...) Les parcelles étaient entre les mains du conseiller, le partage se faisait chez le conseiller qui livrait le reçu à celui qui voulait les terres."¹¹⁶

Si les tueurs étaient les premiers récompensés, il fallait donc aussi avoir de l'argent ou de l'influence pour se procurer la parcelle d'une personne assassinée.

Parfois cependant, les habitants n'attendent pas que ces formalités soient faites et les terres des "Tutsis" furent occupées et exploitées sans véritable contrôle, comme à Gashari (ex-Province de Kibuye). Mais généralement, les autorités ne laissaient pas faire cela et stoppaient ces initiatives suite au désordre engendré.

On connaît l'enjeu que représente la propriété de la terre au Rwanda où la très grande majorité de la population vit d'une agriculture tournée vers l'autosubsistance, et où la terre est une ressource rare compte tenu de la très forte densité de population. Cette redistribution a donc dans certains cas entraîné des conflits :

"Lors du partage des parcelles, surtout des bananeraies, il y avait des disputes. L'intervention de nos dirigeants était nécessaire."¹¹⁷

Selon ce même témoignage les conflits et le désir de posséder des terres étaient tels que les participants au génocide auraient pu s'entretuer une fois le génocide terminé :

"Si les Inkotanyi n'avaient pas conquis le pays pour nous mettre en fuite, on se serait entre-tués à la mort du dernier Tutsi, attrapés qu'on était par le délire de leurs parcelles à partager. On ne pouvait plus s'arrêter de lever la machette."¹¹⁸

Cet homme de Gisenyi nous a lui aussi confirmé ce point, le fait que le partage des terres poussait presque les génocidaires à s'entretuer, même entre familles selon lui, au sujet du partage des biens:

¹¹⁵ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

¹¹⁶ Entretien avec un Inyangamugayo, 13 juin 2007, 1626-1627

¹¹⁷ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

¹¹⁸ Témoignage écrit d'un libéré, rédigé au cours de l'année 2004

"Pendant la période du génocide, il y a beaucoup de gens qui se sont mal comportés et leur comportement était tel qu'ils ont failli se tuer l'un l'autre."¹¹⁹

Une autre personne de l'ex-Province d'Umutara nous a de même expliqué, qu'en raison de cette distribution, les tueurs se seraient entretenus :

"C'est une chance qu'on ait eu l'arrivée rapide des Inkotanyi dans cette localité. Sinon ils auraient commencé à se partager les biens des gens pourchassés. Ils allaient d'ailleurs s'entretuer dans les actes de partage des biens des pourchassés."¹²⁰

Certaines personnes ont aussi refusé de participer aux réunions de redistribution des biens, *"attristés par ce qui s'était passé"*, pour ne pas cautionner les massacres¹²¹. En effet, même si la participation aux pillages a été importante dans un contexte rappelons-le de grande pauvreté, les actes héroïques l'ont été tout autant¹²² et certaines personnes qui refusaient les massacres refusaient aussi les pillages.

Cette redistribution des terres explique aussi bien souvent la destruction systématique des maisons, pour faire comme nous l'avons dit disparaître les traces des anciens propriétaires. D'ailleurs, souvent les parcelles étaient re-délimitées, modifiant ainsi la géographie d'avant le génocide.

A Gisenyi, dans l'ex-commune de Kayove, il semblerait que les maisons des personnes tuées ou enfuies ont été systématiquement détruites suite à une directive en ce sens prononcée par les autorités de base. Lors de réunions certaines autorités ont clairement précisé qu'il s'agissait d'effacer les traces pour que la communauté internationale ne puisse pas savoir ce qui s'était passé. Comme l'explique un vieil homme de l'ex-province de Gisenyi, montrant une fois encore que les pillages étaient encouragés par les autorités :

"Quand on donnait des maisons, les autorités voulaient que ces maisons soient détruites pour qu'on ne puisse pas identifier où habitaient les tutsis. On nous disait que des étrangers d'autres pays pouvaient venir pour chercher là où ils habitaient. (...) Il y avait des habitants que les autorités forçaient à enlever des toitures pour qu'ils s'en servent pour couvrir leurs maisons"¹²³.

"Celui qui habitait la terre était obligé de démolir les restes de la maison qui s'y trouvait, pour effacer toute trace de ruine afin que les blancs ne viennent pas prendre des photos de ces ruines."¹²⁴

" On obligeait celui à qui on confiait une parcelle de démolir toute maison qui se trouvait sur le lieu...A ce moment il y avait des rumeurs disant que les blancs qui allaient passer ne devaient pas voir les ruines des maisons pour en conclure qu'il y avait eu des personnes qui avaient été tuées."¹²⁵

¹¹⁹ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹²⁰ Entretien avec un rescapé, 20 juin 2007, n°1644

¹²¹ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹²² Voir Penal Reform International, *Les Justes: entre l'oubli et la réconciliation*, novembre 2005

¹²³ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹²⁴ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 13 juin 2007, 1626-1627

¹²⁵ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

Selon les témoignages suivants, émanant de différents habitants de l'ex-Province de Kibuye qui ont assisté au génocide, il est clair que les biens des "Tutsis" devaient être systématiquement détruits, comme partie intégrante du plan génocidaire :

"C'était la haine contre les Tutsis. Ils disaient qu'aucun objet des Tutsis ne devait rester sur place, ils dévastaient les forêts et les bananeraies.¹²⁶"

"A ce moment leur cœur était comme celui d'une hyène. Ils n'avaient même pas envie de garder le bétail. Ils disaient qu'aucun objet des Tutsis ne devait être visible à leur vue.¹²⁷"

"Les bananeraies étaient au départ dévastées par certains juste par cruauté. Ils avaient gardé la haine contre tout Tutsi en disant qu'à son retour le Tutsi ne devait pas pouvoir retrouver sa bananeraie, même dévastée, pour que tout bien de tout Tutsi soit complètement oublié.¹²⁸"

Comme l'explique cet homme de l'ex-province de Gisenyi dont le témoignage appuie le précédent, montrant que les autorités poussaient, par la menace même, la population aux destructions et aux pillages :

"Il y a un moment où les autorités ont dit qu'il fallait détruire toutes ces maisons des Tutsis, pour que par après on ne puisse pas nous demander qui aurait détruit ou tué. Les responsables organisaient des réunions pour annoncer cela à la population. Ils disaient que personne ne devait rester dans des maisons couvertes de feuille de bananiers alors que les tuiles étaient disponibles, sinon sa maison serait brûlée, et que si jamais ils [les militaires du FPR] retrouvaient les maisons non occupées, il faudrait dire où sont partis les propriétaires.¹²⁹"

Selon une autre personne de la même localité l'Umuganda¹³⁰ a même été organisée pour détruire ces maisons :

"Quand on distribuait des biens, les maisons ne faisaient pas partie des biens qui étaient distribués. C'est la raison pour laquelle on obligeait celui à qui on donnait un champ contenant une maison de détruire immédiatement cette maison. S'il disait qu'il n'était pas capable de le faire, on organisait l'Umuganda pour l'aider à la détruire. Aucune autorité ne pouvait permettre qu'une maison soit sur la colline sans que personne ne l'habite. Là où j'habitais, j'ai constaté que toutes les autorités sensibilisaient les gens à détruire ces maisons. Partout où j'ai été, même dans les villes, on détruisait ces maisons au lieu de les exploiter.¹³¹"

Là encore le témoignage est clair sur l'objectif de ces destructions, il ne fallait pas que les propriétaires puissent revenir :

¹²⁶ Entretien avec une rescapée, 14 juin 2007, n°1633

¹²⁷ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

¹²⁸ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

¹²⁹ Entretien avec des personnes condamnées à restituer, 13 juin 2007

¹³⁰ Travaux communautaires obligatoires

¹³¹ Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

"Elles [les autorités] ont jugé que même si on avait tué des Tutsis, on ne pouvait pas s'assurer qu'ils avaient tous été tués. Elles ne voulaient pas que celui qui en réchapperait se réinstalle dans sa maison."¹³²

L'objectif des destructions systématiques des habitations était donc double : il s'agissait à la fois d'empêcher le retour des propriétaires et d'empêcher que les observateurs étrangers et les militaires du FPR puissent voir les traces visible des immenses massacres, d'où aussi la redélimitation des parcelles. A Kigali-Ngali ou dans le Nord de Gitarama, les maisons ainsi que les bananeraies étaient remplacées par des champs de manioc ou de patates douces et de nouvelles parcelles délimitées.

Aujourd'hui, cette situation n'est pas sans conséquences : si quelqu'un a exploité une terre appartenant à des victimes pendant plusieurs semaines, souvent en la louant, comment rembourser ? Ces personnes aujourd'hui, qui ne sont pas toujours des anciens tueurs, ne veulent pas rembourser. Par exemple, un procès que nous avons observé dans l'ex-province de Byumba concernait trois personnes qui se sont adressées aux autorités pour obtenir le champ d'une victime, qui leur avait été attribué lors du génocide. Le génocide s'est terminé avant qu'ils aient pu récolter. Aujourd'hui, la juridiction *Gacaca* de leur cellule leur demande de rembourser 30 000 FRW¹³³ et ces personnes protestent en arguant du fait qu'elles n'ont rien récolté. Les juges leur ont dit que réclamer et exploiter la terre d'une victime était une infraction, même si elles n'avaient pas participé au meurtre, et que si elles avaient exploité cette terre plus longtemps elles auraient payé plus¹³⁴.

Le problème se pose aussi pour les personnes qui avaient acheté des biens pillés et ont dû par la suite, les restituer à leurs propriétaires originels. Autre problème récurrent dans nos entretiens, les personnes qui ont gardé des biens pour leurs voisins forcés à fuir et ont par la suite été pillés ; elles doivent aujourd'hui parfois rembourser en l'absence d'autres accusés, comme nous l'explique parmi d'autres exemples, ces hommes de l'ex-Province de Kibuye :

"Certains pouvaient s'enfuir sans pouvoir partir avec leur bétail. Celui à qui son bétail était confié subissait des attaques, soi-disant que c'était celui des Tutsis."¹³⁵

"Celui qui avait l'intention de garder la vache d'un Tutsi, on la lui ravissait de force."¹³⁶

La complexité et la massivité des pillages pendant le génocide rendent donc la tâche des juridictions *Gacaca* extrêmement compliquée. Par ailleurs, un autre point aggrave cette situation et les conflits qui en découlent : le fait que de nombreux biens aient aussi été pillés pendant l'exil.

¹³² Entretien avec un habitant, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹³³ Environ 40 euros

¹³⁴ Rapport d'observation PRI, Province du Nord

¹³⁵ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

¹³⁶ Entretien avec des habitants, 14 juin 2007, n°1632

2- les pillages pendant l'exil

En juillet-août 1994, ou parfois avant à l'Est, près de deux millions de rwandais ont fui le Rwanda et se sont réfugiés dans les pays limitrophes, essentiellement en ex-Zaïre, en Tanzanie et au Burundi. Lorsque les rwandais ont fui massivement suite à l'avancée de l'armée du FPR, ils ont déserté leurs maisons et abandonné certains de leurs biens. Par la suite, des pillages de biens laissés sur place ont aussi eu lieu à cette occasion.

En effet, quand les rescapés qui avaient survécu en se cachant ou en vivant à proximité des frontières par exemple sur l'île Idjwi, sont sortis de leur cachette et sont revenus sur leurs collines, leurs biens n'y étaient plus. Ils ont du fouiller chez les voisins partis en exil pour trouver de quoi survivre car ils étaient dépourvus de tout matériel. Leurs maisons avaient été détruites pendant le génocide et ils durent occuper les maisons des personnes ayant fui pour pouvoir se loger. Une personne rescapée que nous avons rencontrée a ainsi occupé la maison d'une personne partie en exil pendant deux ans.¹³⁷ Souvent d'ailleurs, au lendemain du génocide, les rescapés se regroupaient dans les centres de négoce, magasins et cabarets, pour plus de sécurité et moins de peur.

Dans cette épreuve à la recherche de quoi vivre, certains rescapés ont d'après nos entretiens, été aidés par des éléments armés du FPR. Dans le Bugesera par exemple (Province de l'Est, ex-Kigali Ngali), selon certains témoignages que nous avons pu recueillir, les rescapés de retour dans leurs propriétés allaient de maison en maison, accompagnés par des militaires du FPR, pour fouiller et chercher leurs biens car ils n'avaient plus rien. Ils prenaient les biens abandonnés, le matériel qui leur manquait, se nourrissaient de cultures laissées dans les champs ; certaines maisons fermées étaient forcées. La distribution à la population des cultures abandonnées ou des vaches délaissées, se faisait souvent sous la supervision des militaires.

Parfois des maisons étaient attribuées aux rescapés par les autorités comme en témoigne cette femme, restée seule avec ses trois enfants suite au meurtre de son mari, blessé à coups de machette puis brûlé vif pendant le génocide :

*"Je suis allée occuper une maison de ceux qui étaient allés au Congo. Nous allions chercher un conseiller de secteur et il acceptait de nous héberger dans telle maison. Nous vivions dans ces maisons, mais nous ne pouvions pas cultiver aux alentours. Nous allions travailler dans nos champs pour rentrer dans cette maison."*¹³⁸

Si certaines maisons renfermaient alors peu de biens, car les fuyards en avaient emporté un maximum, voire en avaient détruit certains pour ne pas les laisser aux mains du FPR, d'autres contenaient encore de nombreux objets car leurs propriétaires avaient fui dans la panique, rapidement, et des pillages ont aussi pu être commis à cette occasion.

Certaines personnes qui avaient laissé des biens de grande valeur, ne les ont pas retrouvées à leur retour et elles se sentent donc aujourd'hui lésées, lorsqu'on leur demande lors de la *Gacaca* de rembourser ce qu'elles ont pillé pendant le génocide alors qu'il leur est plus difficile de revendiquer les biens qu'elles ont perdus.

¹³⁷ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

¹³⁸ Entretien avec une rescapée, 7 mars 2007, n°1523-1524

Certains ont perdu leurs vaches, tout comme les rescapés pendant le génocide, car ils ne pouvaient pas s'enfuir avec elles. Souvent, ils demandaient à des personnes qui restaient au pays de les garder mais tous ne les ont pas récupérées. Comme l'explique cet homme vivant sur les bords du lac Kivu, près de la frontière avec la RDC :

"Quand ceux qui ont fui la guerre se sont réfugiés, ils n'ont pas pu partir avec leurs vaches parce qu'ils sont partis par les pirogues à moteur. Ils ne pouvaient pas les mettre à bord. (...) Quand ils se sont réfugiés alors, ils ont laissé leurs vaches à ceux qui sont restés dans le pays. Et quand ceux qui avaient fui la tuerie sont revenus, ils se sont renseignés pour savoir où ceux qui avaient fui la guerre avaient laissé leurs vaches. S'ils les trouvaient, ils les prenaient. Les miennes aussi ont été abattues!"¹³⁹

Ainsi, selon une vieille femme qui doit rembourser pour son mari et ses deux fils, qui ont pillé pendant le génocide et sont tous trois emprisonnés :

"On nous reproche d'avoir fait le pillage. Cependant, quand nous nous sommes réfugiés, nous avons laissé certains de nos biens, des maisons par exemple, des bêtes et d'autres biens. Nous n'avons pas pu savoir qui les a pris !" ¹⁴⁰

Et selon une autre femme, elle aussi condamnée à rembourser une somme importante pour avoir pourtant pillé des biens de faible valeur qu'elle avait pris dans une maison détruite après le passage des tueurs :

"Suite à des coups de feu nous avons quitté à la maison en débandade. On pouvait prendre seulement les enfants. Sinon, nous n'avons même pas pu prendre un petit jerrican dont on se sert pour puiser de l'eau. Nous avons donc laissé tous les meubles et autres éléments d'équipement ménager dans les maisons. De retour, nous n'avons rien trouvé."¹⁴¹

Nos interlocuteurs ont fréquemment mis ce problème en avant dans les entretiens, expliquant que selon eux les rescapés comme les exilés avaient subi des pillages et qu'il était injuste que seuls les premiers puissent réclamer leurs biens pillés pendant la *Gacaca*¹⁴²:

Ces personnes doivent en effet rembourser alors que leurs biens ont aussi été détruits et que certains vivent dans une extrême pauvreté, comme nous l'explique cette femme condamnée à restituer et dont les maisons ont été occupées puis détruites lorsqu'elle était en exil. Selon elle, les rescapés auraient détruit les maisons abandonnées des personnes qui s'étaient enfuies, en pillant notamment les tôles, pour reconstruire les leurs :

" Moi j'habite une cabane prête à tomber par terre! A la tombée de la nuit, lorsqu'il pleut, j'emprunte un parapluie pour me protéger avec mon enfant, en attendant qu'il cesse de pleuvoir afin de regagner notre maison pour y dormir. En outre je porterais à ta connaissance que nos maisons ont été détruites, ce qui signifie que même si je suis vouée à continuer le remboursement des dégâts causés, je ne dispose pas de moyens suffisants. Voilà l'aperçu de ma situation financière! (...) Lors de notre retour d'exil, nous avons trouvé nos maisons par terre. Selon les informations qui nous parviennent

¹³⁹ Entretien avec un président de *Gacaca*, 13 octobre 2006, n°1430-1431

¹⁴⁰ Entretien avec quatre femmes condamnées à rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

¹⁴¹ Entretien avec quatre femmes condamnées à rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

¹⁴² Entretien avec quatre femmes condamnées à rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

elles ont été détruites sous l'instigation de l'ancien conseiller, actuellement mort, et d'une autre femme. Cette dernière y habitait, et une fois qu'elle a regagné sa maison, les nôtres ont été détruites. Elle y a même pillé les tuiles, et le conseiller a pillé les tôles à l'aide desquelles il a construit sa clôture.¹⁴³"

Selon elle, son mari s'est adressé aux autorités pour se plaindre et revendiquer le remboursement pour ses maisons, mais sans succès :

"Non ! Lorsque mon mari déposait de telles plaintes, on lui répondait qu'il doit d'abord restituer les dégâts qu'il a causés tout en attendant le moment opportun pour ses plaintes¹⁴⁴."

De même, cet homme a remboursé une vache qu'il était accusé d'avoir volé, en travaillant gratuitement pour son propriétaire à son retour au pays, après qu'il ait fui lors de l'arrivée du FPR. Par ailleurs, il a constaté que ses biens avaient aussi été détruits :

"Personnellement je n'avais pas de vache. Mais nous avions des chèvres et d'autres biens comme des maisons. Quand nous sommes rentrés, nos maisons avaient été détruites, les chèvres n'étaient plus là. Bref nous n'avons rien trouvé à la maison. (...) J'avais trois chèvres. J'ai entendu dire que c'est mon beau-frère qui les a abattues. Il était le mari de ma sœur. Je n'ai pas demandé les noms de ceux qui avaient détruit les maisons, cela ne m'aurait servi à rien. J'ai déjà construit une autre maison. Tout simplement on m'a dit que ces maisons ont été détruites par ceux qui en prélevaient du bois de chauffage.¹⁴⁵"

Et selon un juge, qui met lui aussi en évidence les difficultés que créent ces situations, et montre qu'ils ne tiennent pas compte de ces plaintes, certaines personnes qui ont occupé les maisons des exilés ont pris des tôles pour les mettre sur leur propre maison :

"Quand les autorités ont demandé de quitter les maisons d'autrui, certaines personnes qui les avaient occupées certains ont enlevé les toitures et sont allés s'en servir pour couvrir les leurs de telle sorte que quand la Gacaca a commencé, certains propriétaires de ces maisons ont eu tendance à déposer des plaintes par rapport à leurs maisons détruites, en se lamentant et en se demandant pourquoi on leur demandait de restituer alors qu'on avait aussi détruit leurs maisons. Nous nous sommes néanmoins opposés à ces plaintes.¹⁴⁶"

Lorsque des personnes évoquent ce cas devant la *Gacaca*, elles sont renvoyées devant les tribunaux classiques comme nous explique ce même juge, au sujet des vaches volées aux exilés :

*"Quand les juridictions Gacaca ont commencé, on nous a indiqué que nous devons traiter les faits du génocide, et pour les faits en dehors du génocide, de dire à ceux qui voulaient déposer les plaintes devant la Gacaca de le faire devant les juridictions classiques. Du coup, nous avons envoyé les gens qui avaient de telles plaintes de droit commun devant ces juridictions ordinaires.
- Y a-t-il des gens qui sont allés déposer de telles plaintes?
- Non. Ils ont eu une paresse d'y aller."¹⁴⁷*

¹⁴³ Entretien avec un couple condamné à rembourser, 3 novembre 2006, n°1452

¹⁴⁴ Entretien avec un couple condamné à rembourser, 3 novembre 2006, n°1452

¹⁴⁵ Entretien avec un homme qui a restitué, 2 novembre 2006, n°1447

¹⁴⁶ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 13 octobre 2006, n°1430-1431

¹⁴⁷ Entretien avec un président de *Gacaca*, 13 octobre 2006, n°1430-1431

Quelques efforts ont été faits par les autorités concernant l'appropriation illégale de terres pendant l'exil : certains abus ont été réprimés et les maisons et terres rendues à leurs véritables propriétaires. Ainsi, entre 2001 et 2002 une équipe du Parquet Général a été spécialement affectée à cette tâche¹⁴⁸ suite à une visite du Procureur Général de la République à la Prison Centrale de Kigali. Celui-ci a en effet entendu les multiples requêtes des détenus, pour la plupart prévenus, dont les biens étaient occupés illégalement et une équipe destinée à régler ces conflits a donc été créée. Les membres de cette équipe se rendaient avec les détenus sur le terrain pour régler les litiges. Cette initiative s'est cependant limitée à la Province de Kigali et a pris fin suite à un conflit avec la mairie de la Ville, selon laquelle ce genre de litige était du ressort des autorités de base.

En outre, les conflits concernant la propriété des parcelles sont nombreux au Rwanda et aboutissent souvent à des procès devant les tribunaux¹⁴⁹, et c'est aussi le cas des terres appropriées pendant l'exil. Jusqu'en 2005 et la nouvelle loi foncière en effet, l'enregistrement des parcelles et de leurs propriétaires n'était pas réalisé au Rwanda, et droit écrit et coutumier se superposaient, aboutissant à une situation complexe et créatrice d'insécurité. Un nombre relativement important de ces dossiers ne pouvaient être réglés par les autorités de base et aboutissaient devant les Tribunaux de Grande Instance. A cela, il faut aussi ajouter les conflits issus de la question des "rapatriés de 59" c'est-à-dire les personnes ayant fui les crises violentes de 1959 et du début des années 60, dont les terres avaient été occupées par de nouveaux propriétaires. L'accord de paix d'Arusha en effet, conclu en 1993 entre le FPR et l'Etat rwandais, affirmait que les réfugiés notamment les "rapatriés de 59", avaient le droit de rentrer en possession de leur propriété à leur retour. L'accord précisait néanmoins que pour les réfugiés ayant quitté le pays depuis plus de 10 ans il était "recommandé" (c'est le terme utilisé dans l'accord) de ne pas réclamer les propriétés occupées par d'autres. Des terres devaient être mises à leur disposition dans l'Akagera par le gouvernement. Cet accord a donc aussi créé des tensions. Des terres furent mises en effet à la disposition des rapatriés notamment dans l'Akagera et des partages furent aussi organisés. De nombreuses appropriations de terres avaient déjà eu lieu dans les années 60, certaines organisées par le pouvoir alors en place, et des litiges inévitables ont eu lieu lors du rapatriement des réfugiés de 59 et du partage par les autorités, certains réglés devant les Tribunaux.

Les conflits fonciers concernent aussi très souvent des conflits au sein des familles notamment pour des questions d'héritage, ou entre voisins pour des questions de déplacement de bornes. En fonction du montant du litige, ces conflits relèvent de la compétence des conciliateurs (*Abunzi*), des Tribunaux de base ou de Grande Instance, tout comme les conflits sur les biens mobiliers. Il est souvent très difficile pour les juges de trancher ces conflits, en l'absence de preuves matérielles c'est-à-dire d'écrits, de titres de propriété, ils ne disposent parfois que de témoignages pour juger.

Les personnes qui ont perdu leurs terres pendant l'exil disposent donc de cadres où porter leurs revendications, cependant moins accessible que la *Gacaca*. Et il ressort de nos entretiens que souvent les personnes dans ce cas ne savent pas à qui s'adresser, n'osent pas réclamer, et l'impossibilité d'évoquer leurs pertes au sein de la *Gacaca* peut leur donner l'impression que trop peu d'attention est accordée à leur situation. Cette situation est créatrice de conflits car nombre d'entre eux, ne comprennent pas pourquoi les rescapés ont droit à un remboursement concernant les biens et pas eux.

¹⁴⁸ Entretien au Parquet Général, 25 juin 2007, non enregistré

¹⁴⁹ Sur ce sujet voir RCN Justice & Démocratie, Le problème foncier dans les juridictions rwandaises, 2006

3- Les remboursements au lendemain du génocide

Par ailleurs, dès le retour des rescapés sur les collines, des remboursements et restitutions ont eu lieu et certains rescapés ont pu récupérer leurs biens. Dans certains cas, cela s'est fait à l'amiable dans le cadre d'"ententes". Certains ont en effet préféré rendre volontairement les biens qu'ils avaient volés. D'autres, dans un cadre différent puisqu'on ne parle pas ici de vols, ont aussi gardé des biens pour les rescapés, qu'ils leur ont rendus à leur retour.

Parfois aussi, de tels arrangements se sont faits sous la pression des autorités administratives locales ou des militaires du FPR. Il semble que les instances judiciaires soient peu intervenues dans de tels cas, qui se réglaient soit devant les militaires peu de temps après le génocide, dans l'attente que les structures étatiques soient reconstruites, soit par la suite devant les autorités administratives, essentiellement de secteur.

La population locale participait souvent afin de dénoncer les pillleurs. En outre, des restitutions volontaires ont eu lieu car dans le contexte de l'après génocide où des arrestations massives de présumés génocidaires ont eu lieu, beaucoup craignaient d'être accusés d'avoir participé aux massacres et donc d'être arrêté. D'autres tout simplement étaient pris de remords :

"Il y a eu quand même des gens qui ne sentaient pas tranquilles en sachant que les biens qu'ils avaient n'étaient pas à eux mais aux autres, et, en voyant que leurs propriétaires étaient là. Alors, ils les leur remettaient.

Dans mon cas par exemple, il y a une personne qui avait pris notre grosse casserole et elle nous l'a remise avec d'autres biens. Il y a aussi une personne dont j'ai apprécié la bravoure, qui m'a amené deux fourchettes. Ils faisaient cela à l'amiable et en vue de se sentir apaisés.¹⁵⁰"

Le cas suivant, de l'ex-province de Gisenyi, par exemple est intéressant. Quatre familles qui avaient participé à la destruction d'une maison pendant le génocide, sous pression des autorités et sans réaliser qu'il était possible que les propriétaires reviennent, ont proposé de la reconstruire pour la victime lorsqu'elle est revenue chez elle et n'y a trouvé que des ruines :

"Nous étions au nombre de quatre familles. Après la destruction de ladite maison, nous sommes partis avec les tuiles, les portes et le bois. A son retour dans le pays, la victime nous a approchés pour savoir qui avait détruit sa maison. Nous avons répondu que c'était nous qui l'avions détruite. Nous avons expliqué comment nous avons partagé les tuiles, les tôles et les portes. Elle nous a posé la question de savoir comment elle pouvait vivre sans logement. Nous lui avons proposé de reconstruire sa maison. Il ne nous a pas fait d'histoire. Nous avons même utilisé les arbres de sa forêt pour construire la toiture. En tous cas il n'a pas cherché de complications¹⁵¹."

Ces personnes entretenaient de bonnes relations avant le génocide et selon l'un des pillleurs, ils ont participé à la destruction de la maison car l'Etat avait donné l'ordre de détruire les maisons abandonnées. Les pillleurs ont même vendu une partie de leurs biens pour payer les matériaux nécessaires à la reconstruction de la maison. Depuis, ils sont en bons termes, "partagent"¹⁵² ont fait valider leur entente devant la juridiction *Gacaca*. Néanmoins il apparaît, et ces personnes l'ont

¹⁵⁰ Entretien avec quatre femmes condamnées à rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

¹⁵¹ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

¹⁵² Le "partage" est un élément très important de la culture rwandaise et des relations sociales dans ce pays; cela signifie que les personnes concernées se regroupent, partagent ensemble souvent des bière de bananes ou de sorgho, ou d'autre boissons, parfois un repas. C'est un signe d'amitié.

mis en évidence dans l'entretien, que de tels cas d'ententes réussies n'ont été possibles que lorsque les personnes étaient accusées uniquement de pillages et non de tueries.

D'ailleurs, un homme a mis en évidence dans notre entretien, que dans sa localité c'était les accusations de participation au génocide et les arrestations qui avaient mis fin à ce processus d'ententes, initié peu de temps après le génocide :

"On avait voulu commencer cela en 1998 et compte tenu du grand nombre de gens soupçonné d'avoir trempé dans le génocide qui ont été arrêtés à ce moment, ces activités ont été suspendues. (...) Normalement après la guerre la population le faisait parce que sa conscience le lui dictait, et d'ailleurs dans la Cellule de Rukondo on avait commencé à le faire et c'est par après qu'ils ont décidé de suspendre cette activité après avoir arrêté les auteurs de ces infractions. C'est dans ce cadre que nous n'avons pas voulu à continuer à désorganiser la population d'autant plus que les personnes qui avaient razzzié ces vaches étaient emprisonnées. Nous avons donc jugé bon d'attendre la réaction de l'Etat sur ce point.¹⁵³"

Le plus souvent les rescapés, après avoir repéré leurs biens pillés avec l'aide de la population, s'adressaient aux autorités locales qui servaient alors de médiateurs entre les parties, comme l'explique cet homme¹⁵⁴:

« Les ententes pour la remise des biens ont commencé à la sortie du génocide. Les rescapés ont directement commencé le recueil d'information au retour du refuge pour repérer les auteurs des pillages des biens. C'est la population locale qui fournissait ces informations en se référant à ce qu'elle avait vu elle-même.

Les rescapés amenaient ces listes chez une autorité de base, surtout chez le responsable de cellule ou le conseiller de secteur, pour lui demander de les aider à retrouver leurs biens. Si ce n'était pas possible de les restituer, les rescapés voulaient que leurs biens soient valorisés en argent et payés en réparation. L'autorité de base aidait à rassembler les auteurs pour se mettre d'accord sur le mode de paiement. Dans quelques cas de paiement, les auteurs qui possédaient les biens d'autrui les ont livrés sans résistance et d'autres qui devaient réparer en argent se partageaient la somme totale pour permettre à chacun de chercher et de remettre sa part à la partie à payer. Dans les deux cas, le remboursement se faisait en présence de l'autorité de base qui posait sa signature sur le papier justifiant le paiement."

Certaines personnes ont d'ailleurs fait recours aux Tribunaux de première instance, mais dans le cas évoqué par nos interviewés (un conflit au sujet de quatre vaches), les juges ont renvoyé cette affaire pour être tranchée par la population locale. Les restitutions/remboursements se réglaient la plupart du temps hors du cadre judiciaire, sous contrôle des autorités locales.

Un secrétaire exécutif de cellule avec lequel nous nous sommes entretenus, a parlé de "la fouille" pour désigner la période où les rescapés et toutes les personnes revenues d'exil se sont mises à la recherche de leurs biens. A la lecture de son témoignage, la complexité de l'affaire est claire. Après les pillages massifs du génocide, il y aurait eu une première "fouille" au cours de laquelle les rescapés auraient pris les biens nécessaires au rétablissement de la vie quotidienne, puis une seconde "fouille" par les exilés à leur retour :

"En fait, juste après la guerre du génocide il y a eu ce qu'on appelait "la fouille", c'est-à-dire le fait de ramasser toutes les choses qu'on pouvait rencontrer. Mais je tiens à préciser que ce problème a été

¹⁵³ Entretien avec un coordinateur de cellule, n°1398-1399

¹⁵⁴ Entretien avec un habitant le 19 septembre 2006, n°1396

résolu. Lorsque les autres ont quitté l'exil en provenance des camps en Tanzanie, une personne pouvait préciser par exemple que ce lit lui appartenait et immédiatement elle pouvait saisir les autorités pour réclamer sa restitution. On devait le lui restituer tout de suite. En fait il y a eu une fouille et ici personne n'est plus en possession d'un bien qui ne lui appartient pas. (...) Les autorités sont intervenues beaucoup, même dans des réunions on demandait à la personne qui était en possession du bien d'autrui de le restituer le plus vite possible et on ajoutait qu'au cas où elle tarderait à le faire et que le propriétaire du bien parvenait à prouver que le bien lui appartenait, la personne qui serait en possession de ces biens serait traitée comme un voleur. Donc on a été obligé de restituer directement ces biens.¹⁵⁵''

Et selon une rescapée, les restitutions se faisaient surtout sur la base de dénonciations et chacun remboursait sa part :

"Cela a commencé avec le retour des réfugiés de 1994. En effet, ce sont ces derniers qui ont commencé à dénoncer les personnes qui se sont livrées aux pillages, et surtout ceux qui ont participé à la destruction des maisons des victimes du génocide. (...) C'est dans ce cadre d'ailleurs, qu'il y en qui se sont entendus sur la valeur des maisons détruites. (...) Dès leur retour, les coupables s'entendaient avec les victimes sur les biens pillés; et pour que l'une ou l'autre partie ne fasse pas de complications, elles s'entendaient devant le responsable de cellule. Par exemple, si elles avaient été à cinq ou six personnes à avoir démoli la maison, après avoir établi la valeur de cette dernière, on la divisait par leur nombre pour savoir la valeur de la part de remboursement qui revenait à chacun.¹⁵⁶''

A Mutete (Province du Nord, ex-Byumba), les autorités ont demandé aux pilleurs, de remettre anonymement dans des lieux publics, pendant la nuit, les biens dérobés (essentiellement les tôles), afin qu'ils soient remis à leurs propriétaires ou redistribués à des rescapés dans le besoin¹⁵⁷.

Il semble en revanche qu'il était plus difficile pour les personnes dont les biens avaient été volés pendant l'exil face à l'avancée de l'armée du FPR, à la fin du génocide, de réclamer restitution. En fait, d'après les entretiens il semble que les exilés récemment rentrés au pays avaient peur et n'osaient réclamer leurs biens, craignant sans doute les arrestations. Les autorités à cette époque, n'avaient pas les moyens de vérifier toutes les accusations pour génocide et les arrestations étaient massives. Certaines dénonciations ont sans doute été mensongères, dans le but de garder une terre ou des biens appropriés pendant l'exil¹⁵⁸ et d'ailleurs le taux relativement important d'acquiescement dans les jugements par les juridictions *Gacaca*, plus de 20%¹⁵⁹, semble confirmer cette idée. Mieux valait donc ne pas trop se faire remarquer pour les personnes revenues d'exil. Les extraits suivants nous permettent de mieux comprendre le contexte de l'époque :

"Nous avions très peur quand nous sommes rentrés dans le pays. Nous n'étions pas non plus préoccupés par les biens. (...) Quand nous trouvions un bien dans une famille, nous ne le demandions pas à cause de la peur.¹⁶⁰''

¹⁵⁵ Entretien avec un secrétaire exécutif de cellule, 14 février 2007, n°1496

¹⁵⁶ Entretien avec une rescapée, 20 juillet 2006, 1403-1404

¹⁵⁷ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 23 novembre 2007, n°1467-1468

¹⁵⁸ Voir Gerard Prunier, *The Rwanda crisis: History of a genocide*, Fountain publishers, second edition, 1999, p.323

¹⁵⁹ D'après la Secrétaire Exécutif du SNJG, réunion du 13 mars 2007

¹⁶⁰ Entretien avec quatre femmes condamnées à rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

« Quand une personne ne voulait pas de l'autre, elle l'accusait auprès des militaires. Ceux-ci la mettaient en détention à leur position. Celle qui avait de la malchance, elle trouvait la mort là »¹⁶¹.

"Comme tu le sais, celui qui rentre récemment a peur."¹⁶²

Cette peur explique aussi le fait que certaines personnes interviewées nous ont dit avoir remboursé des biens qu'ils n'avaient pourtant pas pillés, simplement pour éviter tout conflit avec les rescapés ou les militaires :

"On me reproche donc d'avoir pillé ces tôles. Mais aussi, et ça c'est un mensonge, d'avoir pris un matelas. (...) En premier lieu, elle [la propriétaire de la maison pillée] m'a demandé de lui remettre le matelas. Comme la situation sécuritaire n'était pas bonne dans ce moment-là, je n'ai pas nié avoir pris ce matelas. (...) Elle est venue me le demander juste deux jours après que les militaires [Inkotanyi] soient arrivés ici."¹⁶³

Dans certains cas, les remboursements étaient forcés, en dehors de tout cadre légal, et se faisaient sous l'autorité de certains éléments armés du FPR ou sous celle des autorités locales, et d'après nos entretiens il semble que des abus, vols ou mauvais traitements aient été dans certains cas commis à cette occasion :

"Certaines personnes ont été forcées à rembourser. Si une personne avait une vache alors qu'à côté de chez lui il y avait une victime dont la vache avait été razzée, on venait et on saisisait cette vache. (...) Souvent, ce sont les autorités au niveau du secteur qui forçaient les gens à payer. Dans ce district, nombreux rescapés sont devenus autorités. Elles menaçaient la population de façon que tout le monde était effrayé. Chacun payait pour se racheter. Ces rescapés étaient toujours tristes parce qu'ils n'avaient que des ruines. Et si l'accusé était taxé de la construction d'une maison, il devait le faire rapidement pour se racheter."¹⁶⁴

« Les rescapés qui avaient des enfants, frères et connaissances parmi ces militaires ont été couverts par ces mêmes militaires et se sont introduit par force dans les maisons des familles Hutus soit disant qu'ils allaient fouiller et récupérer leurs biens pillés. Ils ont profité pour prendre les biens d'autrui qui ne leur appartenaient pas »¹⁶⁵.

"C'est nous qui avons restitué sans inquiétude et sans colère ; nous avons restitué dans l'entente. Chez l'IPJ¹⁶⁶, on obligeait les gens à restituer après avoir été amenés de force. Ce sont ceux qui ont restitué sur des collines par entente qui ont pratiqué la réconciliation. Chez l'IPJ, on restituait après avoir été frappés."¹⁶⁷

¹⁶¹ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 13 octobre 2006, n°1430

¹⁶² Entretien avec un homme qui a restitué, 2 novembre 2006, n°1447

¹⁶³ Entretien avec un homme qui a restitué, 21 mars 2007, n°1536-1537

¹⁶⁴ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 21 mars 2007, n°1542

¹⁶⁵ Entretien avec des *Inyangamugayo*, 13 octobre 2006

¹⁶⁶ Inspecteur de police judiciaire

¹⁶⁷ Entretien avec un homme qui a restitué, 2 novembre 2006, n°1447

"Certains accusés ont restitué les dégâts commis par force. A titre d'illustration, certains ont reconnu leurs infractions après que l'un d'entre eux ait été frappé par un policier ou un militaire, en conséquence les autres ont avoué à cause de la peur. Juste après ces incidents, on a arrêté les restitutions!"¹⁶⁸

Dans certains cas, il semble aussi que des maisons aient été reconstruites par la population sous la direction des autorités¹⁶⁹.

Ces remboursements effectués dès le retour des rescapés posent aussi aujourd'hui la question de leur reconnaissance à l'heure actuelle face à la *Gacaca*. Peu de reçus ou d'attestations étaient rédigés et prouvent que ces remboursements ont été effectués. En effet, demander un reçu était perçu par les deux parties comme un manque de confiance. Aussi, dans nos entretiens de nombreux accusés et juges ont dénoncé le fait que certaines personnes réclamaient parfois devant la *Gacaca* le remboursement de biens déjà restitués ou remboursés dans la période post-génocide. Selon une femme *Inyangamugayo* :

"Cela a commencé après que le retour des Tutsis qui s'étaient réfugiés au Congo - à ce moment, ils étaient encore des Tutsis mais cela n'est plus le cas puisque nous sommes des Rwandais ! Arrivés dans le pays, les gens les approchaient pour leur révéler les noms des personnes qui avaient démoli leurs maisons. Ainsi, les rescapés se rendaient auprès des dirigeants pour qu'ils mettent la pression sur ces coupables pour qu'ils les remboursent : ce qui a été fait. Cependant, la plupart de ces rescapés n'en sont pas contents puisqu'ils veulent exiger à nouveau ces remboursements bien qu'ils avaient des preuves écrites."¹⁷⁰

Et selon cet autre juge :

"Ca fait longtemps que la guerre a eu lieu, certaines personnes ont remboursé les biens des victimes mais aucune note n'a été faite pour le prouver. C'est un problème parce qu'aujourd'hui, la victime réclame le remboursement alors que l'auteur du dommage affirme qu'il a payé. Il faut alors une intervention du juge, sinon ces gens paieront de nouveau."¹⁷¹

Un autre point pose aujourd'hui problème au sujet des restitutions de cette époque, il s'agit de la faible valeur attribuée aux biens. Compte tenu de la situation de dénuement de cette période, les rescapés acceptaient des sommes très faibles pour les remboursements et certains aujourd'hui, se sentent lésés étant données les valeurs importantes attribuées par les juridictions *Gacaca* pour des objets identiques. C'est le cas notamment de cette femme qui peu de temps après le génocide, a reçu un remboursement de 1000FRW¹⁷² par vache pillée (ce qui est très peu, même au lendemain du génocide), alors qu'une vache aujourd'hui est évaluée dans la *Gacaca* à 100 000FRW, soit 100 fois le montant qu'elle a accepté :

" Seulement, pour mes vaches razziées, on m'a restitué une somme qui ne correspond pas à leur valeur réelle. (...) C'est une valeur qui ne convient pas, parce que ce n'est pas possible de payer pour

¹⁶⁸ Entretien avec un couple condamné à rembourser, 3 novembre 2006, n°1452

¹⁶⁹ Entretien avec un vieil homme, 1^{er} juin 2007, n°1611

¹⁷⁰ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 20 septembre 2006, n°1404

¹⁷¹ Entretien avec des *Inyangamugayo*, 9 mars 2007, n°1531

¹⁷² Environ un euro et trente centimes

une vache une somme de mille francs ! Est-ce que c'est possible? (...) C'était juste après le génocide en 1994, à ce moment là, nous avons rencontré les gens qui avaient tué les nôtres et c'est ainsi qu'en 1995, mes collègues ont décidé que nous devions accuser ces gens ou informer les autorités qui étaient en place des actes commis qu'ils avaient contre nous, surtout que l'administration ne fonctionnait pas convenablement. Alors, on a jugé bon qu'au lieu de continuer à se regarder de travers, ils allaient payer quelque chose pour nos vaches abattues. Et comme il y avait la pauvreté juste après la guerre, nous avons accepté la somme qu'on nous a donnée mais bien sûr nous n'avons pas été contents de cela, surtout moi. (...) Je pense qu'avec cette somme, on ne peut même pas acheter une chèvre ! (...) Pourquoi ne puis-je pas revenir sur la question de mes vaches razzées ? Ils ont tué des gens qui ne pourront pas être ressuscités mais en ce qui concerne mes vaches, il faut les payer convenablement.¹⁷³"

Devant les juridictions *Gacaca*, les biens sont valorisés à leur valeur actuelle¹⁷⁴, donc à des montants beaucoup plus élevés et il est compréhensible que cette femme se déclare insatisfaite, et elle n'est pas la seule dans ce cas. Dans le même sens, la femme qui s'exprime dans l'extrait suivant a reçu une somme de 40 000 FRW pour ses deux maisons détruites :

" Et quand je fais la comparaison entre 40 000 FRW et mes deux maisons en tuiles détruites, je remarque que nous avons été payés en dessous des valeurs réelles de nos biens. Néanmoins, comme nous n'avions pas le choix, nous avons accepté de telles sommes. (...) Franchement les valeurs des maisons étaient dérisoires au cours de cette période! Elles étaient évaluées à 40 000 FRW! En effet, quant à ma maison, sa valeur a été fixée en mon absence, car j'avais amené mon enfant malade vers l'Hôpital. Du retour, c'est mon beau-frère qui m'a révélé que sa valeur avait été fixée à quarante mille francs.(...) A cette occasion, je lui ai dit d'ailleurs que si j'avais été sur place, je n'aurais pas accepté cette valeur. Plutôt, j'aurais exigé aux coupables de me reconstruire ma maison puisque pour le moment je n'ai pas d'abri contre le soleil ou la pluie lorsque je suis en train de cultiver ou de brasser, si je ne trouve pas de voisin proche ! Par la suite, mon beau-frère m'a calmé en me disant que je ne devais pas me plaindre puisque c'était le Responsable de la cellule qui avait fixé cette valeur et que les autres y avaient consenti.¹⁷⁵"

On voit donc à quel point la tâche des juridictions *Gacaca* est complexe concernant le jugement des infractions de catégorie 3.

Après avoir décrit dans cette première partie l'ampleur et la complexité de la tâche attribuée aux juridictions *Gacaca* dans le cadre du règlement des infractions contre les biens, nous allons dans la partie suivante, évaluer de quelle façon elles y parviennent afin d'analyser les points qui pourraient être améliorés.

¹⁷³ Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

¹⁷⁴ La première instruction du SNJG sur les infractions contre les biens, datée du 3 août 2006, précisait en effet, "en cas de non existence de ces biens, on les valorise selon la valeur de la chose au moment du procès."

¹⁷⁵ Entretien avec une rescapée, 20 juillet 2006, 1403-1404

Deuxième partie

Le traitement des infractions contre les biens par les Juridictions *Gacaca*

Dès les premiers textes destinés à mettre en place la justice du génocide, des dispositions relatives aux infractions contre les biens sont incluses. Depuis la création des juridictions *Gacaca*, la tâche de juger les infractions contre les biens relève de la compétence des juridictions de cellule, mais aussi des juridictions de secteur lorsque les individus sont accusés à la fois d'infractions relevant de la catégorie 2 et de la catégorie 3.

Il est difficile de définir une date précise à laquelle les juridictions *Gacaca* de cellule ont commencé à traiter ces infractions, car si la phase de collecte d'informations s'est officiellement terminée avec le lancement de la phase nationale de jugement en juillet 2006, certaines juridictions de cellule ont terminé la constitution des dossiers bien plus tard. En outre, les juridictions *Gacaca* ont reçu la consigne de favoriser les ententes pour minimiser le nombre de jugements et là encore, la proportion ententes/jugements dépend des localités. Enfin, certaines juridictions, notamment à Kigali ou dans les villes de façon générale, éprouvent de grandes difficultés pour identifier les pillers et ont donc du mal à progresser dans la recherche de la vérité. Dans d'autres endroits au contraire les ententes ont été nombreuses et le nombre de procès réduit, à tel point que certaines juridictions de cellules ont terminé leur travail. A l'heure où nous finalisons ce rapport certaines cellules notamment à Kigali n'ont pas commencé à juger les infractions de catégorie 3, alors que d'autres ont terminé.¹⁷⁶

Cependant, nous avons pu observer de nombreuses ententes et de nombreux procès et selon notre analyse, plusieurs points posent problème : il s'agit notamment de la confusion entre ententes et jugements, de l'absence de débat contradictoire sur la culpabilité ou non de l'accusé, du fait que les successeurs ou famille des accusés aient à rembourser, et plus généralement de la définition de la responsabilité individuelle de chacun.

1) La mise en place des *Gacaca* et les textes réglementant le jugement des infractions contre les biens

Les textes réglementant le jugement des infractions contre les biens sont de plusieurs natures :

- D'abord les lois organiques sur l'organisation des poursuites pour génocide, celle de 1996¹⁷⁷ puis les lois sur les juridictions *Gacaca* de 2001¹⁷⁸ et 2004¹⁷⁹, déterminent les grands principes du règlement de ces infractions.

¹⁷⁶ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 7 mars 2007, n°1520

¹⁷⁷ Loi organique n°8196 du 30/8/96 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises à partir du 1^{er} octobre 1990, entrée en vigueur par publication au Journal Officiel de la République du Rwanda, n° 17 du 1/9/1996

- Ensuite le Service National des Juridictions *Gacaca* (SNJG), distribue depuis sa création divers documents lors de formations à l'attention des *Inyangamugayo*, afin de leur expliquer les règles juridiques. Le SNJG publie aussi de manière plus formelle des instructions¹⁸⁰ qui adaptent la procédure en fonction des difficultés rencontrées sur le terrain. Concernant les infractions contre les biens, plusieurs documents de ce type ont été transmis aux juges : un livret expliquant la procédure des jugements¹⁸¹, daté de janvier 2005, comprend déjà de nombreuses informations sur le règlement des infractions de catégorie 3 ; puis un document daté du 3 août 2006 destiné à la formation des juges, consacre un chapitre aux jugements la troisième catégorie. Enfin, une instruction numérotée et signée, l'instruction n°14/2007 du 30/03/2007, a été distribuée aux *Inyangamugayo* dans le courant du mois d'avril 2007.

Ces différentes lois et cette superposition de textes successifs, dont l'objectif est notamment de répondre aux problèmes rencontrés sur le terrain, ne sont pas sans poser de difficultés pour les *Inyangamugayo*. En effet, il apparaît très difficile pour les juges, dans un contexte d'insécurité juridique, de "bricolage" face aux difficultés, d'assimiler l'ensemble de ces textes et de les appliquer correctement. En outre, dans certains endroits, les textes ne parviennent pas toujours suffisamment rapidement aux juges qui doivent alors se baser uniquement sur des formations orales.

Afin de décrire les textes relatifs au jugement des infractions contre les biens, nous avons choisi de mettre en évidence certains points repris par les différents textes, notamment le fait que la priorité doit être donnée aux ententes à l'amiable entre les parties, ou que les peines sont adoucies par rapport au Code pénal. La législation sur ce sujet a aussi connu quelques évolutions entre 1996 et 2004 : la procédure a été précisée au fur et à mesure.

L'adoucissement des peines et "la réparation": à la recherche de la justice restaurative ?

Dans le cadre des infractions sur les biens, l'insistance dans les textes est mise sur la réparation plus que sur la punition. Depuis 2001, les infractions contre les biens commises

¹⁷⁸ Loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 mars 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°6, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 33/2001 du 22/06/2001 modifiant et complétant la loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 juillet 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°14

¹⁷⁹ Loi organique N°16/2004 du 19/06/2004 portant Organisation, compétence et fonctionnement des juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 19 juin 2004 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n° spécial, modifiée et complétée par la Loi organique n°28/2006 du 27/06/2006 entrée en vigueur le 12 juillet 2006 et par la Loi organique n°10/2007 du 01/03/2007 entrée en vigueur le 1^{er} mars 2007 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°5

¹⁸⁰ Depuis la création du SNJG 15 instructions ont été publiées et portent sur des sujets divers, telles que les arrestations pour faux témoignages, les autorisations nécessaires pour les observateurs étrangers, la procédure de révision, les explications des modifications de la loi...

¹⁸¹ République du Rwanda, Service National des Juridictions *Gacaca*, *Procédure de jugement dans les juridictions Gacaca, Vérité, Justice, Réconciliation*, janvier 2005

pendant le génocide sont dépénalisées. En conséquence, les peines sont adoucies par rapport à celles définies par le Code pénal, on ne parle d'ailleurs plus de « peine » mais de « réparation ».

Déjà selon la loi de 1996, en cas d'échec de toute entente à l'amiable, les tribunaux tranchent, mais *"si le prévenu est condamné à une peine d'emprisonnement, il est sursis à l'exécution de la peine."*¹⁸² Les auteurs d'infractions contre les biens peuvent donc être condamnés à une peine de prison avec sursis selon la loi de 1996, qui est plus clément que le Code pénal selon lequel le vol sans violence ni menace peut être puni jusqu'à 5 ans de prison ferme¹⁸³. Cependant en pratique, sous l'empire de cette loi, de nombreuses personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement pour vol et incarcérées.

C'est avec la loi de 2001¹⁸⁴, c'est-à-dire la première loi créant les juridictions *Gacaca* que les infractions contre les biens ont été dépénalisées. L'article 71 dispose notamment que : *"les prévenus relevant de la 4ème catégorie sont condamnés à la seule réparation civile des dommages causés aux biens d'autrui. Le Siège de la « Juridiction Gacaca » de la Cellule détermine les modalités d'exécution de cette obligation"*. Il est également précisé que cette disposition ne s'applique qu'en l'absence d'un règlement à l'amiable.

Les juridictions *Gacaca* de cellule traitent exclusivement des infractions contre les biens pendant la phase de jugement. La réparation cependant, concerne toutes les personnes accusées d'infractions contre les biens, c'est ainsi que les personnes classées en catégorie 1 ou 2 doivent aussi réparer les dommages causés si elles sont condamnées pour des infractions contre les biens. En conséquence, non seulement les juridictions de cellule mais aussi les juridictions de secteur et les tribunaux classiques connaissent de ces infractions.

Dans le cadre des jugements contre les biens, l'insistance du législateur est donc mise sur la réparation et on semble ainsi à priori se diriger vers une sorte de justice restaurative, c'est-à-dire que les victimes sont au cœur du processus afin de favoriser la réconciliation. La notion de justice restaurative insiste sur le fait que la justice a pour objectif premier de réparer le tort commis à la victime et non de punir le coupable. L'accent est mis sur le préjudice causé et les moyens de le réparer. Les besoins de la victime sont donc au cœur du processus judiciaire. Concrètement, la restauration peut prendre différentes formes : la restitution, l'indemnisation, les excuses, comme cela se pratique au Rwanda lors des ententes... De nombreux auteurs insistent sur l'importance d'une médiation ou d'un face-à-face direct entre la victime et le délinquant pour définir la nature de la réparation du préjudice, et là encore les ententes semblent correspondre à cette notion de justice restaurative, et nous avançons d'ailleurs cette idée dans la conclusion de notre rapport

¹⁸² Loi organique n°8196 du 30/8/96 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises à partir du 1^{er} octobre 1990, entrée en vigueur par publication au Journal Officiel de la République du Rwanda, n°. 17 du 1/9/1996, article 14-d

¹⁸³ Voir l'Article 399 du Code pénal, Voir le Décret-loi n°21/77 du 18 août 1977 instituant le Code Pénal, entré en vigueur en 1978 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°13-bis

¹⁸⁴ Loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 mars 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°6, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 33/2001 du 22/06/2001 modifiant et complétant la loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 juillet 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°14

précédent portant sur le TIG¹⁸⁵. En effet, dans certains cas par la négociation les parties peuvent s'entendre sur un montant raisonnable, qui satisfait dans une certaine mesure les deux parties et permet par la suite une cohabitation pacifique.

Néanmoins, il faut prendre en compte le contexte social et économique rwandais : la réparation telle que pratiquée aujourd'hui par les *Gacaca*, dans le cas des jugements voire des "ententes", consiste en des remboursements dont le montant est souvent très élevé. Cela prend donc un caractère punitif, très pénalisant compte tenu du contexte de pauvreté, à tel point que dans certains entretiens nos interlocuteurs nous ont déclaré préférer aller en prison que plutôt que de devoir vendre leurs terres pour rembourser leurs pillages, et ainsi perdre leur source de revenus et faire souffrir leur famille¹⁸⁶.

La priorité donnée aux "ententes"

La loi organique de 1996 précise déjà que le règlement des infractions contre les biens doit donner lieu à des *"règlements à l'amiable"* qui doivent se faire *"avec le concours des concitoyens"*. Ceux-ci doivent donc apporter leur témoignage pour identifier les pillards et les biens dérobés. En cas d'échec des parties à s'entendre, *"il est fait application des règles relatives à l'action pénale et à l'action civile"*, c'est-à-dire que les parties peuvent s'adresser aux tribunaux pour régler leurs conflits¹⁸⁷. Ce type de règlement à l'amiable des conflits sur les biens est clairement prioritaire dans les textes.

Cette situation a prévalu au lendemain du génocide où les "ententes" parfois forcées et parfois volontaires, se faisaient souvent sous le contrôle des autorités administratives. C'est ainsi que relativement peu de dossiers sont parvenus aux instances judiciaires, la majorité étant directement traitée par les instances administratives de base.

Tout comme le texte de 1996, la loi de 2001 insiste elle aussi en ses articles 51 et 71 sur le fait que les personnes qui à la date d'entrée en vigueur de la loi ont convenu soit avec la victime, soit devant l'autorité publique ou en arbitrage, d'un règlement à l'amiable, ne peuvent plus être poursuivis pour les mêmes faits. De même la loi de 2004, qui modifie la catégorisation puisque les infractions contre les biens sont classées dans la catégorie 3, reprend cette même formulation en son article 51.

Les instructions émises par le Service National des Juridictions *Gacaca* sont tout aussi claires sur ce point et vont même plus loin, puisqu'elles encouragent les juges et les autorités à sensibiliser la population à conclure des ententes et à vérifier avant chaque procès, que les parties refusent tout accord "à l'amiable".

Selon le texte daté du 3 août que nous avons présenté en introduction en effet, *"il faut d'abord passer à la transaction avant d'introduire l'affaire devant la juridiction"*. Le texte précise aussi, *"avec la restitution ou la réparation, nous n'avons pas oublié l'un des objectifs des juridictions Gacaca qui est la justice réconciliatrice. C'est pourquoi, avant d'introduire la demande devant la juridiction, on doit d'abord vérifier s'il y en*

¹⁸⁵ Penal Reform International, *Rapport de monitoring et de recherche sur la Gacaca: le TIG en phase pilote, quelques pistes de réflexion*, mars 2007

¹⁸⁶ C'est-à-dire que *"celui qui a de puissants appuis fait ce qu'il veut"*. Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

¹⁸⁷ Loi organique n°8196 du 30/8/96 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'Humanité, commises à partir du 1^{er} octobre 1990, Journal officiel n°17 du 1^{er} septembre 1996, article 14, d)

a qui ont la volonté de restituer et de payer sans intervention de la juridiction Gacaca parce que cette volonté montre que les auteurs de ces infractions sont conscients et qu'ils se repentissent de ce qu'ils ont fait." Les ententes sont donc clairement situées dans le cadre de la "réconciliation".

Si les parties s'accordent sur cette transaction, le rôle des *Inyangamugayo* doit se résumer alors à la "validation" de l'accord, à partir d'un formulaire distribué par le SNJG. L'instruction n°14 publiée par le SNJG précise clairement en son article 1 que l'entente est le mode de règlement principal, le procès n'intervenant qu'en cas d'échec.

Cet article ajoute également que les autorités doivent sensibiliser la population aux ententes : *"dans le cadre du renforcement de l'unité et la réconciliation entre la population, les autorités de base sensibilisent la population à procéder aux ententes sur le dédommagement des biens endommagés et des soumettre leurs ententes à la Juridiction Gacaca de la cellule pour validation."*¹⁸⁸

L'article 2 de cette même instruction dispose quant à lui que les personnes qui ont conclu ces ententes, *"entre eux ou par l'intervention des autorités administratives"*, doivent soumettre leurs ententes à la *Gacaca* qui établit un procès-verbal d'entente. Lors de réunions de sensibilisation de la population à la *Gacaca*, les agents du SNJG insistaient donc sur le fait qu'il fallait privilégier les ententes pour favoriser la réconciliation, que les procès n'étaient pas nécessaires¹⁸⁹. Les juges eux-mêmes ont été chargés de sensibiliser la population aux ententes et en certains endroits du pays très peu de cas de pillages en sont arrivé au procès. Par exemple, dans certaines cellules de l'ex-province de Gisenyi où nous avons mené des observations (Gabiho, Muhororo et Syiki, Secteur Kayove) tous les différends ont été réglés dans le cadre d'ententes.

Les dispositions prévues par les l'instruction n°14 concernant les ententes sont donc quelque peu différentes de ce qui est prévu par les lois où il s'agissait de reconnaître des ententes déjà faites. Ici il s'agit de favoriser les ententes.

Les différentes étapes de la procédure

Afin d'explicitier en détail la procédure relative aux jugements des infractions contre les biens devant les *Gacaca*, on peut distinguer trois phases: la phase de collecte d'informations, la phase de jugement puis celle de l'exécution des jugements. Là encore, ce sont à la fois les lois successives ainsi que les instructions qui la définissent.

La phase de collecte d'informations

L'établissement des listes des biens pillés pendant le génocide et des pillards présumés relevait de la compétence des juridictions *Gacaca* de cellule lors de la phase d'instruction, dite "phase de collecte d'informations". Cette phase s'est officiellement terminée en juillet 2006 avec la promulgation de la phase nationale de jugement, bien que certaines *Gacaca* n'aient pas terminée la constitution des dossiers. La tâche de constituer les listes des personnes décédées, des biens pillés et des accusés était confiée aux *Nyumbakumi*¹⁹⁰ et aux autorités de cellule qui remplissaient des

¹⁸⁸ Instruction n°14/2007 du 30/03/2007 du secrétaire exécutif du Service National des Juridictions Gacaca concernant le dédommagement des biens endommagés pendant le génocide et d'autres crimes contre l'Humanité commis entre le 01 octobre 1990 et le 31 décembre 1994, article 1, Traduction du kinyarwanda en français par PRI.

¹⁸⁹ Rapport d'observation d'une réunion de sensibilisation, secteur Kavumu, Province du Nord, ex-Byumba, 5 mars 2007

fiches fournies par le SNJG, soit en convoquant la population à des réunions collectives, soit en se rendant de ménage en ménage¹⁹¹.

L'une de ces fiches était intitulée *"Les biens endommagés ou pillés dans chaque ménage."* Une fiche était remplie par ménage victime des pillages et devait comprendre la nature du bien endommagé, la nature du dommage (vol, destruction, ou endommagement), la quantité de biens concernés, la date du pillage, le nom des participants au dommage ainsi que le nom de leur père et de leur mère.

C'était la plupart du temps les rescapés qui fournissaient la liste de leurs biens pillés et la population dans son ensemble citait les noms des présumés pillleurs : les personnes qu'on avait vu piller, les personnes qu'on avait vu avec les biens d'une victime, les personnes dont on avait entendu dire qu'elles auraient pillés... Tous les noms cités étaient inscrits sur la liste et il n'était pas alors possible de se défendre, le débat étant réservé pour la phase de jugement, comme pour les infractions contre les personnes¹⁹².

Tout comme pour les infractions contre les personnes durant cette phase, seuls les témoignages à charge ont été récoltés. Cela n'est pas sans poser problème car nous avons pu constater pendant la phase nationale de jugement que le principe du débat contradictoire n'est pas toujours respecté, tant au niveau des juridictions de secteur que des juridictions de cellule.

En outre, les présumés pillleurs dont le nom est indiqué sur la fiche ne sont parfois pas localisés, ni identifiés. Cette situation se retrouve notamment en zone urbaine où les attaquants venaient parfois d'autres localités pour piller.

La phase de jugement

C'est donc la juridiction *Gacaca* de cellule qui doit traiter les cas de pillage et destructions de biens, à condition cependant que les personnes poursuivies pour ces infractions ne soient pas poursuivies en même temps pour des infractions les classant en catégorie 1 ou 2. Comme le précise en effet l'article 94 de la loi *Gacaca* :

"Les procès relatifs aux biens endommagés sont rendus par la Juridiction Gacaca de la Cellule ou par les autres juridictions dans lesquelles sont poursuivis les accusés."

Cette disposition suppose une bonne collaboration entre les différents niveaux de juridictions : en effet, si une personne est condamnée par défaut à un remboursement au niveau de la cellule, ce qui est fréquemment le cas, la juridiction de secteur doit en être informée. De même, si une personne est condamnée pour des infractions contre les biens au niveau du secteur, il est important que la juridiction de cellule en soit aussi informée pour ne pas juger une personne deux fois pour les mêmes faits.

¹⁹⁰ Ce terme désigne l'entité administrative composée de 10 maisons (*nyumba* signifie maison en kiswahili, et *kumi* signifie 10) ainsi que la personne responsable de cette entité. Depuis la réforme administrative, les *Nyumbakumi* ont été supprimés.

¹⁹¹ Voir Penal Reform International, Rapport de monitoring et de recherche sur la Gacaca, *La récolte d'informations en phase nationale*, juin 2006

¹⁹² Voir Penal Reform International, Rapport de monitoring et de recherche sur la Gacaca, *La récolte d'informations en phase nationale*, juin 2006

Nous avons pu constater qu'au niveau du secteur les accusés ne sont condamnés à des remboursements que pour les biens qu'ils avouent avoir pillés. En effet, il apparaît que les juridictions *Gacaca* de secteur ne disposent pas des listes des biens pillés établies par les cellules, qui demeurent au niveau des juridictions de cellule. Peu d'importance est accordée au niveau du secteur au jugement des infractions contre les biens et de plus en plus, les juridictions de secteur ont tendance à renvoyer ces questions au niveau des cellules pour éviter les doubles condamnations, mais aussi le fait qu'une personne soit taxée d'un montant trop important si ses co-accusés de pillages ne sont pas présents¹⁹³.

Selon l'article 68¹⁹⁴ de la loi *Gacaca* de 2004¹⁹⁵, la procédure des audiences dans les procès concernant les infractions contre les biens lors de la phase de jugement se déroule de la façon suivante : le Président de l'audience appelle le ménage concerné par l'affaire ; il rappelle les biens de ce ménage qui ont été endommagés et qui ont pu être identifiés à partir de la fiche des

¹⁹³ Rapport d'entretien avec deux intègres, 23 avril 2007. Voir aussi Rapport d'entretien avec un condamné par les *Gacaca*, 23 avril 2007, et Rapport d'entretien avec un témoin, 26 avril 2007. Voir aussi Avocats sans Frontières, Rapport synthèse mensuel Gitarama, août 2006; Rapport synthèse mensuel Cyangugu, janvier 2007, Rapport synthèse mensuel, Kibuye, janvier 2007

¹⁹⁴ "Selon l'article 68:

"Dans les dossiers contenant des infractions commises contre les biens, l'audience est organisée comme suit :

- 1° le Président de l'audience appelle le ménage concerné par l'audience ;*
- 2° le Président de l'audience rappelle les biens de ce ménage endommagés qu'on a pu identifier à partir de la fiche des victimes et leurs biens endommagés ;*
- 3° le président de l'audience accorde la parole à toute personne qui souhaite ajouter quelque chose à ce qui est mentionné sur cette fiche ;*
- 4° le Siège approuve la liste des biens endommagés ;*
- 5° le Président de l'audience rappelle les personnes ayant pris part à l'endommagement des biens de ce ménage à partir de la liste des prévenus ;*
- 6° tout prévenu décline son identité ;*
- 7° le Président de l'audience demande au représentant du ménage dont les biens ont été endommagés ou tout autre bénéficiaire de décliner son identité ;*
- 8° le secrétaire de l'audience énonce chacun des biens endommagés et les personnes ayant pris part à cet endommagement ;*
- 9° le président de l'audience demande à chaque prévenu de donner des explications et de présenter ses moyens de défense ;*
- 10° le président de l'audience demande au représentant du ménage ou toute autre personne qui le souhaite de réagir sur la défense du prévenu ;*
- 11° les membres du Siège de la Juridiction Gacaca approuvent la liste des victimes ; des biens endommagés et les personnes présumées, chaque prévenu prend la parole pour réagir ;*
- 12° le siège de la Juridiction explique aux prévenus les façons de réparation des dommages causés prévue par la loi organique, demande à chacun la façon qu'il préfère et la période de la mettre en application une fois qu'il serait reconnu coupable ;*
- 13° le secrétaire de la Juridiction lit le procès-verbal d'audience. La Juridiction vérifie la conformité de son contenu aux déclarations des intervenants et, au besoin le procès-verbal est corrigé ;*
- 14° le Siège demande successivement à la victime et au prévenu, s'ils ont quelque chose à ajouter aux débats ;*
- 15° les parties au procès et les autres personnes ayant pris la parole au cours du procès ainsi que les membres du Siège de la Juridiction Gacaca apposent leurs signatures ou leurs empreintes digitales sur le procès-verbal d'audience ;*
- 16° les débats sont déclarés clos à moins que le Siège n'ordonne toute mesure d'instruction complémentaire qu'il estime nécessaire."*

¹⁹⁵ Loi organique n°16/2004 du 19 juin 2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions *Gacaca* chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 19 juin 2004 par la publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n° spécial

victimes, il accorde la parole à toute personne qui souhaite ajouter quelque chose à ce qui est mentionné sur cette fiche, puis le Siège "approuve la liste des biens endommagés"¹⁹⁶. Ensuite, le Président de l'audience rappelle les noms des personnes ayant pris part à l'endommagement des biens de ce ménage à partir de la liste des prévenus.

Chaque accusé peut alors se défendre et toutes les personnes présentes à l'Assemblée Générale peuvent alors réagir. Puis *"les membres du Siège de la Juridiction Gacaca approuvent la liste des victimes ; des biens endommagés et les personnes présumées."*

L'exécution des jugements

Les modalités de réparation que les juges peuvent prononcer sont quant à elles explicitées par l'article 95 de la loi de 2004, qui dispose :

"La réparation des dommages causés se fait comme suit :

1° restituer les biens pillés si c'est possible;

2° payer les biens endommagés ou exécuter les travaux ayant la même valeur que les biens endommagés. (...)"

Ces modalités de réparation sont reprises par les différents guides de procédure distribués par le SNJG, ainsi que par l'instruction n°14/2007. Selon le manuel de procédure de 2005, l'exécution du jugement relève de la compétence du secrétaire exécutif de la cellule, sur demande de la partie civile.

Selon les différents textes, il apparaît que le choix de la modalité d'exécution relève du pouvoir du juge, même si l'accusé doit être consulté. Selon l'article 68 de la loi *Gacaca*, le Siège de la juridiction explique *"aux prévenus les façons de réparation des dommages causés prévue par la loi organique, demande à chacun la façon qu'il préfère et la période de la mettre en application une fois qu'il serait reconnu coupable"*. D'ailleurs, l'article 69 explicite le contenu des jugements dans le cas d'infractions contre les biens¹⁹⁷ et précise qu'il doit contenir *"la procédure et la période de dédommager"*. Cette précision est tout aussi claire dans le manuel de procédure sur les jugements *Gacaca*, selon lequel les juges doivent demander aux accusés de quelle façon ils préfèrent rembourser.

Cependant, il ressort de nos observations sur le début des procès des infractions contre les biens, que la plupart du temps les juges se contentent de prononcer un remboursement en valeur monétaire. Les quelques cas d'exécution sous forme de travail que nous avons observés ont été réalisés suite à des arrangements entre les parties, postérieurement au jugement. En revanche, dans le cadre des ententes, nous avons rencontré de nombreux cas de remboursement sous forme de travail au service de la victime.

La loi *Gacaca* de 2004, reprise aussi dans les deux instructions, précise en outre que *"lorsque la personne condamnée à la réparation ne respecte pas les modalités et le délai lui accordées, l'exécution du jugement*

¹⁹⁶ *ibid.* Article 68

¹⁹⁷ Selon cet article, le jugement doit comprendre :

"1° la juridiction qui l'a rendu ; 2° les noms des membres du Siège qui ont pris part au délibéré ; 3° l'identité des parties aux procès ; 4° les biens endommagés à réparer ; 5° le résumé des moyens présentés par les parties au procès ; 6° les motifs du jugement ; 7° les biens endommagés et les personnes qui doivent les réparer ; 8° l'identité des personnes dont les biens ont été endommagés et la liste des biens endommagés de chacune ; 9° La procédure et la période de dédommager ; 10° la présence ou l'absence des parties ; 11° l'ouverture au public des audiences et du prononcé du jugement ; 12° le lieu et la date du jugement ; 13° les dispositions de la présente loi organique appliquées."

est assurée par la puissance publique." Les biens des personnes qui ne peuvent respecter le remboursement peuvent alors être saisis et vendus aux enchères, un formulaire à cet effet a d'ailleurs été remis aux *Inyangamugayo*. Une partie de leurs possessions est cependant protégée de toute saisie, il s'agit de 2/3 des vivres servant à nourrir l'auteur du dommage et sa famille, 2/3 de son salaire, 1/3 de sa pension de vieillesse, 1/2 hectare de son champ, sa maison, son matériel de couchage et ses habits ainsi que ceux de sa famille, ainsi que le matériel nécessaire à l'exécution de sa profession¹⁹⁸. Cette disposition reprend en partie les termes de l'article 260 du Code de procédure civile¹⁹⁹ qui prévoit que : "*la part des biens mobiliers dont la saisie réduirait le débiteur saisi à la misère et à la charge de la communauté*" ne peuvent être confisqués, et exclut ainsi de la saisie certains éléments. On peut noter cependant que l'instruction n°14 protège la maison de la personne concernée et une partie de son champ, ce qui n'est pas prévu par le Code de procédure civile. Les protections sont donc plus importantes. Par ailleurs, les juridictions *Gacaca* ont le pouvoir de prononcer des saisies conservatoires²⁰⁰ pour empêcher les accusés de vendre leurs biens avant le procès. Les maisons peuvent faire l'objet de saisies conservatoires selon l'article 285 du Code de procédure civile qui dispose que : « *tout créancier ou toute personne intéressée peut former opposition entre les mains du conservateur des titres fonciers ou le secrétaire exécutif de district ou de la ville du lieu de l'immeuble afin d'empêcher la mutation de la propriété immobilière appartenant à son débiteur* » ;

Néanmoins, malgré ces protections, étant donné le contexte de grande pauvreté, les saisies peuvent faire basculer certaines personnes dans la misère. Par exemple, alors que 36,9% de la population vit dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire que le total de leurs dépenses de consommation est inférieur au coût d'un panier minimum de biens alimentaires²⁰¹, comment ces personnes peuvent-elles survivre si on saisit 1/3 de leurs aliments ? De même, 1/2 ha de champ est largement insuffisant pour faire vivre une famille rwandaise où le taux de fécondité est de 5,7 enfants par femme²⁰². Ainsi, dans une enquête à base de sondages réalisée par la CNUR en 2005, 9/10 des ménages interrogés considéraient qu'une famille ne peut pas vivre sur un domaine dont la surface est inférieure à un hectare²⁰³. Les autorités locales ont tout à fait conscience de cette difficulté et nous ont fréquemment expliqué que les indigents n'auraient pas à rembourser, que des listes des personnes les plus pauvres seraient rédigées pour qu'ils soient exemptés du remboursement, que leur situation économique serait étudiée et une solution adéquate trouvée²⁰⁴.

¹⁹⁸ On peut noter une évolution entre le premier texte distribué aux juges daté du 3 août 2006, puisque dans ce texte seul 1/2 du salaire était protégé, et il était précisé que seule "la maison d'un indigent" était protégée, ce qui était donc plus restrictif.

¹⁹⁹ Loi n°18/2004 du 20/6/2004 portant code de procédure civile, commerciale, sociale et administrative, Journal officiel de la République du Rwanda, 43^{ème} année n°spécial bis du 30 juillet 2004, tel que modifiée à ce jour

²⁰⁰ Dans ce cas, selon la note sur la procédure datée du 3 août 2007, l'accusé jouit de son patrimoine mais ne peut ni le vendre, ni le donner en gage, ni en faire donation, ni l'endommager.

²⁰¹ Les chiffres fournis dans ce rapport proviennent du rapport préliminaire publié par l'Institut National des Statistiques Rwandais, National Institute of Statistics Rwanda, *Preliminary poverty update report, Integrated living conditions survey 2005/06*, Décembre 2006, Voir <http://www.statistics.gov.rw/>

²⁰² UNDP, Human Development report 2006: *Beyond scarcity: Power, poverty and the global water crisis*, Table 5, Demographic trends, p. 299

²⁰³ Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, *Propriété de la terre et réconciliation*, juillet 2004, p.24

²⁰⁴ Rapport d'observation d'une réunion de sensibilisation, secteur Kavumu, Province du Nord, ex-Byumba, 5 mars 2007; Rapport d'entretien avec un secrétaire exécutif de cellule, 6 mai 2007; Rapport d'entretien avec un coordinateur Gacaca, 8 juin 2007 ; Entretien avec un coordinateur Gacaca, 7 mars 2006, non enregistré

Une solution alternative semble alors nécessaire afin que toutes les victimes soient remboursées et non seulement les personnes pillées par des individus aujourd'hui aisés. Pour assurer l'égalité de tous devant la loi, qui prévoit réparation, l'Etat devrait prévoir au moins dans ce cas-là une indemnisation. La même problématique se pose pour les dommages et intérêts prononcés par les juridictions classiques.

L'absence de procédure d'appel

L'article 89 de la loi *Gacaca* précise clairement que dans les cas d'infractions contre les biens toute possibilité d'appel est exclue. Cependant, dans le texte de procédure daté du 3 août 2006 il est expliqué que : *"en cas d'erreur visible, la juridiction Gacaca de la cellule qui a commis cette faute revient sur la décision. En cas d'impossibilité, l'affaire est transférée dans une autre juridiction de même compétence. Nous vous rappelons que comme tous les procès nécessitant la révision, la juridiction d'appel a aussi cette compétence."* Cette disposition peu explicite semble plus relever d'une procédure de révision que d'une procédure d'appel, et semble en contradiction avec l'article 93 de la loi *Gacaca* qui dispose que : *« seule la Juridiction Gacaca d'Appel a la compétence de réviser les jugements ainsi rendus. »*

Nous avons constaté que dans certains cas les parties qui se sentent lésées s'adressent à des autorités administratives, notamment aux coordinateurs *Gacaca*, qui demandent ensuite aux juges de réviser leur jugement. En l'absence de procédure stricte, cette ingérence dans les affaires judiciaires est un risque pour les parties qui se retrouvent dans une situation d'insécurité judiciaire, en dehors de toute base légale.

Par exemple un coordinateur *Gacaca* que nous avons rencontré en mars 2006 nous avait expliqué qu'on ne pouvait pas vraiment dire qu'il n'y avait pas de procédure d'appel, que s'il y avait des réclamations la juridiction pouvait revenir sur sa décision²⁰⁵. Selon lui, dans de tels cas les personnes insatisfaites s'adressaient à lui. Il recevait leurs réclamations, faisait une réunion avec les Intègres et si les réclamations lui semblaient fondées, il leur demandait de revoir le cas. Et dans un cas que nous avons suivi au Nord, une rescapée, insatisfaite de la valeur attribuée à ses biens, s'est adressée au coordinateur *Gacaca* au niveau du District, qui à son tour s'est adressé aux juges. Ceux-ci ont alors revalorisé les biens.²⁰⁶ On peut aussi ajouter que pendant nos entretiens de nombreuses personnes des deux parties, demandaient la création d'une instance d'appel. Les Juges, qui ont plutôt la volonté d'en finir au plus vite, ne favorisaient pas cette possibilité.

2- Les ententes supervisées par les Intègres

Des ententes ont été faites après le génocide, nous l'avons vu précédemment, puis cette dynamique a été relancée par la sensibilisation aux ententes effectuées par les juges et les autorités avec le début des jugements des infractions contre les biens par les juridictions *Gacaca* au cours de l'année 2006.

En théorie, l'une des principales caractéristiques des ententes est que le montant des remboursements est défini par une négociation, et qu'on prend donc en compte ce que la personne est capable de payer. Ce n'est pas le cas lors des jugements où les biens sont évalués à leur valeur réelle actuelle sans aucune considération quant à la situation économique de l'auteur.

²⁰⁵ Entretien avec un coordinateur *Gacaca*, 7 mars 2006, non enregistré

²⁰⁶ Rapport d'analyse, 20 mars 2007

Comme nous l'a expliqué un rescapé : *"les rescapés du génocide ajustent les remboursements en tenant compte de la capacité financière des coupables de ces infractions."*²⁰⁷ Pour les deux parties, tout en étant une forme de réconciliation dans certains cas, les ententes relèvent donc surtout d'une certaine forme de réalisme. Les pillers savent que s'ils passent en jugement ils seront condamnés à des montants très élevés, et les victimes savent qu'il est probable que les montants des biens évalués à leur valeur actuelle ne seront jamais payés.

Prenons l'exemple d'une cellule que nous avons particulièrement suivie dans le District de Kayove, ex-province de Gisenyi : dans cette cellule, 87 ententes ont été validées par les juges depuis le début du processus, pour un total de 2 123 600 FRW, soit une moyenne de 24 409 FRW par entente, ce qui est loin d'être une somme insignifiante. Mais si l'on s'intéresse aux jugements rendus dans cette même cellule entre le 24 avril 2007, date du premier jugement, et le 12 juin 2007, il y a eu 14 jugements pour un total à payer de 1 042 000 FRW, soit une moyenne de 74 428 FRW par jugement...²⁰⁸ On peut d'ailleurs noter pour être précis que concernant les ententes, 1 092 600 FRW ont déjà été restitués, soit plus de 51% tandis que dans le cas des jugements à la date du rapport 14 000 FRW avaient été restitués soit à peine plus de 1%... Il faut bien sûr prendre en compte que les ententes ont commencé avant les jugements et que dans cette cellule les juges donnent aux accusés un mois pour rembourser. Néanmoins, certains accusés ont pillé dans plusieurs endroits, sont indigents et il est évident qu'ils ne pourront rembourser... On comprend donc à la lecture de ces chiffres, l'intérêt économique que représente pour les deux parties le fait de conclure une entente.

Il est aussi intéressant de s'arrêter sur le lexique utilisé pour parler des ententes. Beaucoup de nos interlocuteurs assimilent en effet les ententes à un "pardon" car le montant des remboursements est réduit. En effet, si le montant évoqué dans le paragraphe précédent, près de 25 000 FRW en moyenne sur la cellule étudiée, semble relativement important, il ne faut pas oublier que certaines ententes portent sur des destructions de maisons ou des vols de vaches. Ainsi, dans cette même cellule dans le cadre des ententes certaines personnes se sont accordées sur la valeur de 10 000 FRW²⁰⁹ pour le vol d'une vache (estimée à près de 100 000²¹⁰ FRW par les *Gacaca* lors des procès, voire plus selon la qualité de la vache), ou de 2000²¹¹ FRW pour une chèvre (estimée à environ 10 000 FRW lors des procès).

Le "pardon" n'est donc pas une exonération pure et simple du paiement, c'est un arrangement. Plusieurs personnes d'ailleurs nous ont dit qu'elles avaient accordé le pardon aux pillers pour soulager leur conscience et que ces derniers puissent aller au paradis. L'aspect religieux semble très important dans les confessions et les demandes de pardon devant les *Gacaca*, ainsi que dans les ententes. Une femme nous a dit qu'elle avait pardonné à des personnes venues demander pardon après le jugement *"pour qu'ils aillent au ciel"*, mais qu'il n'était pas question de les exonérer du paiement. De même selon une femme qui a demandé pardon aux victimes de ses pillages : *"elle nous a dit qu'elle nous pardonnait pour que nous nous sentions apaisés qu'on puisse travailler, mais qu'il fallait qu'on paye."*²¹² Ou selon cet autre rescapé *"Compte tenu du fait qu'ils étaient venus vers moi pour me*

²⁰⁷ Entretien avec un rescapé, 15 mai 2006, n°1211

²⁰⁸ Rapport de synthèse PRI, 13 juin 2007

²⁰⁹ Environ 13 euros

²¹⁰ Environ 130 euros

²¹¹ Environ deux euros soixante

demander sincèrement pardon, je n'ai pas cherché à les fatiguer, je leur ai accordé le pardon tout en maintenant la somme à rembourser qu'ils venaient eux-mêmes de fixer." Il existe donc un en quelque sorte un pardon "religieux" et un pardon "matériel"... En effet nous avons aussi rencontré des cas de personnes qui ont accordé "les deux pardons" et ont dispensé les personnes de tout paiement ou ont juste organisé un partage autour de bières et de Fantas, comme l'explique cette femme dans l'extrait suivant :

"Dans la Juridiction Gacaca, on m'a demandé si j'étais prête à m'entendre avec ceux qui viendraient me demander pardon. (...) On peut soit s'entendre, soit continuer le procès. Je leur ai dit que je préférerais l'entente. Quand j'ai dit que je voulais m'entendre avec ceux qui ont pillé les biens pendant la nuit, sept personnes sont venues me voir. (...) C'était seulement à propos des biens, la maison exclue. A propos de la maison, personne n'est venu. A propos des biens, deux hommes se sont mis ensemble et sont venus me demander pardon. Je me suis dit qu'il y a une personne qui a emporté la fenêtre, une autre qui a emporté un gobelet, tout comme quelqu'un pouvait arriver et partir les mains vides. Je ne pouvais pas exiger à quelqu'un de rembourser cinq ou dix mille francs. Pour cela je lui ai dit que je le pardonnais. Il m'a dit : « Me pardonnes-tu comme ça ? » Je lui ai dit : « Faites ce dont vous êtes capables. » Je ne pouvais pas exiger à quelqu'un de rembourser cinq mille francs alors qu'il a emporté un objet dont la valeur ne dépasse pas mille francs. Cela m'aurait été difficile. Ces sept personnes ont choisi d'acheter du Fanta et nous avons partagé. (...) Une personne a amené deux mille francs. Je ne bois pas d'alcool. J'ai acheté du Fanta et je lui ai acheté ce qu'il pouvait boire. Nous avons partagé et je lui ai pardonné. Le lendemain, les autres sont venus et nous avons fait la même scène. Nous avons fait la même chose pour les sept personnes. Nous avons procédé à une sorte de convivialité. Jusqu'à présent je n'ai aucun problème avec eux et ils éprouvent la même chose. Je demande à chacun de faire ce que sa conscience lui demande de faire. S'ils ont pillé des habits, j'ai d'autres habits, j'ai des chaises sur lesquelles je m'assieds, j'ai également des casseroles dans lesquelles je prépare la nourriture. J'ai dit que celui qui est prêt peut venir et je lui pardonnerai.²¹³"

La réparation est donc ici de l'ordre du symbolique. C'est la démarche du pilleur afin de s'excuser qui constitue la réparation, non de l'argent ou des biens matériels.

L'extrait de témoignage suivant, recueilli auprès d'un rescapé, est particulièrement intéressant car tous les aspects des ententes que nous venons d'aborder apparaissent, notamment le pardon, la réconciliation et le réalisme économique :

"Il est à remarquer d'abord qu'avec la dévaluation monétaire de ces jours, les prix des biens qu'ils ont endommagés ont flambé considérablement. C'est dans ce cadre que par exemple, si tel prévenu a démoli ma maison, on ne peut pas lui exiger de la construire parce qu'il en serait incapable. De ce fait, comme je le leur accorde le pardon, on examine ensemble la manière de diminuer la valeur des objets qu'ils ont endommagés sans aucune référence aux valeurs actuelles car avec ces dernières ils ne seraient pas en mesure de les rembourser ! Et dans ce cas, ce ne serait pas le pardon ! C'est pour cela que j'examine la façon de lui accorder le pardon sans pour autant les rendre pauvres, car dans ce cas demain ou après les concernés voleraient ou s'adonneraient à d'autres actions ignobles pour pouvoir rembourser la victime.²¹⁴"

²¹² Entretien avec quatre femmes devant rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

²¹³ Entretien avec une rescapée, 7 mars 2007, n°1523-1524

²¹⁴ Entretien avec un rescapé, 15 mai 2006, n°1211

Les ententes ont donc permis de trouver une solution aux litiges dans de nombreux cas et peuvent être un moyen extrajudiciaire pertinent pour régler les tensions issues des pillages, en permettant aux deux parties de se mettre d'accord et d'avoir un rôle actif dans le règlement de leur conflit. Le fait pour les parties d'être à l'initiative de l'accord et de participer à la définition de ses modalités, permet de l'accepter plus facilement.

Cependant, dans la pratique nous avons constaté de nombreux cas où les juges font une confusion entre ententes et jugements, et où des séances qualifiées comme "ententes" par les juges, sont effectuées selon une procédure très proche de celle des jugements. D'abord, dans de nombreux cas le rôle des juges ne se limite pas à la sensibilisation et la validation. Ainsi, dans un entretien que nous avons eu dans l'ex-province de Cyangugu avec un *Inyangamugayo*²¹⁵, membre d'un siège qui n'avait pas reçu les manuels du SNJG et se basait sur des formations orales, celui-ci nous a expliqué que les juges passaient chez les accusés pour leur proposer des ententes et organisaient ensuite la négociation sur le montant à rembourser en assemblée générale. Dans une « pseudo entente » que nous avons observée dans l'ex-province de Byumba, les juges ont eux-mêmes fixé le montant et il ressort de l'ensemble de nos entretiens et observations que cette pratique est courante.

Lors d'une séance en assemblée générale que nous avons observée, qualifiée d'entente selon les juges, mais qui se rapproche davantage du procès au regard de son déroulement, l'un des juges membre du Siège nous a expliqué ce qui suit :

"Au départ, elle apparaît comme un procès. Parce que nous avons convoqué les parties. En cas d'entente, l'auteur du dommage approche la victime pour s'entendre afin de venir nous voir ensuite pour la validation. Comme personne n'avait cette volonté, nous les avons tous convoqués pour leur demander s'ils pouvaient conclure les ententes. Finalement, ils ont tous accepté même la victime. C'est la raison pour laquelle nous sommes intervenus, pour leur faciliter la tâche. Nous avons déterminé le montant que chacun devait payer et nous avons fait un écrit le constatant. C'était plus une entente qu'un procès. (...)Même si nous avons fait de la sorte, nous avons fait semblant de conclure les ententes."²¹⁶

"Pour compléter mon camarade, si on avait voulu engager ce procès, on aurait dû investir beaucoup de temps. Les peines aussi auraient dû être doublées. Ce cas est totalement différent du procès."²¹⁷

En fait, il nous a semblé que souvent dans l'esprit des juges, la différence entre une "entente" et un jugement était surtout le montant attribué au remboursement.

Suite à cette "entente" à Byumba, nous avons rencontré les deux parties : la victime rescapée était insatisfaite car le montant décidé par les juges lui semblait insuffisant, certains accusés l'étaient aussi car ils se disaient innocents ou trouvaient le montant trop élevé...Le terme d'"entente" n'est-il pas alors abusif pour décrire de tels cas ? Les "ententes parfaites" pour reprendre un terme utilisé dans l'instruction n°14 existent, et même si de nombreux aspects tels que la pression des autorités, le statut social des parties qui a une forte influence, et le besoin rapide d'argent entrent en compte, et non seulement la volonté de réconciliation, ces ententes semblent effectivement encourageantes et intéressantes sur le plan de la cohabitation pacifique. En revanche, il serait

²¹⁵ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 7 mars 2007, n°1520

²¹⁶ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

²¹⁷ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

selon nous abusif de mettre en avant un pourcentage d'ententes élevé comme signe de réconciliation, dans la mesure où de nombreuses ententes n'en sont pas vraiment...

En outre, souvent les ententes sont effectuées sous la pression de la peur du procès. Comme lors des procès les remboursements atteignent des montants plus élevés que lors des ententes, et que le débat contradictoire n'est pas souvent respecté²¹⁸, cela peut aboutir à ce que les parties acceptent des ententes en étant insatisfaites, par peur du procès, même dans des cas où les personnes se disent innocentes des pillages dont on les accuse.

C'est ainsi qu'un homme nous a expliqué que, bien qu'étant innocent il avait préféré accepter une entente pour ne pas avoir à payer plus lors du procès :

"C'est au mois de juin que les informations selon lesquelles j'ai participé au pillage des biens de ces victimes ont été données. En réalité, je ne suis jamais allé chez eux. Dernièrement, on m'a convoqué devant la Gacaca. En principe, si tu es accusé par trois personnes, tu dois accepter ta culpabilité. J'ai été accusé par plus de trois personnes, (...) finalement, j'ai plaidé coupable parce qu'il était difficile de les convaincre. (...) Pour éviter des problèmes, j'ai directement accepté la réconciliation."²¹⁹

En effet, comme l'explique un juge dans l'extrait suivant, le refus de l'entente est considéré comme un manque de volonté de se réconcilier, qu'il faut donc punir sévèrement, l'idée qu'il puisse s'agir d'une fausse accusation ne semble pas être retenue par ce juge :

"En ce qui concerne les procès, ils sont engagés contre les auteurs des infractions contre les biens qui n'ont pas voulu se réconcilier avec les victimes. Quand celui qui a approché la victime pour arriver à transiger est taxé de 5000FRW, l'autre est sanctionné par le double. (...) Les gens qui ne veulent pas se réconcilier avec les victimes sont sévèrement punis. Nous donnons la valeur aux biens qui ont été pillés ou endommagés, on retranche la valeur qu'on a restituée et les gens qui ont opté pour les procès payent la différence. Tu comprends que les gens qui veulent engager les procès se compliquent davantage la vie."²²⁰

Cette présomption de culpabilité est inquiétante, le fait de ne pas avouer est ici considéré par un juge comme un rejet de toute volonté de réconciliation. Les accusations ne sont pas remises en question. Il semble donc difficile de se défendre au niveau des jugements des cellules, comme nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

Parfois les rescapés eux aussi préfèrent éviter les procès, pour ne pas se créer des conflits avec le voisinage, comme cette vieille femme qui a été blessée, a perdu la majorité de sa famille et a trouvé sa maison détruite après trois ans et demi d'exil car elle avait trop peur de rentrer au pays, *"je n'ai pas voulu porter cette affaire devant les juridictions parce que cela attirerait les conflits"*²²¹

Si les ententes peuvent dans certains cas entraîner un rapprochement entre les rescapés et les anciens pilleurs, de nombreux facteurs sont à l'origine de la décision d'accepter une entente et non seulement la volonté de se réconcilier. Les ententes peuvent elles aussi engendrer des frustrations et des insatisfactions.

²¹⁸ cf. infra.

²¹⁹ Entretien PRI avec une personne qui doit rembourser, 20 février 2007, n°1507

²²⁰ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

²²¹ Entretien avec une rescapée, 20 septembre 2006, n°1403

3- Le déplacement de la responsabilité : la question des "successeurs" et des exploitants des biens

Selon les différents textes relatifs aux jugements des infractions contre les biens, il apparaît qu'en cas de décès de l'accusé ce sont ses successeurs, c'est-à-dire les personnes qui ont hérité de ses biens qui doivent rembourser. Comme le précise le texte du 3 août 2006, *"En cas de décès, le successeur doit répondre aux actes du de cuius."* Or, cette situation est extrêmement répandue d'après nos observations, confirmées d'ailleurs par les chiffres du SNJG²²²: sur 818 564 personnes accusées suite à la phase de collecte, toutes catégories confondues, dont 308 738 de catégorie 3, plus de 120 000 personnes seraient soit mortes soit en exil. Si ces personnes ont commis des infractions contre les biens, cela veut dire que la charge du remboursement va peser sur leur famille.

En outre, dans la pratique il apparaît qu'en l'absence de l'auteur pour d'autres causes que le décès, la charge du remboursement pèse sur les membres de la famille exploitant ses biens, c'est notamment le cas des personnes accusées qui sont à l'étranger ou en prison.

Cette situation engendre de nombreuses difficultés, notamment l'absence de débat contradictoire, et la création de conflits familiaux. Pour illustrer les problèmes que cette situation engendre, nous allons insister sur une catégorie d'individus particulièrement touchée par ce problème : les femmes des pillleurs.

Les conflits familiaux

D'abord, dans de nombreux cas les personnes concernées ne trouvent pas acceptable de devoir payer pour leur proche, car elles considèrent qu'elles ne sont pas responsables de ses actes. Elles se rejettent alors parfois cette charge au sein de la même famille. Prenons un exemple : en zone rurale, selon la tradition, la base de la richesse des individus est la terre héritée des parents, qui décident de la division de leurs parcelles entre leurs enfants avant même leur décès et organisent des cérémonies de partage, et des cérémonies où un nouveau chef de famille est nommé. Chaque enfant connaît ainsi la parcelle qu'il héritera au décès des parents, ou à leur mariage. Si les enfants doivent rembourser pour les pillages commis par le père décédé, comment décider qui va devoir vendre sa parcelle pour rembourser ?

Dans un procès que nous avons suivi, un homme protestait du fait qu'il était condamné à rembourser les pillages commis par son frère qui n'est jamais revenu de l'exil. Selon lui, c'était à la femme de son frère de rembourser et évidemment dans de nombreux cas, cette situation conflictuelle au sein des familles apparaît. En outre, dans cette affaire les biens laissés par le pillleur étaient insuffisants pour le remboursement :

"Mon grand frère, quand il a fait cet acte, il était marié. Moi j'étais petit. Je vivais encore chez mes parents. On m'a convoqué et je me suis présenté. J'ai expliqué que ce n'est pas moi qui devais dédommager à sa place. (...) C'est sa femme qui a hérité de ses biens."

²²² Ces chiffres présentés aux bailleurs et partenaires de la société civile lors d'une réunion le 13 mars 2007 sur le bilan de la phase de collecte sont disponibles sur le site du SNJG, www.inkiko-gacaca.gov.rw

Dans une autre affaire, les trois femmes d'un même homme emprisonné à Gisenyi, étaient en désaccord sur le fait de savoir à qui incombait la charge du remboursement de la destruction d'une maison par leur mari. Elles se disputaient pour savoir qui d'entre elles devait payer la destruction de cette maison, chacune soutenant qu'elle n'avait pas bénéficié de ces pillages, que c'était les autres femmes qui exploitaient les biens du mari, l'une accusant l'autre d'avoir participé aux pillages²²³...Lors de "l'entente" menée par les juges, deux d'entre elles avaient donc refusé d'apposer leur signature sur le procès-verbal.

L'absence de débat contradictoire

En outre, s'il est un constat qui ressort de nos observations de séances *Gacaca* au niveau des cellules, c'est qu'il y a très peu de discussions sur la culpabilité des personnes accusées. L'une des principales raisons est l'absence de ces accusés dans de nombreux cas. Ils sont représentés par leurs successeurs, leurs femmes, leurs enfants, ceux qui exploitent leurs biens, qui ne savent pas forcément ce que leur proche a fait pendant le génocide. Les auteurs en effet, sont souvent emprisonnés et le Service National des Prisons (SNP) manque de moyens pour les déplacer, d'autres sont morts, ou disparus.

Même s'il apparaît que des discussions et débats animés, voire conflictuels, existent au niveau des cellules, ils portent surtout sur l'évaluation du montant à rembourser, sur le nombre précis de biens pillés, mais rarement sur la culpabilité des accusés. Il faut savoir que les juridictions rentrent dans les détails des biens : s'il est relativement aisé de se souvenir combien de vaches telle personne possédait avant le génocide ou en quels matériaux sa maison était construite, c'est plus compliqué lorsqu'on en arrive à la définition du nombre exact de tuiles, de chaises, de poules, de casseroles, d'assiettes, de fourchettes, de sacs de haricots, de seaux, de vêtements, de nattes ou de bassines qui auraient été volées...

Il est vrai que vu le contexte de grande pauvreté les rwandais ont de manière générale peu de biens. Néanmoins, 13 ans après les faits les listes établies par les rescapés lors de la phase de collecte sont, sauf sur les biens de valeur, très difficiles à contester. D'ailleurs, lors des séances que nous avons observées où les listes étaient remises en cause, car cela arrive dans certains cas, les arguments avancés étaient souvent flous, même parfois sur les biens de valeur et relevaient plus de la conviction personnelle ("je me souviens que vous étiez pauvres, il n'est pas possible que vous ayez possédé 5 vaches")²²⁴ que du souvenir précis ("je me souviens que vous aviez deux vaches et non 5").

Dans de nombreux entretiens, des habitants se sont plaints que les listes étaient parfois exagérées mais qu'il était très difficile de les contester:

"En général, ceux qui exigent le remboursement réclament un excédent. Ils réclament le remboursement de biens qu'ils n'ont jamais possédés. Une personne dont la maison avait trente tôles réclame une maison de trois cent tôles. C'est un problème. (...) Les gens deviennent les victimes de l'injustice. Comme tu le sais, « toute vérité n'est pas bonne à dire ». Celui qui aurait l'intention de

²²³ Entretien avec la première femme d'un accusé, 2 novembre 2006, n°1450-1451; Entretien avec la deuxième femme d'un accusé, 2 novembre 2006, n°1450; Entretien avec la troisième femme d'un accusé, 2 novembre 2006, n°1451

²²⁴ C'est un cas que nous avons directement observé.

faire des commentaires en subirait des conséquences fâcheuses. Le plus souvent, les rescapés disent tout ce qu'ils veulent, par chance on parvient à les démentir.²²⁵"

"A titre d'illustration il y a un rescapé du génocide qui a fait enregistrer qu'il possédait un dictionnaire de 150 000 FRW alors qu'il était un simple habitant et que ses enfants n'étudiaient pas. D'ailleurs, dans ce temps, personne ne possédait de dictionnaire dans cette région. C'est dans le même ordre d'idée que le rescapé qui avait deux assiettes déclare en avoir perdu huit, celui qui avait deux poules déclare en avoir perdu dix et cela nous cause un grand problème quant au remboursement! Déjà que les habitants ne possèdent pas suffisamment de biens pour rembourser alors en plus s'il y a des surestimations!²²⁶"

Même pour les rescapés il n'est pas évident de se souvenir exactement de tout. D'ailleurs, l'une d'entre elle nous a expliqué que même s'il était difficile d'oublier quelque chose qu'on a possédé, le traumatisme subi avait rendu ses souvenirs flous et qu'il n'était pas facile de tout se remémorer. Elle avait donc dû demander l'aide de ses voisins pour établir sa liste²²⁷.

Il est aussi évident que les conflits issus des accusations de meurtre ont des répercussions sur les jugements des cas de pillage. C'est ainsi que suite à une séance *Gacaca* très animée où un échange verbal violent a eu lieu entre une rescapée et des membres de la population au sujet du nombre de vaches qui lui avait été pillé, nous avons découvert que la personne qui contestait la liste des biens de la rescapée avait été dénoncée par cette dernière comme membre de l'attaque qui avait tué sa grand-mère²²⁸.

Il n'en demeure pas moins que les personnes accusées n'ont pas les moyens de se défendre. Les phrases suivantes ont été prononcées par des juges qui affirment que de toute façon on ne peut pas savoir qui est coupable ou innocent :

"On ne peut pas différencier celui qui est accusé injustement et celui qui a commis l'infraction.²²⁹"

"De toutes les façons, certaines personnes veulent camoufler leur part dans ces infractions. Il est difficile de réaliser s'ils sont coupables ou pas.²³⁰"

Cette absence de débat contradictoire est due à tous les éléments que nous avons présentés en première partie, touchant à la complexité des faits, mais aussi à une autre raison essentielle : le fait que souvent les accusés ne sont pas là pour se défendre et sont représentés par des membres de leurs familles. Dans le cas des personnes toujours en exil ou décédées, cette situation peut se comprendre, mais on constate aussi que les détenus ou les "tigistes" accusés d'infractions contre les biens sont très rarement présents au niveau des cellules. Le débat contradictoire est donc de ce fait impossible, quels que soient les efforts des juges en ce sens, puisque la plupart du temps les personnes qui représentent les accusés ne savent pas exactement ce que l'accusé a fait. Cette situation est due d'une part, à un manque de moyens des juridictions qui ne peuvent faire venir

²²⁵ Entretien PRI avec des habitants, 7 mars 2007, n°1523

²²⁶ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 20 septembre 2006, n°1404

²²⁷ Entretien avec deux rescapées, 14 février 2007, n°1497

²²⁸ Rapport d'observation d'une juridiction *Gacaca* de cellule, 13 février 2007, et Entretien avec deux rescapées, 14 février 2007, n°1497

²²⁹ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

²³⁰ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

les accusés et d'autre part, au fait que les infractions contre les biens sont rarement jugées au niveau des secteurs qui se concentrent sur les meurtres ou se contentent souvent de juger les destructions que les accusés avouent.

En conséquence, la plupart des accusations pour pillages et destructions sont faites au niveau de la cellule et le débat est faussé en l'absence de l'accusé, comme l'expliquait cet homme qui devait²³¹ rembourser pour son frère accusé d'avoir pillé des vaches et qui s'exclamait *"Mon problème est que je ne peux pas connaître les accusations portées contre lui!"*²³²

Cet autre homme, dont le fils emprisonné pour sa participation au génocide a été accusé par une femme d'avoir volé du bois de chauffage mais proteste en disant qu'il n'a jamais vu ce bois de chauffage. Lui aussi insiste sur le fait qu'il est injuste de condamner une personne sans qu'elle ait pu s'expliquer:

"Je lui [au juge] ai demandé comment on pouvait prononcer son jugement alors qu'il n'avait pas comparu. Il m'a dit qu'on n'était pas obligé de comparaître du fait qu'il n'est pas permis d'interjeter l'appel, disant qu'on ne pouvait rien y changer. J'ai dit que je ne pouvais pas rembourser à sa place alors qu'il n'avait même pas comparu. Je leur ai demandé de l'amener afin qu'il puisse comparaître, qu'il perde ou qu'il gagne le procès. Il m'a dit que je ne devais rien dire du fait que je ne pouvais rien y changer. Je n'ai rien dit. D'habitude je ne parlais pas beaucoup. Je l'ai laissé. Ensuite, il m'a demandé de me lever et il a dit que j'étais condamnée à rembourser quarante-deux mille sept cent avec des ajouts en disant que je devais rembourser comme les autres. (...) J'ai continué en lui demandant comment je devais rembourser alors que l'accusé n'avait pas comparu afin de se défendre. Comment devais-je rembourser ces milliers de francs alors que je n'avais pas vu ce bois de chauffage ? Il a répondu que je ne pouvais rien changer à la décision prise. Je lui ai dit : « Mais parmi tous ceux qui sont allés détruire la maison de M, personne ne dénonce N. [son fils]. Est-ce qu'il s'y est rendu accompagné seulement de sa tante maternelle ? Les autres ne l'auraient-ils pas vu monter en transportant du bois de chauffage ? » Il a dit que je ne pouvais rien y changer. Je ne savais pas quoi faire. Je l'ai rejoint [son fils] à Nsinda pour le lui dire. Il m'a dit qu'on devait l'attendre pour qu'il vienne s'expliquer. On nous a dit que nous devons avoir remboursé avant la fin du mois de mai. C'est un grand problème pour moi mais je ne peux rien faire."²³³

Cet homme qui doit payer pour son fils emprisonné, refuse de le faire tant que son fils n'a pas comparu et il craint désormais une exécution forcée du jugement. Ces situations ont un impact négatif sur le processus de réconciliation dans la mesure où les remboursements prononcés sont considérés comme injustes et ne sont pas acceptés, ou payés à contrecœur ce qui suscite de la rancœur envers les parties payées.

Il ressort de l'ensemble de nos observations que de tels cas sont fréquents et il est donc très difficile de se défendre dans les procès de catégorie 3. D'ailleurs, cela semble difficile même lorsque les accusés sont présents comme le démontrent ces différents témoignages :

"A propos des infractions contre les biens, je ne vois pas le gens qui se défendent. On appelle dix personnes qui se mettent devant le Siège et on prononce le jugement sans qu'ils ne plaident."²³⁴

²³¹ Nous utilisons ici le passé car cet homme, qui n'avait hérité aucun bien de son frère, a été exonéré de paiement suite à ses explications devant le Siège.

²³² Entretien avec un habitant devant rembourser, 14 février 2006, n°1498

²³³ Entretien avec trois hommes condamnés à rembourser, 7 février 2007, n°1485-1486

"On nous a d'abord informé que nous allions comparaître en groupes et qu'on allait obliger à tous les accusés à se tenir devant le public pour lire leurs dossiers. Cette journée, on a obligé tous les accusés qui étions présents de nous tenir debout et on nous a dit qu'on voulait que les jugements se terminent vite en disant qu'ils ne voulaient rien qui puisse retarder les jugements. Donc nous n'avions pas l'occasion de donner des explications détaillées. On lisait le dossier de chacun en empêchant ceux qui étaient accusés d'avoir pillé de s'expliquer. On nous disait que nous devions rembourser en disant qu'on n'interjette pas d'appel pour cette infraction. Celui qui était accusé n'avait qu'à rembourser."²³⁵

Les entretiens précédents montrent qu'il semble exister chez certains juges qui ne maîtrisent pas toujours les notions juridiques, même les plus basiques, une confusion inquiétante entre le fait de ne pas pouvoir faire appel et le fait de pouvoir se défendre en premier et dernier ressort. Pour ces juges, la défense est réservée à la procédure d'appel.

Ces difficultés à se défendre nuisent aux procès concernant les infractions contre les biens, d'autant plus qu'un phénomène spécifique aux jugements de catégorie 3 peut être la source de fausses accusations. Lorsqu'une maison a été entièrement pillée, il est très difficile d'identifier précisément qui a pris quoi. En conséquence, le montant total de la maison et des biens, estimé par les juges après débat en assemblée générale, est divisé entre les accusés. Il est donc avantageux financièrement pour les accusés d'impliquer dans le pillage le plus grand nombre de personnes possible afin que la somme à payer soit minime.

Dans le témoignage suivant par exemple, un homme explique qu'il a été accusé parce qu'il avait de l'argent et pouvait aider les destructeurs d'une maison à payer :

"Du fait que je vends des vivres ici au marché et que la famille de la victime était riche, les auteurs m'accusent injustement pour que je les aide à réparer leur dommage. (...) Si tu plaides non coupable, tous les auteurs se réunissent pour convaincre la juridiction que tu étais parmi eux. Si tu engages les discussions on te taxe le double. On accepte donc de rembourser en même temps que les autres au lieu d'engager des discussions.(...) Comme j'avais de l'expérience j'ai constaté que les auteurs de ces infractions contre les biens voulaient accuser les gens injustement dans le but de partager la responsabilité."²³⁶

Bien souvent comme la population se tait, il est difficile de savoir qui a vraiment participé au pillage :

"Pour le compléter, en particulier dans notre cellule, les habitants qui étaient sur place lors du génocide ont gardé le silence. Celui qui est accusé injustement devrait être déchargé par les mêmes personnes qui étaient dans la cellule pendant cette période ainsi que les auteurs du dommage qui a été enregistré. Le problème est que personne ne parle dans ce sens. Comme ça, celui qui accuse profite de ce silence. En tant que juges, nous essayons d'être impartiaux. Si une personne est condamnée injustement, c'est la faute de la population qui garde le silence sur l'événement vécu."²³⁷

²³⁴ Entretien avec trois hommes condamnés à rembourser, 7 février 2007, n°1485-1486

²³⁵ Entretien avec trois hommes condamnés à rembourser, 7 février 2007, n°1485-1486

²³⁶ Entretien PRI avec une personne qui doit rembourser, 20 février 2007, n°1507

²³⁷ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

Une rescapée du génocide nous a expliqué que les gens de sa localité avaient été saisis par ce qu'elle a appelé "le syndrome *Ceceka*²³⁸" car ils ne dénonçaient pas les personnes qui avaient commis les infractions contre les biens.

Selon certains de nos interlocuteurs, ce silence naît de la peur d'être accusé, d'une part parce que beaucoup de gens ont participé aux pillages et d'autre part parce qu'il est facile d'être accusé à tort :

*"En fait, presque tout le monde sur la colline a eu une part dans ces actes. Celui qui n'a pas pris la maison a pris du bois pour se chauffer. C'est pourquoi personne n'accuse son voisin parce que tout le monde a peur d'être accusé."*²³⁹

Dans l'extrait d'entretien suivant, une femme condamnée à rembourser rapporte que les juges lui ont expliqué que si la personne accusée de pillages était innocente mais incapable de dénoncer les vrais auteurs, elle devait s'acquitter du remboursement :

*"Oui, il y a des gens qui l'ont fait [témoigner à décharge]. Ils ont fait savoir que je ne me suis rendue nulle part. Mais, d'après l'instruction si la personne qui est accusée d'infractions dont elle est innocente mais qui la classe dans la troisième catégorie ne dénonce pas les gens qui les ont réellement faites il faut qu'elle rembourse. Je n'ai pas pu m'opposer à la décision de la Juridiction Gacaca puisque je n'ai pas dénoncé ceux qui ont fait les infractions qu'on me reprochait d'autant plus que je n'ai pas vu les personnes qui les ont faites."*²⁴⁰

*"Le problème qui se rencontre dans le jugement des infractions contre les biens c'est que quand on accuse une personne innocente d'avoir pillé tel ou tel bien et qu'elle ne dénonce pas celui ou celle qui l'a fait puisqu'elle ne l'a pas vu faire, c'est elle qui paie malgré tout. En plus, on lui demande le montant d'argent qu'elle n'a jamais possédé."*²⁴¹

La femme citée dans l'extrait suivant a dû rembourser pour son frère décédé la somme de 42 765FRW²⁴² pour une maison dont il avait participé à la destruction en volant des tôles. Elle a vendu le champ de son frère pour rembourser et nous explique :

"Au commencement de ces jugements en rapport avec des infractions contre les biens, on nous a dit que les concernés ne pourront ni revendiquer ni interjeter l'appel. On nous disait que le concerné n'avait qu'à accepter et à rembourser immédiatement. On a lu la liste de ceux qui avaient endommagé les biens de la victime et celui qui représentait un accusé qui n'était pas là restituait à sa place. Mon frère était mort. Après l'assemblée de la Gacaca, j'ai dit au président de la juridiction que je n'avais entendu aucune accusation portée contre mon frère en voulant savoir pourquoi on l'avait mis sur la liste alors qu'il ne pouvait pas venir se défendre du fait qu'il était mort. Il m'a répondu qu'on n'avait pas à se plaindre ni interjeter l'appel, que nous devions accepter de rembourser. Alors nous avons accepté de rembourser. Tous les concernés ont accepté de rembourser pour que la loi soit appliquée, dit-on. Nous avons cherché comment rembourser cet argent et on nous

²³⁸ Cela signifie *tais-toi* en kinyarwanda.

²³⁹ Entretien PRI avec un *Inyangamugayo*, 20 février 2007, n°1507

²⁴⁰ Entretien avec quatre femmes devant rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

²⁴¹ Entretien avec quatre femmes devant rembourser, 7 février 2007, n°1486-1487

²⁴² Environ 57 euros

disait que la date limite est le 1 mai. Nous avons fait un effort et après avoir trouvé cet argent, nous avons remboursé. (...) Le problème que j'ai c'est que l'accusé est mort, qu'on dit qu'il a commis telles infractions alors qu'il n'y a pas de témoins à charge et que l'accusé n'est pas là pour se défendre. Au contraire, on exige à celui qui représente l'accusé de restituer à sa place en vendant le champ de l'accusé. C'est ce qu'on nous a dit. On a ajouté qu'avec le mois de mars, on aura rendu tous les jugements. Après ce mois, c'est l'Etat qui va nous poursuivre. On nous a aussi dit que le génocide est un crime imprescriptible et qu'on devra rembourser coûte que coûte. Nous avons tout de suite cherché comment vendre son champ et nous avons remboursé. Personne d'autre n'a posé de question quand le président de la Juridiction Gacaca de cellule nous a dit que nous étions obligées de rembourser sans chercher à nous défendre. Quand je demandais à ceux qui ont pillé des biens dans ce ménage s'ils y avaient vu mon frère, ils disaient qu'ils ne l'ont pas vu. Il n'y avait aucun témoin à charge pourtant je n'ai trouvé personne à qui demander pourquoi il devait rembourser. Nous avons opté de rembourser immédiatement.²⁴³"

Rappelons que l'appel est effectivement impossible lors des jugements de catégorie 3 mais que certaines personnes, en fonction de leur statut social ou économique, parviennent à faire intervenir certaines autorités pour que le jugement soit revu.

En outre, contrairement aux juridictions *Gacaca* de secteur où de nombreux procès ont pour base les aveux des accusés, ce n'est pas le cas pour les infractions de catégorie 3 puisque les aveux (sauf à considérer que l'entente où les montants sont effectivement moins importants représente une forme d'aveu), n'entraînent aucune diminution de peine :

"Les personnes qui demandent pardon pour avoir commis des pillages, ce sont celles qui ont pillé des biens de faible valeur. On note les haricots, récoltés dans les champs; les patates, déterrées dans le champ...Ce sont donc des gens qui ont pillé des tel biens qui demandent pardon. Mais la personne qui est entrée dans la maison d'autrui et s'est emparée des biens qu'elle a trouvés dedans, elle ne se montre pas. En fait les gens qui ont pillé des biens de grande valeur, entre autres les vaches, ou ceux qui ont par exemple détruit des maisons, ne se sont pas encore faits remarquer jusqu'à aujourd'hui.(...)"

La difficulté qui se pose au sujet des catégories 3 est donc l'absence de débat contradictoire, d'où la possibilité que des personnes soient condamnées à tort. Et comme les exemples précédents nous l'ont montré, la compréhension et l'interprétation par les juges de la loi sont elles aussi problématiques. Il semble que les formations organisées par le SNJG soient insuffisantes.

Le poids des remboursements sur les catégories vulnérables²⁴⁴: l'exemple des ménages dirigés par des femmes ou des enfants

Cette impossibilité de se défendre pour des faits dont elles n'ont pas connaissance touche particulièrement les femmes des pilleurs, qui sont bien souvent chef de famille car leurs maris sont morts ou en exil ou encore en prison. Or, si la pauvreté touche une grande partie de la population, il est une catégorie d'individus particulièrement démunie et en outre, particulièrement touchée par le poids des remboursements qui aggrave leur situation, sur laquelle nous souhaitons insister : ce sont les ménages dirigés par des femmes²⁴⁵. Nous allons voir en effet que, si il existe

²⁴³ Entretien avec une femme qui a remboursé, 14 février 2006, n°1498

²⁴⁴ Les ménages dirigés par des femmes tout comme ceux dirigés par des mineurs sont considérés comme 'vulnérables' par l'Institut national des Statistiques rwandaises et le MINALOC

un argument sur le plan juridique pour faire payer les femmes qui ont hérité²⁴⁶ de leur mari, où celles qui exploitent en son absence leurs biens commun, sur le plan socio-économique les conséquences d'une telle mesure sont désastreuses.

Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement nombreux au Rwanda, conséquence logique de la guerre et du génocide, puis des emprisonnements massifs des participants et présumés participants au génocide. Selon des chiffres publiés par l'Institut National des Statistiques, 42,1% des ménages rwandais sont dirigés par des femmes, ce qui est un chiffre très important. 18,7% des ménages rwandais sont dirigés par des veuves, le reste (soit 23,4% de la population) étant donc composé de ménages dirigés par des mères célibataires, des femmes dont les maris sont en exil et surtout de femmes dont les maris sont emprisonnés.

Ces foyers dirigés par des femmes, privées de la force de travail de leur mari, ce qui représente une perte économique importante pour des ménages vivant essentiellement de l'agriculture, sont donc logiquement plus pauvres que les autres : 60,05% des ménages dirigés par des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui est donc un chiffre supérieur au taux national de pauvreté (56,9%). D'ailleurs les ménages dirigés par des femmes, comme ceux dirigés par des enfants, sont considérés comme des groupes vulnérables selon l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages publiée par l'Institut National des Statistiques en décembre 2006, ainsi que par le Minaloc²⁴⁷.

Or, dans de très nombreux cas que nous avons observés, des femmes seules doivent rembourser pour les pillages commis par leurs maris. En effet, quand les paiements sont prononcés au niveau du secteur, en parallèle à des peines de prison pour leurs maris qui ont à la fois commis des infractions contre les personnes et contre les biens²⁴⁸, l'exécution du jugement et le remboursement pèse alors sur les familles, le plus souvent les femmes. Elles sont donc contraintes d'assurer l'exécution du jugement et de rembourser les pillages commis par ces derniers et doivent souvent vendre leurs biens, notamment les terres ou le bétail, grâce auxquelles elles vivent et font vivre leurs enfants. Cette terre est le plus souvent l'unique moyen de subsistance de la famille. Et si pendant longtemps l'exécution des remboursements prononcés au niveau du secteur n'était pas suivie par les autorités locales, avec le début des jugements au niveau des cellules les autorités de cellule commencent à réclamer les paiements.

Cette situation se retrouve également au niveau des jugements de cellule lorsque l'accusé est en détention, disparu ou décédé : ce sont alors les femmes ou d'autres membres de la famille qui les représentent et assurent l'exécution du remboursement. Dans ce cas, la situation est encore plus complexe car si comme on l'a vu certaines femmes ont participé aux pillages, il arrive aussi

²⁴⁵ Ainsi que ceux dirigés par des enfants, c'est-à-dire des individus âgés de moins de 21 ans, qui selon la même étude forment 0,7% des ménages rwandais.

²⁴⁶ Les femmes ont depuis le génocide acquis des droits en matière d'héritage, ce qui n'était pas le cas en 1994. Le Code de la famille précisait alors que les femmes ne pouvaient pas hériter de leurs époux ni de leurs parents. Cependant le génocide a engendré un nombre important de ménages dirigés par des veuves et la législation a dû s'adapter à la réalité sociale du pays. Le Parlement a donc voté la Loi n° 22/99 du 12/11/99 complétant le livre premier du code civil et instituant la cinquième partie relative aux régimes matrimoniaux, aux libéralités et aux successions. Désormais les hommes et les femmes ont les mêmes droits que les hommes sur le patrimoine de leurs familles d'origine et sur le patrimoine conjugal.

²⁴⁷ Institut National des Statistiques Rwandais, National Institute of Statistics Rwanda, *Preliminary poverty update report, Integrated living conditions survey 2005/06*, Décembre 2006,

²⁴⁸ Ce qui est un cas répandu

fréquemment qu'elles ne soient même pas au courant des pillages de leurs maris et n'en ont pas bénéficié. En effet, comme mentionné précédemment, les leaders des tueries s'appropriaient les biens en fonction d'une certaine hiérarchie et les petits pilliers recevaient souvent en échange de leurs vols des biens de consommation immédiate, comme la viande et l'alcool. Par conséquent, il est difficile pour ces femmes, de répondre de faits dont elles n'ont pas connaissance. Le témoignage de cette femme, qui a remboursé pour les pillages de son mari avant la mise en place des juridictions *Gacaca* alors que celui-ci était en prison, illustre la difficulté de ces situations :

"Je ne saurai te dire les personnes qui ont fixé les valeurs des biens endommagés puisqu'à ce moment je n'étais pas présente. C'est ainsi que j'ai consenti à restituer des valeurs déjà fixées : huit, dix mille etc. Tout ce que je sais, c'est que le conseiller de l'époque, actuellement responsable, m'a révélé les valeurs que je devais restituer. Il me demandait également de participer aux réunions ad hoc afin de suivre les directives concernant la restitution des dégâts perpétrés lors du génocide. Ainsi j'apposais ma signature sur les pièces de remboursement que mon mari n'avait pas signées. En effet comme mon mari n'était pas mon bébé que je portais sur mon dos afin de savoir exactement ses exactions, j'ai décidé de me comporter de la sorte afin d'entretenir de bonnes relations avec les victimes. (...) Toute victime qui se plaignait que mon mari a commis des dégâts contre ses biens, j'acquiesçais puisque je n'ai pas pu suivre les mouvements de mon mari lors du génocide."²⁴⁹

Cette femme a donc accepté de rembourser sans savoir si les accusations étaient fondées ou non. C'est aussi ce qu'explique cette autre femme dont le mari a été condamné par la juridiction *Gacaca* de son secteur et qui n'a eu connaissance de ce remboursement à effectuer que lorsqu'elle a été convoquée par les autorités de la cellule. Ses biens ont été saisis par la suite. Selon son témoignage, elle n'a pas connaissance des biens volés par son mari et n'en a pas profité :

"C'était noté que je devais payer trois cents quarante mille francs contre les biens de N. « Je ne suis pas en mesure de trouver trois cents quarante mille francs. », j'ai dit. « De quels biens s'est-il emparé? » ai-je demandé. « C'est quatre vaches et un poste de radio. » m'a dit cette autorité du niveau de base. « Il n'a pas fait arriver de morceaux de viande à la maison, non plus de vaches. » j'ai indiqué à l'attention de cette autorité."²⁵⁰

Dans l'extrait d'entretien suivant, une femme souhaiterait que l'Etat maintienne son mari en prison plutôt que de les obliger à vendre leur parcelle car elle ne souhaite pas être pénalisée pour des pillages qu'elle n'a pas commis et dont son mari est seul responsable. Cet extrait est en outre intéressant car cette femme a à ses côtés une rescapée lors de l'entretien et leur échange fait apparaître les tensions qui peuvent découler de ces procès :

"Mais de toutes les façons au lieu de vendre la parcelle, il faut qu'on continue à le [son mari] garder dans la prison. Il appartient donc à l'Etat de continuer à le garder dans la prison, sinon je ne pourrai pas parvenir à trouver de quoi nourrir les enfants. Que faire si on exige actuellement à quelqu'un de payer une somme de cent vingt mille francs pour une vache ? [Une rescapée à côté murmure en disant qu'il leur appartient de les restituer, car ce sont eux qui les ont mangées]. En tout cas, je demanderai à l'Etat de le garder parce qu'il s'est rendu volontairement dans ces actes et il n'y avait pas de concertation entre nous. Sinon, les indemnisations ne sont pas possibles chez moi. Tu sais bien là où j'habite, la maison risque même de s'écrouler et je ne sais pas si je vais bénéficier de l'Umuhanika pour la reconstruction de cette maison. Il faut donc qu'on ne vienne pas demander les

²⁴⁹ Entretien avec deux personnes condamnées à la restitution des biens, 3 novembre 2006, n°1452

²⁵⁰ Entretien avec la femme d'un accusé, n°1589

indemnisations chez moi ! [Une rescapée murmure à côté en demandant pourquoi on s'est lancé dans le génocide alors qu'on est pauvre].²⁵¹"

Il apparaît même que des enfants sont confrontés à cette situation et doivent rembourser pour leurs parents décédés. Nous avons ainsi rencontré le cas d'une jeune fille que nous appellerons Sophie, qui avait 15 ans lors de notre entretien en 2005 ; elle avait donc quatre ans pendant le génocide²⁵². Orpheline de père et de mère car ses parents sont morts du sida, elle est désormais chef de ménage et a trois enfants à charge, ses frères et sœurs. En tant qu'indigente elle est aidée par sa paroisse. Elle a dû rembourser pour les pillages commis par ses parents. Sophie a en effet fait la démarche de rencontrer les personnes qui auraient été pillées par ses parents pendant le génocide, pour demander le pardon et l'exonération du paiement qu'on lui a refusée. On lui a demandé de rembourser 5000FRW et elle a dû économiser sur les fruits produits par sa bananeraie pour ce faire. Selon elle, *"les enfants ne savaient pas ce qui se passait pendant la guerre, et ils sont contraints de payer les pots cassés par leurs parents."* Elle demande à l'Etat d'aider ces enfants à restituer les biens endommagés par leurs parents, car *"un bébé est toujours innocent."* Elle aussi est dans l'impossibilité de se défendre car elle ne peut savoir ce que ses parents avaient pillé, ni même s'ils ont vraiment pillé.

4- La question de la responsabilité individuelle

S'il est déjà difficile de savoir précisément ce qui a été pillé il y a 13 ans, il est surtout très difficile de savoir qui a pris quoi, d'autant plus que les accusés ne sont bien souvent pas convoqués et sont représentés par des membres de leur famille. En outre, il y a peu d'aveux une fois la phase du procès lancée : en conséquence la tendance générale est que les juges évaluent un montant total des biens à rembourser, qu'ils divisent à part égale entre tous les accusés identifiés. C'est ainsi que la personne qui a détruit une maison pour faire disparaître les traces des propriétaires et les preuves des meurtres, peut être condamnée au même montant de remboursement que la femme qui est passée dans les décombres ramasser du bois de cuisson. Tous deux en effet sont accusés d'avoir détruit la maison, sans différenciation.

Pourtant, comme nous l'avons vu en première partie, il existait différentes catégories de pilleurs et il ressort aujourd'hui de nos observations, que les juridictions *Gacaca* ne prennent pas suffisamment en compte ces différents degrés de responsabilité. Ainsi, les personnes qui ont commis des vols sans véritable organisation, pour se nourrir ou même, ce qui est certes légèrement différent dans le degré de responsabilité, pour améliorer leur niveau de vie, mais sans forcément cautionner le projet génocidaire, sont très lourdement sanctionnées.

On peut d'abord se demander si les personnes qui ont volé par nécessité des biens pour se nourrir et nourrir leurs familles, en passant derrière les bandes de pillards organisés et en ramassant les restes, doivent être tenues pour responsable.

En outre, l'article premier de la loi sur les juridictions *Gacaca* de 2004 précise en effet que les juridictions *Gacaca* traitent *"les infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994, ou des infractions prévues par le code pénal qui, selon les accusations du Ministère Public ou les témoignages à charge aussi bien que les aveux du prévenu, ont*

²⁵¹ Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

²⁵² Rapport d'entretien, 19 août 2005

été commis dans l'intention de faire le génocide ou d'autres crimes contre l'humanité." Si, comme nous l'avons mentionné au début de ce rapport, les pillages font partie intégrante du génocide car il s'agit de faire disparaître les personnes et leurs propriétés, il est clair aussi que dans certains cas l'intention des voleurs n'était pas l'extermination d'un groupe, mais simplement d'assurer sa propre survie ou d'améliorer sa qualité de vie... On peut se demander si les personnes accusées d'avoir volé du bois pour pouvoir cuisiner sur les restes d'une maison détruite, ou de la viande sur la carcasse d'une vache déjà tuée, de plus dans un contexte d'extrême pauvreté, avaient conscience de participer au projet génocidaire. Or, il ressort de nos observations que les cas de personnes condamnées par les juridictions *Gacaca* pour de tels faits sont fréquents et parfois les montants sont importants et dépassent même la valeur des biens pillés.

Les deux cas suivants, qui nous ont particulièrement marqué et seront développés longuement, vont nous amener à nous poser une question qui nous semble importante : s'il est plus que nécessaire de lutter contre l'impunité et si nous l'avons rappelé les pillages faisaient partie intégrante du génocide dans certains cas, ne faudrait-il pas cependant éviter le "tout judiciaire" en pénaliser lourdement des personnes pour des faits d'une gravité minimale ? Faut-il 13 ans après les faits condamner une personne à rembourser pour avoir ramassé du bois ou volé une bassine ?

Lors du génocide, une femme que nous appellerons Marie a pris du bois pour la cuisson, dans une maison déjà détruite, sans penser que cela pouvait être considéré comme un pillage :

En effet, en cours du chemin (...) pour acheter des sorghos à mettre dans le jus de banane que j'avais produit de brassage des bananes mures, arrivée tout proche de chez N., j'ai vu des personnes en train de seconner le plafond du salon de sa maison, sur laquelle on avait déjà enlevée les tôles. (...) Je suis allée leur demander du bois de chauffage provenant de cette toiture qu'ils venaient de faire écrouler par terre. Seulement, je ne savais pas que c'était mal, je voulais faire bien, je ne savais pas que j'étais pécheresse. Néanmoins, ils ne m'ont rien dit. Par contre, tout le monde, en possession de sa machette, coupait des bois et partait ensuite avec. Ainsi, tous les bois de cette toiture ont été pris et rien n'est resté. Il n'est resté que des roseaux qui servaient de traversines²⁵³. (...) J'ai ramassé ces roseaux et, je suis allée griller les sorghos que je venais d'acheter¹."

De la même façon, elle a ramassé les intestins d'une vache abattue que les pilleurs s'étaient déjà partagés :

"Une fois arrivée chez nous, j'ai aperçu les hommes descendre rapidement de Gabini vers le marais où se trouvait une vache, sans pouvoir néanmoins les identifier. Ils l'ont abattue vite et chacun est parti avec le morceau de viande. Voyant qu'ils avaient fait cela très rapidement, et vu qu'on accorde moins d'importance aux sabots, je me suis dit que sans doute ils les y avaient laissés. Ainsi, j'y suis allée pour voir s'ils les y avaient laissés afin de les prendre et de les préparer avec les feuilles de manioc. Une fois sur place, je ne les ai pas trouvés. J'ai trouvé par contre les intestins et je les ai pris.²⁵⁴"

Suite à sa conversion à la religion protestante après le génocide, et de retour au pays où la question des remboursements et des pillages était souvent évoquée, cette femme a pris conscience qu'elle avait commis un "pêché" et a décidé d'avouer aux chrétiens de sa localité d'abord, puis aux victimes et devant la juridiction *Gacaca* :

²⁵³ C'est-à-dire les montants des clôtures délimitant la propriété.

²⁵⁴ Entretien avec quatre femmes, 7 février 2007, n°1486-1487

"Alors que nous étions à l'étranger, une fois évangélisée, j'ai réalisé qu'avoir pris ces roseaux constitue un péché et, j'en ai eu l'intérieur moins tranquille. J'ai décidé alors de me confesser. Ainsi, je l'ai déclaré devant les chrétiens avec qui j'étais, en indiquant que j'avais péché en pillant ces traversines et que je demandais pardon à Dieu. (...)

Ma part au pillage de ces roseaux n'était connue de personne, à part ceux avec qui nous prions ensemble qui, probablement l'avaient oublié. Aussi, j'ai levé le doigt et témoigné que, sans autre intention, j'ai pillé des roseaux puisque je les voyais abandonnés là tout simplement. Et, j'ai demandé pardon à l'Assemblée Générale. Le président de la Gacaca a demandé à l'Assemblée, si on pouvait établir un dossier pour moi suite à ce fait. Tout le monde a réagi en signalant qu'on pouvait me pardonner"

Cependant lors du jugement, toutes les personnes qui avaient participé au pillage de la maison ont été condamnées à payer un remboursement de la même valeur, estimé à 42 765 FRW, une somme importante :

"Considérant alors que j'avais seulement pris ces petits bois, quand on m'a demandé de payer quarante deux mille sept cent soixante-cinq francs, j'ai considéré qu'on ne m'avait pas donné le pardon alors que je l'avais demandé avec toute franchise. (...)C'est injuste pour moi de payer la même somme que la personne qui a enlevé les tôles sur la maison sans oublier de la détruire, alors que je me suis appropriée simplement des traversines "

Elle a demandé pardon aux enfants de la victime qui ont accepté de lui accorder le pardon, "pour qu'ils se sentent apaisés", sans toutefois l'exonérer du paiement ou en réduire le montant. Selon elle, de telles façons de procéder ne peuvent qu'exacerber les tensions entre individus :

"S'ils me demandaient de donner vraiment la somme équivalente aux biens que j'ai pris, j'en serais bien satisfaite et, je vivrais avec eux en très bonne entente comme je le leur ai promis."

"Dans le cas contraire, si je me démène et paye une somme d'argent énorme que je n'ai encore jamais possédée pour un tas de bois de chauffage pillé, je n'aurais pas d'amour à l'égard de la personne à qui je l'aurais donnée. "

Ce cas est tout à fait représentatif du fait que les jugements ne prennent pas toujours le temps de rechercher la responsabilité de chacun ou de calculer individuellement les montants. Une personne qui a volé du bois de cuisson, est considérée comme responsable de la destruction de la maison et ce cas n'est pas isolé. Ainsi, selon une intègre qui a participé au jugement de la femme en question, les remboursements sont élevés pour cette femme car elle n'a pas dénoncé ses coauteurs, que pourtant, d'après son témoignage, elle n'avait pas vus :

"Comme exemple, il y a cette femme qui est allée demander pardon pour avoir emporté du bois de chauffage. Elle disait qu'elle avait emporté des roseaux mais on voit que la maison a été détruite et il est évident que ce n'est pas une seule personne qui l'a détruite. Alors on la classe parmi ceux qui ont détruit la maison. Un autre exemple : cette femme a dit qu'elle a vu des gens se partager la viande d'une vache à Gabini et qu'elle s'y est rendue accompagnée de son enfant. Quand elle est arrivée là-bas, le partage était déjà fini et elle a ramassé seulement des boyaux qu'elle a mis dans ses habits. Elle et son enfant ont transporté ces boyaux. Quand nous lui avons demandé les noms des habitants de Gabini qu'elle avait trouvé là, elle a dit qu'elle n'y avait trouvé personne. Nous avons conclu que c'est elle qui devait rembourser cette vache puisqu'elle n'a pas mentionné ses coauteurs alors que la vache a été abattue et qu'elle était la seule dont la culpabilité était prouvée. Si nous demandions à celui qui a emporté un van de rembourser un van, celui qui a subi des préjudices ne recevrait rien. On ne pourrait même pas trouver de coupables. C'est pourquoi nous avons opté de trancher ainsi. Nous savons que des bruits circulent mais nous ne pouvons pas réagir autrement. Si nous étions sensibles à

*ce qu'ils disent, ils seraient tous pardonnés et il n'y aurait personne pour rembourser puisqu'ils avouent superficiellement. Dans ce cas ceux qui ont subi des préjudices n'auraient rien et ils ne bénéficieraient de rien des Juridictions Gacaca*²⁵⁵.

Les juges sont effectivement conscients du fait que certains remboursements sont trop élevés par rapport aux biens pillés, que ce n'est pas favorable au débat, mais ils veulent également satisfaire les rescapés qui réclament réparation :

"S'agissant par exemple de cinq personnes qui ont récolté des maniocs dans le champ d'autrui à qui on exige de rembourser la même somme d'argent, quelqu'un peut se lamenter en disant que de l'injustice a été pratiquée à son égard parce qu'il a emporté seulement deux petits vans remplis de maniocs. Il constate que l'argent qu'on lui exige de rembourser n'est pas proportionnel à la somme qu'on lui demande de rembourser. Il y a quelqu'un qui dit qu'il n'aura pas de difficultés à rembourser demande régimes de bananes. Nous remarquons que les gens avouent des infractions minimales alors que des gens sont morts, des maisons ont été détruites et que des animaux domestiques ont été razziés. "

Un autre cas nous a amené à nous interroger sur cette question de la définition de la responsabilité individuelle, mais également sur le cas des enfants qui ont aidé leurs parents à piller pendant le génocide. La majorité pénale est fixée à 14 ans au Rwanda mais en matière civile la procédure est différente, et selon l'article 9 de l'instruction n°14 du 30 mars 2007 *"au moment où les biens ont été endommagés par un enfant qui était toujours sous la garde de ses parents et qui n'avait pas de biens propres, le dommage doit être réparé par ses parents. La personne qui a endommagé les biens en étant mineure et qui peut actuellement réparer le dommage (...) répare personnellement le dommage causé."* En pratique, nous avons rencontré plusieurs cas de mineurs au moment des faits qui doivent aujourd'hui rembourser non seulement pour leurs parents comme la jeune Sophie, mais aussi pour leurs propres pillages alors qu'ils n'ont fait qu'obéir à leurs parents. S'ils étaient mineurs de moins de 14 ans comment pouvaient-ils comprendre que voler du bois constituait une infraction ?

Comme nous l'expliquent ces deux jeunes hommes, âgés selon eux de 10 et 12 ans au moment du génocide et qui doivent aujourd'hui rembourser 42 000 FRW chacun, pour avoir aidé leur père à transporter du bois pillé :

"Pendant ces jours de tristesse, notre mère nous a envoyés puiser de l'eau. Nous sommes passés dans le domicile de cet homme qui était notre voisin. Nous y avons trouvé notre père en train de détruire la maison. Il avait entassé des traversines qui pouvaient constituer deux fardeaux pour un homme comme lui. (...) Nous lui avons répondu que notre maman nous envoyait puiser de l'eau. Il nous a demandé à quoi servirait cette eau que nous allions puiser sans bois de chauffage. Il nous a ordonné de déposer immédiatement les récipients. (...) Il a lié ces traversines en fardeaux qui étaient proportionnels à nos forces. Alors nous sommes partis à la maison. (...)

C'est quand la période de rendre les jugements en rapport avec ces infractions est arrivée que j'ai été accusé d'être impliqué. J'aurais dû aller demander pardon auprès des rescapés. Je ne me reprochais de rien à cause des explications que j'allais fournir. Même les voisins savaient que j'avais douze ans et quatre mois à l'époque. (...) On nous a informé de ce que nous devions rembourser. On a ordonné à notre père de rembourser quatre-vingt-treize mille et quelques centaines. On m'a ordonné de rembourser plus de quarante-deux mille et quelques centaines. On a exigé à mon frère cadet de rembourser quarante-deux mille et quelques centaines alors qu'il n'avait même pas atteint l'âge de dix ans.

²⁵⁵ Entretien avec un Inyangamugayo, 14 février 2007, n°1498

Et selon son frère :

*"Du fait que notre père nous a obligés à transporter ce bois de chauffage, je considère que ce n'est pas nous qui devrions être inculpés. Nous devions obéir à nos parents. (...) Nous avons expliqué que c'est notre père qui nous avait obligés à aller pour transporter du bois de chauffage alors que nous allions puiser de l'eau. Nous nous sommes expliqués en disant l'âge que nous avions à cette époque. Comme mon frère aîné vient de te le dire, j'avais le même âge que lui. Par après, nous avons entendu que le président de la juridiction et son siège nous avaient condamnés alors que nous croyions que nous étions innocents. (...) Compte tenu de notre âge, on ne devrait pas nous inculper. Nous étions des enfants, nous avons été obligé de le faire. Nous n'avions pas l'intention d'aller détruire des maisons. D'ailleurs nous n'en étions pas capables. Notre problème est que nous avons été condamnés à de telles peines alors que nous avons été obligés de le faire. (...) Nous étions de tout petits enfants, personne ne pouvait nous accuser car nous n'avons pas été ailleurs. Nous n'avons même rien fait là-bas. Nous n'aurions même pas osé nous y rendre seuls ou y passer, car c'était une ruine où il n'y avait personne qui vivait. On y avait tué le chef du ménage. Nous étions terrifiés, nous y passions en courant quand nous allions puiser de l'eau. Nous y avons trouvé notre père en train de détruire et il nous a appelés. Nous l'avons supplié de nous laisser partir sans y aller et il nous a répondu irrité, en nous demandant de venir. Pour éviter sa colère, nous lui avons obéi. C'est dans ces circonstances que nous avons transporté du bois."*²⁵⁶

Cette question de la responsabilité de chacun, est une question très problématique dans les juridictions *Gacaca* et certains de nos interlocuteurs nous ont dit, comme dans l'extrait suivant, que les restitutions ne seraient pas pour cette raison un facteur de réconciliation, comme cette jeune rescapée de l'ex-province de Cyangugu :

"Je doute que la restitution des biens pourra nous réconcilier. Ceux qui ont pillé des biens avouent partiellement. Même s'il y a des personnes que j'ai vues, je ne peux pas savoir ce qu'elles ont pillé. S'ils avouaient, ce sont eux qui devraient déterminer ce que leurs coauteurs ont pillé. Ce serait de l'injustice d'exiger à quelqu'un de rembourser une table alors qu'il a emporté un gobelet. Tout ce qu'il peut te donner, il le fera à contre cœur. Ce ne serait pas un problème pour quelqu'un de restituer un objet qu'il a emporté. Il est attristant d'entendre qu'on exige à quelqu'un de rembourser par exemple quarante mille francs alors qu'il ne pouvait pas piller des biens dont la valeur équivalait à cette somme du fait qu'il y avait une foule de gens qui pillait. Nous entendons ceux qui restituent dire qu'on les oblige à payer une valeur excédentielle, ce qui leur cause la faim. Nous ne savons pas ce que seront les conséquences."

Elle cite le cas de K., un homme qui faisait le commerce des biens pillés aux victimes et payait une infime somme aux pilliers, voire une bouteille de bière, alors qu'ils lui amenaient de nombreux objets. Selon elles, ces exécutants sont condamnés au même montant que les organisateurs des pillages qui sont les principaux responsables :

"Il y avait ceux qui ont sensibilisé les autres à piller et ceux qui ont détruit des maisons en apportant à ceux qui sensibilisaient des biens qu'ils payaient. Ce qui est étonnant c'est qu'on les payait cent soixante dix francs alors qu'ils avaient apporté à leurs chefs des biens pouvant remplir toute une maison. Pourtant, lors de la restitution, on exige à ces gens de rembourser une même somme. Souvent, les paysans expliquent qu'ils ont pillé en étant les ouvriers de ceux qui leur avaient donné cette mission. Comme ce sont ces ouvriers qu'on a vus, ce sont eux qu'on accuse. Ils disent où ils ont emporté les biens qu'ils ont pillés. Ce qui est étonnant est qu'ils remboursent la même valeur. (...) Celui à qui on a payé cent cinquante ou cent soixante-dix francs considère qu'il a été victime de

²⁵⁶ Entretien avec trois hommes condamnés à rembourser, 7 février 2007, n°1485-1486

*l'injustice. Ce sont ceux qui ont sensibilisé les autres à piller qui devraient restituer et leurs ouvriers peuvent les aider à restituer.*²⁵⁷"

Selon elle, ce genre de remboursements qui ne prend pas en considération la responsabilité individuelle de la personne dans les pillages, risque de causer des tensions :

*"Par exemple dans notre procès, K. dit qu'on emportait des biens chez lui et qu'il les vendait. Il avait un comité avec qui il collaborait. C'est ce comité qui doit restituer ces biens. Ce comité doit chercher des personnes qui peuvent l'aider à restituer. S'ils restituent la même somme, ces ouvriers seront toujours en conflit avec ceux qui leur ont donné cette mission. Nous voudrions qu'on sensibilise ceux qui ont joué un grand rôle dans ces pillages à restituer. C'est cela qui peut conduire à la réconciliation. Sinon, ils s'entretueront. Par exemple, l'ouvrier a apporté cette table à son patron et ce dernier lui a donné une bouteille de bière : pour le moment, ils remboursent la même somme. C'est un problème. On ne peut pas savoir ce qu'ils pensent mais ils ont des problèmes.*²⁵⁸"

Certaines personnes trouvent donc que les remboursements sont exagérés, comme cette personne qui nous disait sur un ton très ironique :

"En outre, même si ces derniers n'avaient pas réellement participé à la destruction de leurs maisons, étant donné qu'ils faisaient la ronde de nuit, ils ne pouvaient pas s'empêcher de prendre des morceaux de bois pour allumer le feu. De même, si un chien appartenant à telle personne a mangé la peau de la vache de la victime, son propriétaire doit participer à la restitution!"²⁵⁹

Un autre problème se pose concernant la question de la définition de la responsabilité : celui du principe de coresponsabilité. Le texte du 3 août 2006 précise en effet que *"en cas de collégialité, tout le monde participe à la réparation. Dans ce cas, ceux qui ont des moyens vont payer pour ceux qui ne l'ont pas et ces derniers vont exercer une action récursoire devant les juridictions ordinaires."* Les difficultés que peut engendrer une telle disposition seront illustrées par la suite, par le cas d'une femme que nous nommerons N.

Cet amalgame qui est fait entre les différents degrés de responsabilité, développe en tous cas un grand sentiment d'injustice chez les personnes condamnées à rembourser.

5- Les autres problèmes : les "fruits" et les *imidugudu* construits pour les rescapés...

Une autre difficulté relative aux textes du SNJG sur les infractions contre les biens est le fait que la rédaction n'est pas précise. Par conséquent, les juges en font leur propre interprétation qui peut varier d'une juridiction à une autre. En outre, il est apparu dans certains endroits du pays, notamment dans certaines juridictions *Gacaca* de cellules de Cyanguu que les juges ont commencé les procès sans avoir reçu le texte de l'instruction n°14.

Prenons deux exemples de dispositions du texte du 3 août 2006 qui ont posé des difficultés. Le texte précisait d'abord : *"Au cas où certains biens ont générés les fruits, par exemple le bétail, celui qui a pillé restitue même ces fruits sauf en cas de convention contraire"*. Cette disposition a provoqué de très grands débats dans les juridictions *Gacaca*, au sujet principalement des vaches en gestation. Cela s'est

²⁵⁷ Entretien avec une rescapée, 8 mars 2007, n°1525-1526

²⁵⁸ Entretien avec une rescapée, 8 mars 2007, n°1525-1526

²⁵⁹ Entretien avec un couple condamné à rembourser, 3 novembre 2006, n°1452

révélé un enjeu important et très problématique : lorsque la vache volée ou tuée attendait un veau, faut-il alors rembourser deux vaches ? Faut-il rembourser tous les veaux qu'une vache a produites voire aurait produites en 13 ans ? Dans un cas que nous a cité un secrétaire exécutif de secteur, un homme aurait même réclamé remboursement du lait que sa vache aurait produit... Cette même question se pose aussi au sujet des cultures qui ont été produites par les parcelles appropriées aux victimes du génocide.

De même, ce texte précise que *"Au cas où les autorités de la cellule en collaboration avec la population locale ont assisté les victimes sans tenir compte des biens endommagés, on n'aura pas d'autres réclamations de la part de la victime."* Cette disposition entraîne des difficultés pour les rescapés qui ont reçu des maisons suite au génocide. A titre d'illustration, dans la province du Nord (ex-Province de Byumba), nous avons enquêté dans deux secteurs voisins, Mutete et Kavumu. A Kavumu, des maisons ont été construites pour certains rescapés dans le cadre de l'*Umuganda* et quand les rescapés ont voulu réclamer la valeur de leur maison détruite, la population a protesté en disant qu'on leur avait déjà attribué des maisons construites par la population. Et dans le secteur Mutete, un *umudugudu*²⁶⁰ avait été construit par l'organisation Oxfam. Les rescapés réclamaient donc le remboursement de leurs maisons détruites car la population n'avait pas participé à la construction de ces nouvelles maisons²⁶¹.

La superposition de textes différents, rend donc les procès difficiles et les juges ont souvent bien du mal à comprendre la procédure. Quant à l'exécution de ces jugements, elle reste à l'heure actuelle particulièrement problématique.

²⁶⁰ Habitat aggloméré, village. Depuis la réforme administrative de 2006, l'*umudugudu* est aussi devenu une entité administrative.

²⁶¹ Rapport de synthèse, janvier 2007

Troisième partie

Le contexte économique global comme obstacle à l'exécution des jugements

Outre la difficulté d'identifier clairement la responsabilité de chacun et les conflits engendrés par le fait que les familles des accusés doivent payer, les *Inyangamugayo* se heurtent à un autre problème sur lequel ils n'ont pas de prise : celui de parvenir à prononcer des remboursements raisonnables, que les personnes peuvent assumer et qui n'entraînent pas les accusés et leurs familles, déjà très pauvres, dans une pauvreté encore plus grande. Or, dans le cas des procès où le montant des remboursements est basé sur la valeur actuelle des biens, cela est impossible car ces montants sont extrêmement élevés au regard du revenu moyen d'un agriculteur, qui se situe entre 200 ou 300 FRW par jour. Rappelons les chiffres que nous avons cités en seconde partie où dans une cellule, les moyennes étaient de 24 409 FRW par entente et 74 428 FRW par jugement. Il existe aussi des cas plus extrêmes, qui ne sont pas des tendances générales, mais des exemples particuliers difficiles à chiffrer. On peut d'abord citer le cas de cet homme condamné à rembourser 13 vaches, soit aux alentours de 1 300 000 FRW ou encore cet autre homme qui doit payer 185 tôles d'une valeur de 4500 FRW chacune. Nous avons aussi rencontré dans l'ex-province de Gisenyi, un homme condamné à payer 1 400 000 FRW pour la destruction de trois maisons en tôles. Enfin, dans l'ex-province de Cyangugu, trois personnes ont été condamnées ensemble à rembourser 57 000 000 FRW, la charge reposant en outre dans ce dernier cas sur leurs familles car les pilliers étaient absents.

Il ne faut donc pas sous-estimer l'enjeu de ces remboursements car dans un contexte économique défavorable pour la grande majorité des accusés, la pression des remboursements peut tout simplement mettre en jeu leur survie et celle de leur famille.

Afin de comprendre l'importance de ces jugements et les grandes difficultés qu'ils peuvent engendrer dans certains cas, rappelons rapidement le contexte économique rwandais et la grande pauvreté dans laquelle vit la majorité de la population. 56,9% de la population rwandaise vit dans la pauvreté en 2005-2006 et comme nous l'avons dit 36,9% de la population vit dans l'extrême pauvreté²⁶². La pauvreté est plus accentuée dans les campagnes que dans les villes (plus de 80% de la population rwandaise vit à la campagne²⁶³) et ce sont les provinces du Nord et du Sud qui sont les plus touchées (concernant les ex-Provinces, les plus pauvres sont celles de Gikongoro, Butare,

²⁶² Les chiffres fournis dans ce rapport proviennent du rapport préliminaire publié par l'Institut National des Statistiques Rwandais, National Institute of Statistics Rwanda, *Preliminary poverty update report, Integrated living conditions survey 2005/06*, Décembre 2006, <http://www.statistics.gov.rw/>

²⁶³ Selon les chiffres du PNUD, en 2004 18,5% de la population rwandaise vivait en milieu urbain. UNDP, *Human Development Report 2006, Beyond scarcity: power, poverty and the global water crisis*, Table 5: demographic trends, p.299

et Kigali-Ngali²⁶⁴). La pauvreté ressentie est aussi très forte. Une enquête de la CNUR sur la situation économique des ménages a montré que 81% des répondants se sont dit pauvres et 54,4% se sont même dits, très pauvres ou extrêmement pauvres²⁶⁵.

En outre, les personnes accusées de pillage sont aussi dans de nombreux cas accusées de participation au génocide et ont donc purgé ou purgent encore une peine de prison, ou ont un parent proche dans cette situation, ce qui aggrave aussi l'insécurité économique de leur famille étant dépourvu d'une partie de leur force de travail.

Cela nous permet de comprendre que même s'il ne s'agit à priori que de considérations matérielles d'une faible gravité dans le contexte du génocide, les remboursements et les saisies ou les travaux qui en découlent, peuvent se révéler extrêmement pénalisants et revêtir un caractère tragique, en faisant basculer des familles déjà précaires dans l'extrême pauvreté et en les mettant dans l'insécurité face à des dettes insurmontables. Cette situation est telle, que deux femmes rescapées réclamant remboursement pour les biens pillés à leur père nous ont expliqué que les tueurs avouaient plus facilement²⁶⁶ que les auteurs d'infractions contre les biens :

"Pendant les procès, les gens qui plaident sur des cas de tuerie reconnaissent leur culpabilité. Néanmoins, la situation se complique actuellement où on traite les cas d'infractions contre les biens. Ceux qui arrivent à reconnaître avoir pillé ou endommagé les biens reconnaissent avoir volé des biens de faible valeur puisqu'ils savent que le remboursement aura lieu. (...) Vu qu'on ne peut pas trouver de prix contre la vie humaine, les tueurs sont mis en prison (...) Et selon eux, le fait de faire la détention répare d'avoir fait la tuerie. Alors face au remboursement ils ne veulent pas nous rembourser.(...) Ils sont inquiets de nous dédommager car ils ne veulent pas voir leurs biens diminués. Sinon sur les cas de tueries, ils n'ont pas peur car il n'y a pas de prix contre la vie humaine."²⁶⁷

Cela va donc loin dans le raisonnement puisque selon certains témoignages, il est pire de rembourser que d'aller en prison ou d'exécuter le TIG (Travail d'Intérêt Général), rappelons-nous du témoignage de cette femme qui voulait que l'Etat garde son mari en prison plutôt que de devoir rembourser.

Ces constats nous amènent à nous poser la question de la difficulté d'exécuter les jugements car dans de très nombreux cas, les personnes ne pourront pas payer. Il existe alors deux solutions prévues par les textes légaux : l'exécution forcée c'est-à-dire les saisies ou le remboursement sous forme de travail au service de la victime du pillage, souvent présentée comme la solution alternative en cas d'impossibilité de payer de quelque façon que ce soit. Néanmoins, cette dernière possibilité ne nous semble pas non plus la solution adaptée.

²⁶⁴ Voir le rapport préliminaire publié par l'Institut National des Statistiques Rwandais, National Institute of Statistics Rwanda, *Preliminary poverty update report, Integrated living conditions survey 2005/06*, Décembre 2006, Table B.1 Extreme poverty headcounts by location, p.46

²⁶⁵ Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation (CNUR), *Propriété de la terre et Réconciliation*, juillet 2006, p.13

²⁶⁶ Au sujet du manque d'aveux dans le cadre des procès de catégorie 3, il faut considérer que les aveux n'entraînent pas de diminution de peine.

²⁶⁷ Entretien avec deux rescapées, 14 février 2007, n°1497

1- Les saisies et la pression engendrée par les remboursements

En cas de non paiement, les biens des personnes condamnées peuvent être saisis notamment les terres. Dans les cas que nous avons suivis, ce sont les terres qui sont le plus souvent saisies, ainsi que le bétail qui. La terre est la principale source de revenus au Rwanda. Par conséquent, c'est un instrument de vie qui est saisi. Même s'il est de plus en plus difficile d'en vivre étant donné notamment la micro parcellisation, elle reste néanmoins l'unique richesse de la plupart des rwandais et outre sa fonction économique primordiale, elle a une aussi une fonction sociale et familiale très importante.

L'impossibilité de pouvoir remettre une terre à ses enfants représente une humiliation très importante pour les parents, un échec. Cette humiliation, cette pression des remboursements peut même aboutir à des situations extrêmes. C'est ainsi que nous avons rencontré une femme dont le mari s'est suicidé suite à la saisie de sa parcelle, qui nous a expliqué :

"Pour le moment on en est à l'étape de restituer les biens. La plupart des concernés n'en ont pas les moyens du fait qu'ils sont pauvres et qu'ils n'ont rien qui puisse être réquisitionné. Cette situation inquiète beaucoup de gens. Par exemple mon mari s'est suicidé car il n'avait pas de moyens pour restituer. (...) Il y avait longtemps qu'il me disait qu'il ne pouvait pas restituer les biens du fait qu'il n'en avait pas les moyens. (...) Les autres disent qu'ils vont suivre son exemple. Vous devriez penser à ce qui devrait être fait pour éviter cette situation puisque les habitants sont très inquiets. Dans d'autres cellules, il y en a qui prennent la fuite."²⁶⁸

Une autre femme, lors d'une réunion²⁶⁹ de sensibilisation à laquelle nous assistions, s'était exclamée qu'elle avait été condamnée à des remboursements sans que son mari qui se trouvait en prison ne soit cité à comparaître. Elle a ajouté que sa parcelle avait été saisie, qu'elle allait confier ses 5 enfants qu'elle ne pouvait plus nourrir à l'Etat et se suicider.

Selon le témoignage suivant, les remboursements et la famine qu'ils peuvent engendrer constituent même un moyen d'"éliminer" certaines personnes :

"Regarde, il y a des veuves qui ont des enfants et qui doivent répondre des dommages de leurs maris...C'est un grand problème! (...) Nous sommes menacés par beaucoup de choses; les gens sont obligés de réparer les dommages qu'ils ont causés, il y a la pauvreté au sein de la population qui entraîne la famine. On assimile cette situation à une épreuve qui élimine certaines personnes."²⁷⁰

Les saisies des terres vont aussi pénaliser les générations suivantes puisque, pour les Rwandais qui ne vivent que de l'agriculture, la terre héritée représente la base de la richesse pour les jeunes générations, à partir de laquelle ensuite il est possible de se développer et de progresser socialement.

Un cas de saisie nous a particulièrement interpellé. Nous n'avons pas pu en observer beaucoup car souvent les délais de paiement ne sont pas arrivés à terme : comme nous l'avons dit les juges donnent des délais aux personnes condamnées pour pillage pour rembourser, qui souvent

²⁶⁸ Entretien avec la femme d'un libéré, 5 septembre 2006, n°1387. On peut noter que suite à sa situation tragique les juges ont exempté cette femme de paiement.

²⁶⁹ Rapport d'observation d'une réunion de sensibilisation, secteur Kavumu, Province du Nord, ex-Byumba, 5 mars 2007

²⁷⁰ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 21 mars 2007, n°1542

s'étalent sur plusieurs mois. Néanmoins, l'exemple que nous allons développer est particulièrement frappant et inquiétant pour l'avenir.

En effet, le cas de N. est représentatif de toutes les difficultés que nous avons citées concernant la pression que font peser les remboursements sur les femmes, et les situations tragiques engendrées par les saisies. Cette femme de 56 ans est mère de 9 enfants.

Son mari a été condamné à une peine de TIG ou de prison, elle ne sait pas faire la différence entre les deux peines car pour elle, concrètement, son mari est absent et privé de liberté dans les deux cas : ces deux peines reviennent donc au même. Elle ne sait pas pour combien de temps son mari est condamné, ni de quoi il est accusé.

Elle a été convoquée par les autorités de cellule qui lui ont demandé payer la somme de 340 000 FRW, en remboursement de trois vaches et d'une radio que son mari aurait pillés pendant le génocide. Il n'a pas pillé ces biens seul, cependant les autorités ont indiqué à cette femme qu'elle devait payer pour la totalité des biens et ensuite traduire les co-auteurs en justice pour leur demander de payer leur part, selon le principe de collégialité précédemment évoqué.

"On m'a indiqué de payer cette somme et dit de traduire en justice par après ces personnes pour me rembourser la part que j'aurais payée pour elles. « Je ne suis pas en mesure de trouver trois cent quarante mille », lui ai-je fait savoir encore. « Si tu ne veux pas chercher, nous viendrons chercher nous-mêmes et, nous trouverons dans tes biens. » m'a-t-il dit. On ne peut pas trouver cette somme dans les biens que j'ai. « Nous viendrons et nous trouverons. » m'a déclaré encore cette autorité. Elle m'a fixé le jour où ils allaient venir chercher."

Les autorités lui ont fixé un délai d'une semaine qu'elle n'a pas pu respecter. En conséquence, son bétail composé de quatre chèvres a été saisi. C'est ensuite une partie de son champ qui a été saisie et remis par le biais des autorités à la victime des pillages de son mari. La victime était présente lors de la saisie :

"C'est le Coordinateur qui est venu avec des gens de X. (...) Ils ont emmené les chèvres là et ont délimité le champ à l'aide d'une espèce d'arbre « dracaena afromontana » qu'on a fixé dans la cour de la maison. « Nous te donnons le délai d'une semaine pour trouver cette somme. Dans le cas contraire, cette terre sera pour la personne dont les biens avaient été endommagés » m'a-t-on dit. Je me suis mise à chercher cette somme mais, je ne l'ai pas trouvée. Après deux semaines, on m'a convoquée et on m'a dit de ne plus exploiter ce champ si cette somme n'avait pas été trouvée. Ainsi, je ne l'ai pas exploité depuis."

Suite à ces saisies d'une partie importante de ses champs, la plupart de ses enfants ont quitté le foyer pour trouver de quoi mieux vivre ailleurs. Deux seulement son restés à ses côtés :

"En fait, après que nos biens aient été saisis, ils ont trouvé qu'il n'y avait pas moyen de vivre. Sur ce, ils se sont décidés à s'en aller chercher la vie. Quand j'en ai parlé aux enfants. Ils ont réagi en déclarant: « nous ne savons pas comment disposer, nous pouvons aller vivre ailleurs. Celui qui trouvera comment vivre, il vivra. C'est toi qui n'est pas capable de marcher qui va rester ici. » Venant d'entendre cette disposition de mes enfants, j'ai été tellement touchée. Du coup, l'un partait comme s'il se rendait à la messe et il ne revenait pas. L'autre s'en allait comme s'il rendait visite à une personne et il ne revenait pas, jusqu'à ce que trois parmi eux soient partis. Ceux qui restent, ils endurent la vie d'ici, cependant, ils me disent qu'ils vont chercher comment s'en aller aussi en soulignant qu'ils ne peuvent pas supporter la vie d'ici à la maison."

Peu de temps après la saisie de sa bananeraie, un régime de bananes a été volé dans le champ et cette femme, alors qu'elle nie toute responsabilité, qu'aucune preuve n'existe contre elle et qu'elle était peu de jours avant la propriétaire du champ, a été accusée d'avoir pris ce régime de bananes. Elle a été taxée par les autorités locales, se substituant à la justice, d'une amende de 10 000FRW. Elle a du emprunter de l'argent à ses voisins pour pouvoir payer. Cet exemple illustre donc les conséquences des saisies sur les familles des pillleurs.

Le travail : de l'arrangement à l'amiable au « travail forcé »

Comme les textes légaux le prévoient, il est possible de travailler gratuitement à titre de réparation. Les textes ne précisent pas comment doit s'effectuer le travail mais dans les faits, ce travail s'effectue directement au service de la victime. Nous avons constaté que ce cas est répandu dans le cadre des ententes et que cela s'est fait aussi au lendemain du génocide, de façon informelle et en dehors de tout cadre légal ; mais dans le cas des procès, cela semble plus rare et parfois les juges et la population semblent même ignorants de cette possibilité.

Dans certains cas, cette solution a arrangé la situation de personnes incapables de payer pour rembourser et à titre d'exemple on peut citer les cas de Joséphine et Josée, les deux femmes qui ont travaillé pour la rescapée à qui elles avaient tenté de voler des cultures, dont nous avons déjà évoqué le cas. La femme pour laquelle elles ont travaillé, agricultrice aujourd'hui âgée de plus de 85 ans, a perdu 8 de ses 10 enfants pendant le génocide dont l'un selon elle, se serait jeté dans le lac Kivu par désespoir. Elle nous a dit lors de notre entretien, que pour sa part, elle avait "regrettablement échappé à la mort" en parvenant à se réfugier sur l'île Idjwi. A son retour, ses maisons étaient détruites et elle a été aidée, entretenue et hébergée par un homme à qui elle doit sa survie. Ce dernier a par la suite été accusé d'avoir participé au meurtre d'un des enfants de cette femme. Telle est la complexité des relations sociales après le génocide....²⁷¹

Pour tenter de réparer le tort commis, d'une très faible gravité dans le contexte global du génocide, ces deux femmes ainsi que cinq autres qui avaient elles aussi cueilli des haricots et récolté des manioc dans le champ de la rescapée, se sont rendues chez la vieille femme afin de lui demander pardon. Elles ont donc à titre de remboursement entretenu gratuitement son caféier et sa bananeraie, sur une courte période et en s'arrangeant sur les jours de travail afin de pouvoir aussi travailler pour leurs familles. Depuis, deux de ces femmes sont devenues amies avec la vieille rescapée et elles continuent même à aider gratuitement la vieille femme, en mauvais état de santé, qui nous a confié : *"elles m'entretiennent bien. Quand j'ai une difficulté elles viennent m'aider."*²⁷²

Il semble qu'une grande partie des rescapés soit plutôt favorable au fait que les pillleurs puissent travailler pour eux, et ce parfois même dans le cas des tueurs. Nous avons en effet constaté lors de nos recherches sur le Travail d'Intérêt Général que même si beaucoup de rescapés craignaient la proximité des anciens tueurs, certains critiquaient ce travail pour la communauté selon l'idée justement que les "tigistes" ne travaillaient pas directement à leur service, comme cette femme qui s'exclamait *"C'est dire donc que le sang des nôtres tués va servir au terrassement des routes publiques! Pourquoi ne peuvent-ils pas cultiver pour nous en guise d'indemnisation?"*²⁷³ Cependant cette position sur le TIG ou le travail à leur service est la plupart du temps une forme de résignation de la part des rescapés,

²⁷¹ Entretien avec une rescapée, 29 mars 2007, n°1550-1551

²⁷² Entretien avec une rescapée, 29 mars 2007, n°1550-1551

²⁷³ Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

car ils sont conscients du fait que les pillleurs ne pourront pas payer et ont cessé de croire à l'indemnisation.

Il apparaît également que le remboursement sous forme de travail, se faisait lors des ententes au lendemain du génocide et selon cet homme, cela aurait pu dans certains cas résoudre quelques problèmes ponctuels :

"Ce n'était pas les pauvres qui causaient beaucoup de problèmes ! En effet, nous leur réservions les travaux manuels, champêtres par exemple, et enfin nous comptons les jours œuvrés. Il y avait des fois où ils venaient à deux ou à trois pour faire ces travaux une fois ou deux fois par semaine pour que le reste des jours de la semaine, ils travaillent pour subvenir à leurs besoins. Et dans tous les cas, je dirais que cette catégorie de gens ne nous posait pas de problèmes. D'ailleurs, je peux affirmer que pour le moment, ils entretiennent des bonnes relations puisqu'ils partagent avec leurs victimes."²⁷⁴

D'après nos observations, il existe deux manières de définir la durée du travail, qui consiste dans la totalité des cas que nous avons rencontrés en un travail agricole. Soit dans le cadre des ententes il s'agit tout simplement d'un arrangement informel sur un travail ponctuel dont la victime a besoin, ce qui est le cas le plus fréquent, soit si le travail a lieu suite à un jugement, les juges et les parties dans certains cas divisent alors le montant total à rembourser prononcé par les juges par la valeur affectée à une journée de travail, qui avoisine généralement les 200 ou 300 FRW.²⁷⁵ Cela dépend des régions et du sexe de la personne. Dans ce cas, si le montant est important la durée de travail l'est aussi et nous avons ainsi rencontré le cas d'une personne qui s'était engagée à travailler pendant plus d'une année pour rembourser des pillages d'une valeur très importante, comme nous l'explique ce secrétaire exécutif de cellule :

"Ici je peux donner l'exemple d'un homme qui a accepté avoir détruit trois maisons qui étaient couvertes de 178 tôles. Le coupable a bel et bien reconnu les actes commis et il a demandé à ce que la victime lui présente la liste des travaux à effectuer en guise de paiement. La victime a répondu qu'elle attendait la décision des autorités afin de lui présenter les travaux à effectuer. C'est dans ce cadre que les juges intègres ont déterminé la valeur d'une tôle à 4500FRW et on a fait des calculs pour toutes ce tôles, c'est-à-dire qu'on a multiplié 185 tôles avec 4500FRW pour chaque tôle. Finalement, on a constaté qu'il pourra terminer à effectuer les travaux équivalant à la valeur de ces tôles en 2008. Les deux sont rentrés en étant contents."²⁷⁶

Selon le Secrétaire Exécutif, cette personne se déclare satisfaite car cela lui permet d'éviter les saisies et donc sans doute de sauver ses terres. Néanmoins, la question se pose de savoir si cette personne sera toujours aussi satisfaite après une année de travail gratuit et comment évolueront ses relations avec la personne pour laquelle elle va travailler au détriment du travail destiné à sa propre famille.

Certaines personnes se déclarent satisfaites de travailler pour rembourser, ce qui leur permet de sauver leurs biens, comme cette personne qui nous a dit :

"Moi par exemple j'ai eu la chance d'exécuter les travaux au compte de la victime à titre de réparation, si elle avait exigé de l'argent je n'aurais pas pu m'en sortir."²⁷⁷

²⁷⁴ Entretien avec une rescapée, 20 juillet 2006, 1403-1404

²⁷⁶ Entretien avec un secrétaire exécutif de cellule, 14 février 2007, n°1496

²⁷⁷ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

Le travail au service de la victime peut-il représenter une alternative pour des personnes qui ne peuvent pas rembourser en valeur monétaire ? Peut-il limiter les tensions ? Cette modalité d'exécution des jugements peut effectivement éviter aux anciens pillleurs de perdre leur terre, voire parfois aider à rétablir des relations plus apaisées si les actes sont d'une faible gravité et le travail d'une faible durée. Cependant le fait de travailler au service de la victime n'est un choix ni pour les pillleurs, ni pour les rescapés : il s'agit pour les premiers d'éviter les saisies, et pour les seconds d'obtenir une compensation malgré l'insolvabilité des pillleurs. Des deux côtés l'insatisfaction est donc fréquente, et cette alternative acceptée avec résignation, à défaut d'autre choix.

En outre cette solution reste sur le fond très problématique par plusieurs aspects. Même si dans le contexte social et culturel rwandais beaucoup trouvent cette solution acceptable, ce n'est pas un remède miracle à la question des remboursements, loin s'en faut, et une telle pratique nous paraît fort discutable.

D'abord dans un foyer qui vit de l'autosubsistance, la perte d'une force de travail représente aussi un handicap important et selon la durée du travail, cela peut se révéler difficile à assumer sur le plan économique. Comme l'expliquent ces deux personnes, cette solution peut-elle aussi faire tomber certaines familles dans la pauvreté :

"Je connais le cas d'une personne qui avait détruit la maison d'une victime. Cette dernière lui a exigé de travailler pour lui à titre de remboursement. La victime lui avait demandé une petite somme qui devait être couverte par quelques jours de travail. Elle a entretenu une plantation de caféiers. Elle travaillait une fois pour la victime, l'autre fois pour les autres en vue de gagner de quoi manger. Elle n'avait pas le temps de travailler dans son champ. Après avoir réalisé que cette personne pouvait mourir de faim, la victime lui a dit: "il est visible que tu as la volonté de rembourser le montant exigé surtout qu'il est minime, mais tu n'as pas le temps de travailler pour toi, tu risques de voler ce qui peut entraîner la vente de ta maison, je te pardonne, va cultiver pour toi, le reste de mon champ je le cultiverai moi-même!"²⁷⁸

"Mais le problème est que pendant la saison culturale, on cultive pendant une période d'un mois. La victime exigera donc à la partie payante de cultiver pour lui pendant toute cette période sans repos. Mais alors, quand est-ce qu'elle cultivera pour sa famille ? Si par exemple cette personne procure à la victime les vivres à consommer pendant la saison sèche, comment la famille de la partie payante subsistera pendant cette période ?"²⁷⁹

Le fait de travailler pour une personne gratuitement en prenant le risque d'appauvrir ainsi sa famille et en l'absence d'autre solution, peut au bout d'un certain temps provoquer de la rancœur envers cette personne, d'autant plus qu'il existe souvent entre le pillleur et la victime un contentieux important, comme le vol d'une vache ou la destruction d'une maison :

"Etant donné que beaucoup de coupables indiquent qu'ils ne pourront pas payer, ils vont se mettre à travailler pour ainsi s'acquitter du paiement. Alors, au cours de l'exécution des travaux en vue d'obtenir des moyens pour payer, leurs familles, femmes et enfants ne trouveront pas à manger. De

²⁷⁸ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

²⁷⁹ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

*ma constatation alors, ces coupables vont payer mais entre eux et les victimes il n'y aura pas d'entente.*²⁸⁰"

En outre, pour que le travail ne crée pas trop de conflits, les relations entre pilleurs et victimes ne doivent pas être trop conflictuelles à la base et ce n'est pas toujours le cas. Certaines victimes peuvent même accepter un tel arrangement dans l'espoir de se venger, d'autres peuvent refuser de tels arrangements... Comme nous a expliqué un jeune homme, dont le père est accusé de pillages, ainsi que lui-même bien qu'il avait 12 ans au moment du génocide, il lui est impossible de conclure un tel arrangement avec les victimes, étant donné leurs relations et la peur qu'elles éprouvent vis-à-vis de lui :

*"Quand nous les croisons elles disent : "regarde moi cet Interahamwe! Lui et son père ont ravagé nos biens". A une telle personne on ne peut pas demander pardon. Elle crierait et penserait qu'on est venu pour lui faire du mal alors que ce n'est pas ce que nous pensons.*²⁸¹"

D'ailleurs, on peut reprendre le cas de la vieille femme que nous avons cité en introduction de ce paragraphe comme exemple positif, pour ajouter qu'elle nous a aussi expliqué que plusieurs autres femmes avaient travaillé pour elles à titre de remboursement mais que leurs relations restaient conflictuelles car les maris de ces femmes étaient accusés d'avoir participé aux attaques ayant coûté la vie à certains de ses enfants.

Les relations ne sont pas toujours bonnes et le côtoiement dans le travail, et le fait surtout de travailler au service direct d'une personne peut être une source de conflits, voire de revanche, les victimes pouvant être effrayées par le contact direct quotidien des pilleurs et pouvant elles-mêmes aussi vouloir se venger. Ces ex-pilleurs peuvent aussi avoir l'impression d'être soumis et corvéables, comme cette femme dont le mari est condamné à des remboursements et qui évoquait même dans l'un de nos entretiens le mot "d'esclave":

*" Qu'ils exercent même sur nous de l'esclavagisme ! Peut être qu'ils ont des appuis comme le précise le dicton rwandais que celui qui est protégé par le léopard puise [traduction littérale]"*²⁸² »

De même, nous avons rencontré un cas où une personne a refusé à plusieurs reprises de travailler pour rembourser, malgré les propositions répétées de la rescapée concernée et un montant de remboursement relativement élevé :

" Au départ c'était en 1996... Il a dit au responsable que jusqu'à sa mort je ne bénéficierai d'aucun effort de ses bras. A ce moment je lui avais proposé de venir travailler pour moi pendant quatre jours en guise de remboursement de 1000 FRW qu'il me devait pour les biens qu'il avait pillés avec d'autres. (...) Dans Gacaca on lui a infligé un montant de 6000 FRW en se basant sur la valeur du bétail pillé et le temps qui venait de s'écouler. Il a ainsi également été pénalisé pour le mépris qu'il avait manifesté envers moi en me disant que jusqu'à sa mort il ne me fournirait aucun effort émanant de ses bras en remboursement de mes biens. (...) J'ai pris la parole dans Gacaca en disant que s'il n'est pas en mesure de trouver les 6000 FRW qui lui ont été infligés, et qu'il était apable de travailler il pouvait venir creuser pour moi le WC... Il l'a accepté mais il ne l'a pas exécuté. (...) Il a refusé en disant qu'il ne peut pas travailler sans être rémunéré."

²⁸⁰ Entretien avec un *Inyangamugayo*, n°1536, 19 mars 2007

²⁸¹ Entretien PRI avec un habitant qui doit restituer, 14 février 2007, n°1498

²⁸² C'est-à-dire que « celui qui a de puissants appuis fait ce qu'il veut ». Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

Selon notre interlocuteur dans l'entretien suivant, cette situation peut aboutir à des insatisfactions des deux côtés :

*"Avec ces travaux, ces gens se lamenteront. (...) Ils se lamenteront en disant qu'ils vont travailler pour une autre personne. Il sera impossible pour un accusé d'exécuter les travaux en faveur de la victime pour des actes équivalant à une valeur de trente mille francs rwandais. Après avoir déterminé la valeur de ses travaux, la victime exigera que le bourreau travaille tous les jours pour purger rapidement sa peine. Dans ce cas les deux parties se lamenteront. L'un parce que son travail n'est pas vite exécuté, l'autre parce qu'elle travaille tous les jours pour la victime."*²⁸³

La problématique peut se rapprocher de celle que nous mettions en avant dans un rapport que nous avons consacré au Travail d'Intérêt Général²⁸⁴ où les génocidaires de catégorie 2, avant d'avoir réalisé les avantages importants que cela représentait pour eux, avaient assimilé cette peine alternative à la prison à une forme de "corvée", telle qu'elle existait dans le Rwanda de l'époque pré-coloniale (Ubutwita)²⁸⁵. Cet aspect de "servitude" est ici d'autant plus exacerbé qu'il s'agit de travailler directement au service d'un individu...

En outre, on ne peut que constater que la modalité d'exécution de l'article 95 de la loi *Gacaca* qui permet au juge de décider que les condamnés peuvent rembourser sous forme de travail directement au service de la victime est contraire au droit international, notamment à la convention sur le travail forcé, ratifiée par le Rwanda le 23 mai 2001, et qui dispose en son article 2 que le travail imposé suite à une condamnation ne sera pas considéré comme du travail forcé à la condition cependant que *"ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ledit individu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées."*²⁸⁶ Aussi, il apparaît clairement qu'un remboursement sous forme de travail au service de privés est une forme de travail forcé telle que définie par le droit international.

Ne se rapproche-t-on pas aussi, si ce travail n'est pas strictement encadré par les autorités, surveillé quant à sa durée et à la qualité du travail fourni, vers la "servitude pour dettes", l'une des formes de l'esclavagisme selon le droit international, telle que définie en son article 1 comme *"l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini"*²⁸⁷.

²⁸³ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

²⁸⁴ Penal Reform International, *Le TIG: quelques pistes de réflexion*, mars 2007

²⁸⁵ Selon Catherine Newbury et Vansina, l'institution de la « corvée » est apparue au Rwanda autour de 1870, et était surtout imposée aux agriculteurs « Hutus ». La corvée était exécutée deux jours sur cinq, de façon obligatoire, au bénéfice exclusif du chef. Cette pratique injuste aggrava le clivage qui existait déjà entre les deux catégories sociales. Depuis les années 50 la corvée est souvent invoquée pour rendre compte de l'exploitation des « Hutus » par les « Tutsis » dans le Rwanda précolonial. Pour plus de précisions voir Penal Reform International, *Du camp à la colline : la réintégration des libérés*, mai 2004, p.28, ainsi que Newbury, Catharine, *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New York, Columbia University Press, 1988 et Mbonimana, G, *L'intégration politique face aux institutions 'igikingi' et 'uburetwa' sous le règne de Rwabugiri (1867-1895)*, in Rutembesa, Faustin, Josias Semujanga & Anastase Shyaka, "Rwanda. Identité et citoyenneté", dans Cahiers du Centre de Gestion des Conflits, Butare, UNR, n°7, 2003, pp.39-43.

²⁸⁶ Convention concernant le travail forcé, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à sa quatorzième session, le 28 juin 1930. Elle est entrée en vigueur le 1er mai 1932.

²⁸⁷ Article premier de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, adoptée par une conférence de plénipotentiaires réunie en

La lassitude des rescapés et leur demande d'intervention de l'Etat

Il apparaît donc très difficile de trouver une solution adéquate à la question de ces remboursements, car il est clair que les rescapés réclament tout à fait légitimement le remboursement des biens pillés qu'ils n'ont pas récupérés, tout comme il est clair que dans la majorité des cas ils ne recevront pas ce remboursement. Et ils en sont tout à fait conscients. Cela, comme la question des dommages et intérêts prononcés par les juridictions classiques contre les catégorie 1 et 2 et qui ne leur seront jamais directement versés, ainsi que la question de l'indemnisation qui n'aboutit pas et la diminution progressive des peines prononcées contre les génocidaires qui ont avoué, provoque chez les rescapés une grande lassitude, un manque de volonté même de participer au processus *Gacaca* qui ne leur apporte que peu de bénéfices. Et cette lassitude se ressent dans la plupart des entretiens, d'autant plus que cette question des remboursements crée des tensions entre les rescapés et les personnes accusées, et renforce leur sentiment d'insécurité.

Une jeune femme rescapée nous a même dit qu'elle regrettait d'avoir réclamé le remboursement de ses biens étant donné les tensions que cela avait créé avec ses voisins. Selon elle, lorsqu'elle sort, elle se fait huer dans la rue par des personnes qui l'insultent en lui disant, "*tiens, voilà cette personne qui veut nous ruiner*"...

*"Si nous avions su que c'était nos voisins qui allaient devoir restituer, nous n'aurions pas exigé la restitution car ils n'ont pas de moyens pour restituer et que nous sommes en train de nous créer des ennemis alors que nous étions en bonne cohabitation. (...) Ils commencent à nous craindre et à s'écarter de nous; on remarque qu'il y a un problème. Ce qui nous attriste c'est qu'ils croient que c'est nous la cause de leur malheur, comme si c'était nous qui les accusions alors que nous ne savons rien."*²⁸⁸

En effet, cette situation crée forcément des tensions entre les groupes sociaux et des rancunes envers les rescapés qui sont considérés par certaines personnes, comme un groupe privilégié étant donné l'assistance qu'ils ont pu recevoir de certains organismes nationaux ou internationaux, comme l'expliquent clairement ces personnes interviewées :

*"Aujourd'hui les enfants n'ont pas de moyens suffisants pour étudier. Les gens disent que les enfants des rescapés sont soutenus par le FARG et que les leurs ne fréquentent pas les écoles même s'ils ont réussi à l'examen d'Etat."*²⁸⁹

*"En outre il y a des gens à qui le dédommagement est réclamé qui déclarent que tel ou tel propriétaire des biens qu'ils ont pillés ne devrait pas leur demander de rembourser car, précisent-ils, il avait une maison couverte de 20 tôles et maintenant il a celle de 80 tôles grâce à Dieu ou à des bienfaiteurs, ou alors il a une moto ou un véhicule alors qu'il n'avait même pas un vélo."*²⁹⁰

Les autorités à la fois au niveau local et national ainsi que les juges, sont conscients de ces difficultés et s'en inquiètent, comme nous l'exprimait clairement ce secrétaire de cellule qui

application des dispositions de la résolution 608(XXI) du Conseil économique et social en date du 30 avril 1956, Fait à Genève le 7 septembre 1956

²⁸⁸ Entretien avec une rescapée, 8 mars 2007, n°1525-1526

²⁸⁹ Entretien avec un président de juridiction *Gacaca*, 21 mars 2007, n°1542

²⁹⁰ Entretien avec un homme ayant restitué, 21 mars 2007, n°1536-1537

résumait très clairement et de manière pertinente la situation en disant que ces remboursements résolvent un problème en en créant un autre :

"Un enfant est venu et il a dit qu'il reconnaît bien que son père est coupable de ce crime et qu'il est prêt à payer. Mais il demandait qu'on l'autorise à vendre la forêt de son père parce qu'il voulait poursuivre ses études universitaires. (...) Au moment de payer les dommages et intérêts, on fera recours aux biens de ce détenu. Mais d'un autre côté, il y a le droit à l'éducation de cet enfant qui est bafoué. (...) En fait, on résout un problème en en créant un autre. Il est intéressant que la victime soit satisfaite, mais nous nous demandions si cet enfant devait être également victime des actes commis par son père.²⁹¹"

Dans un entretien non enregistré, un homme rescapé reprenant la même idée nous a expliqué que de toute façon, les remboursements avaient peu d'importance, que seules les personnes leur manquaient et qu'il était normal que les pilliers paient mais qu'il était dommage que les enfants des pilliers soient pénalisés par ces remboursements²⁹².

Les juges sont vraiment dans une situation difficile et certains ne savent pas comment améliorer la situation :

"D'ailleurs nous, Intègres, nous nous demandons ce que nous allons faire! En effet nous nous demandons si après avoir vendu la maison d'un pauvre il ne va pas devenir un mendiant!"²⁹³

Face à cela, les autorités de base, secrétaire exécutif de cellule et de secteur, ont reçu la consigne de rédiger des rapports sur les indigents qui ne pourront pas rembourser et de les adresser au Service National des Juridictions *Gacaca* (SNJG), comme l'a confirmé la Secrétaire Exécutive du SNJG le 3 juillet 2007, dans une réunion sur l'avancée du processus *Gacaca* à l'intention des bailleurs de fonds et des acteurs de la société civile impliqués dans le processus en précisant, "à l'impossible nul n'est tenu!". Néanmoins, la question qui se pose alors est de savoir quelle solution alternative va être mise en place pour que les rescapés dans cette situation reçoivent leur remboursement ? Cette impossibilité de payer engendre des frustrations des deux côtés et augmente les tensions...

Les rescapés savent que les décisions des juges ne pourront dans de nombreux cas, pas être appliquées. Ils demandent donc l'intervention de l'Etat et de manière directe ou plus détournée, posent à nouveau la question de l'indemnisation, reprenant d'ailleurs souvent l'idée selon laquelle, c'est l'Etat plus que les individus qui est responsable du génocide :

"En fait, les personnes qui ont tué les membres de ma famille sont tous des indigents, aucun parmi eux n'a de moyens, et même ceux qui n'étaient pas indigents le sont devenus après qu'ils aient été emprisonnés. Seulement, c'est l'Etat seul qui peut me restituer mes biens, sinon je ne vois pas comment exiger la restitution à ces personnes. Et d'ailleurs, cela ne sert à rien, il faut d'abord qu'on ressuscite les miens tués. (...) Le pardon pour moi n'est pas facile voire même impossible. Seulement, le problème est que je ne parviens pas à trouver la personne à qui exiger la restitution de mes biens parce qu'elles n'ont pas de moyens. Cependant, je parle de l'Etat parce que c'est l'Etat qui était en place qui a ordonné aux gens de tuer les autres pendant ce temps où toute ma famille a été

²⁹¹ Entretien avec un secrétaire exécutif de cellule, 14 février 2007, n°1496

²⁹² Entretien avec un vieux rescapé et sa fille, 15 février 2007, non enregistré

²⁹³ Entretien avec un *Inyangamugayo*, 20 septembre 2006, n°1404

*exterminée. C'est la raison pour laquelle je ne reproche plus rien à ces personnes et comme elles habitent près de chez moi, elles cultivent mes champs, je leur donne de l'argent et elles brassent mes bananes sans problème. Je demande donc à l'Etat de me payer parce que c'est l'Etat qui était en place qui a ordonné les tueries des membres de ma famille et le pillage de mes biens. C'est la raison pour laquelle je vous demande à m'indiquer la voie à suivre pour exiger à l'Etat de restituer mes biens.*²⁹⁴"

*"Je voudrais m'adresser à l'Etat. Du fait que j'entretenais des bonnes relations avec mon voisin et que l'Etat a sensibilisé la population jusqu'à ce que les uns détruisent les maisons des autres, il faut que l'Etat considère cette situation parce que la population n'avait pas l'esprit de haine. Il faut que l'Etat facilite les modalités de remboursement au lieu de presser les gens à exécuter leurs obligations alors qu'ils ne disposent pas de moyens.*²⁹⁵"

*"L'Etat devrait libérer ceux qui ont commis de petites infractions et envisager d'aider les veuves du génocide en utilisant de l'argent qui était utilisé dans la prise en charge des prisonniers.*²⁹⁶"

Nous partageons ce constat des rescapés selon lesquels la majorité des pillards ne pourront pas rembourser des sommes très élevées. Nous partageons aussi leur idée selon laquelle une indemnisation raisonnable aurait pu apaiser la situation.

Cependant, les discussions en cours sur le plan législatif, semblent ne plus retenir cette possibilité pour l'instant.

La question de l'indemnisation

Tout au long de ce rapport, nous avons abordé la question de la réparation dans le cadre des pillages, enjeu qui a d'importantes conséquences sur les relations sociales actuelles comme nous l'avons vu et qui se révèle aujourd'hui, être une source importante de conflits et d'injustices.

Pour avoir un aperçu des différentes formes de réparation selon le droit international on peut se référer aux *"Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire,"* adopté par l'ONU en 2005²⁹⁷. Ces dispositions n'ont aucun caractère contraignant, néanmoins il est *"recommandé"* aux Etats de suivre ces principes. Cette résolution distingue différentes modalités de réparation notamment la restitution²⁹⁸, l'indemnisation, la réadaptation²⁹⁹,

²⁹⁴ Entretien avec quatre femmes, 11 mai 2006, n°1223

²⁹⁵ Entretien avec des personnes qui ont conclu une entente, 21 mars 2007, n°1543-1544

²⁹⁶ Entretien avec une rescapée, 7 mars 2007, n°1523-1524

²⁹⁷ Résolution 60/147 adoptée par l'AG des Nations Unies le 16 décembre 2005

²⁹⁸ *"La restitution devrait, dans la mesure du possible, rétablir la victime dans la situation originale qui existait avant que les violations flagrantes du droit international des droits de l'homme ou les violations graves du droit international humanitaire ne se soient produites. La restitution comprend, selon qu'il convient, la restauration de la liberté, la jouissance des droits de l'homme, de l'identité, de la vie de famille et de la citoyenneté, le retour sur le lieu de résidence et la restitution de l'emploi et des biens."*, Article IX des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire," adopté par l'ONU en sa résolution 60/147 adoptée par l'AG le 16 décembre 2005

la satisfaction³⁰⁰ et les garanties de non répétition.³⁰¹ Selon le texte en son article IX "Une indemnisation devrait être accordée pour tout dommage résultant de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, qui se prête à une évaluation économique, selon qu'il convient et de manière proportionnée à la gravité de la violation et aux circonstances de chaque cas, tel que : a) Le préjudice physique ou psychologique ; b) Les occasions perdues, y compris en ce qui concerne l'emploi, l'éducation et les prestations sociales ; c) Les dommages matériels et la perte de revenus, y compris la perte du potentiel de gains ; d) Le dommage moral ; e) Les frais encourus pour l'assistance en justice ou les expertises, pour les médicaments et les services médicaux et pour les services psychologiques et sociaux"

L'indemnisation est donc une forme parmi d'autres de réparation et consiste en une compensation monétaire pour les pertes subies. Dans la logique de notre rapport, nous allons essentiellement nous intéresser à l'indemnisation des biens. La question de l'indemnisation pour les personnes décédées est aussi une question essentielle, que nous n'allons pas aborder en détail car elle nécessiterait un rapport complet et que tel n'est pas le sujet de celui-ci.

Dès les premières tentatives de règlement du contentieux du génocide, les lois successives prévoyaient la création d'un fonds d'indemnisation, dans une perspective donc de "réparation" sous la forme d'un dédommagement, non seulement pour les pertes des êtres chers suite au génocide ou les pertes physiques c'est-à-dire les handicaps et les blessures, mais aussi les biens pillés ou détruits.

Cela fait plus de 10 ans que des discussions sur ce Fonds ont lieu puisque sa création a été annoncée en 1996. La loi de 1996 prévoit en effet la création de ce fonds d'indemnisation en son article 32 qui dispose que :

"Les dommages et intérêts alloués en faveur des victimes non encore identifiées sont versés dans un Fonds d'indemnisation des victimes dont la création et le fonctionnement sont régis par une loi particulière."

²⁹⁹ "La réadaptation devrait comporter une prise en charge médicale et psychologique ainsi que l'accès à des services juridiques et sociaux", *ibid*

³⁰⁰ "La satisfaction devrait comporter, le cas échéant, tout ou partie des mesures suivantes : a) Mesures efficaces visant à faire cesser des violations persistantes ; b) Vérification des faits et divulgation complète et publique de la vérité, dans la mesure où cette divulgation n'a pas pour conséquence un nouveau préjudice ou ne menace pas la sécurité et les intérêts de la victime, des proches de la victime, des témoins ou de personnes qui sont intervenues pour aider la victime ou empêcher que d'autres violations ne se produisent ; c) Recherche des personnes disparues, de l'identité des enfants qui ont été enlevés et des corps des personnes tuées, et assistance pour la récupération, l'identification et la réinhumation des corps conformément aux vœux exprimés ou présumés de la victime ou aux pratiques culturelles des familles et des communautés ; d) Déclaration officielle ou décision de justice rétablissant la victime et les personnes qui ont un lien étroit avec elle dans leur dignité, leur réputation et leurs droits ; e) Excuses publiques, notamment reconnaissance des faits et acceptation de responsabilité ; f) Sanctions judiciaires et administratives à l'encontre des personnes responsables des violations ; g) Commémorations et hommages aux victimes ; h) Inclusion, dans la formation au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire et dans le matériel d'enseignement à tous les niveaux, d'informations précises sur les violations qui se sont produites." *ibid*

³⁰¹ Les garanties de non-répétition devraient inclure, le cas échéant, tout ou partie des mesures suivantes qui contribueront aussi à la prévention et qui consistent à : a) Veiller au contrôle efficace des forces armées et des forces de sécurité par l'autorité civile ; b) Veiller à ce que toutes les procédures civiles et militaires soient conformes aux normes internationales en matière de régularité de la procédure, d'équité et d'impartialité ; c) Renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire ; d) Protéger les membres des professions juridiques, médicales et sanitaires et le personnel des médias et d'autres professions analogues, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme ; e) Dispenser, à titre prioritaire et de façon suivie, un enseignement sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans tous les secteurs de la société, et une formation en la matière aux responsables de l'application des lois et au personnel des forces armées et de sécurité ; f) Encourager l'observation de codes de conduite et de normes déontologiques, en particulier de normes internationales, par les fonctionnaires, y compris les responsables de l'application des lois, les personnels de l'administration pénitentiaire, des médias, des services médicaux, psychologiques et sociaux et le personnel militaire, ainsi que par les entreprises ; g) Promouvoir des mécanismes pour prévenir, surveiller et résoudre les conflits sociaux ; h) Réexaminer et réformer les lois favorisant ou permettant des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et des violations graves du droit international humanitaire." *ibid*

La question de l'indemnisation est par la suite revenue à l'ordre du jour en 1998, lors de la création du Fonds d'Assistance aux Rescapés du Génocide (FARG) qui assiste les rescapés sur le plan social, dans les domaines de l'éducation, du logement et de la santé. Un premier projet prévoyait que les deux questions, celles de l'indemnisation et de l'assistance, seraient jointes dans un même texte. La question de l'indemnisation étant trop complexe, cette idée a finalement été écartée³⁰².

L'idée est ensuite reprise par la loi *Gacaca* de 2001³⁰³ qui prévoit elle aussi la création d'un fonds d'indemnisation en ses articles 90 et 91. Selon l'article 90, "*les juridictions ordinaires et les « Juridictions Gacaca » transmettent à un Fonds d'Indemnisation des victimes du génocide et crimes contre l'humanité, des copies des arrêts et jugements qu'elles ont rendus*". Ces jugements doivent indiquer l'identité des personnes ayant subi des préjudices matériels et l'inventaire des dégâts causés à leurs biens, la liste des victimes et l'inventaire des préjudices corporels subis, ainsi que les dommages et intérêts s'y rapportant fixés conformément au barème prévu par la loi qui devait régir le fonds d'indemnisation.

A l'origine, les listes effectuées par les juridictions *Gacaca* durant la phase de collecte d'informations, confirmées ou non lors de la phase de jugement, devaient donc servir de base à l'indemnisation. Les juridictions *Gacaca* étaient donc aussi au début prévues pour être un acteur important de l'indemnisation.

Deux projets de loi relatifs à l'indemnisation ont été rédigés, l'un en 2001 et l'autre en 2002, mais n'ont jamais été adoptés.

Concernant les biens, le projet de loi de 2001 était précis : c'était aux juridictions *Gacaca* de fixer le montant, "*pour les biens endommagés ou perdus, l'indemnisation est fixée par les juridictions Gacaca suivant un barème annexé au projet*." Un montant était aussi attribué pour chaque perte humaine³⁰⁴. Ces fiches remplies par les juges devaient ensuite être transmises au fonds d'indemnisation.

Ce barème sur les biens figurant effectivement en annexe était très précis, détaillant le prix du Kg de culture vivrières, fruitières ou industrielles pillées, celui des enclos selon la matière dont ils étaient construits³⁰⁵, celui du bétail³⁰⁶, des objets domestiques³⁰⁷, des constructions selon leur matière³⁰⁸, et leur localisation³⁰⁹.

³⁰² Voir Heidi Rombouts, *Victim organisations and the politics of reparation: a case- study au Rwanda*, Université d'Anvers, 2004, p. 337

³⁰³ Loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 mars 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°6, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 33/2001 du 22/06/2001 modifiant et complétant la loi organique n° 40/2000 du 26/01/2001 portant création des "Juridictions *Gacaca*" et organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994, entrée en vigueur le 15 juillet 2001 par publication au *Journal Officiel de la République du Rwanda*, n°14

³⁰⁴ Des montants étaient aussi définis pour la perte des individus. Par exemple l'indemnisation pour l'assassinat d'un conjoint était fixée à 3 millions FRW, à 2 millions pour un enfant, 1million 500 000 pour les parents, 1 million pour les frères et sœurs, 500 000 pour les petits enfants, oncles et tantes ... Concernant les handicaps, une personne de moins de 18 ans handicapée entre 1 et 5% recevait 200 000 FRW, et une personne handicapée à plus de 80% recevait 2 millions. Une personne handicapée de plus de 55 ans recevait une somme inférieure, par exemple une victime de plus de 55 ans handicapée à plus de 80% recevrait 1 million...De même les parents de la personne handicapée recevaient selon ce projet indemnisation.

Le projet de 2001 expliquait clairement dans l'exposé des motifs que l'une des raisons pour lesquelles l'indemnisation était nécessaire, était le fait que les accusés n'avaient pas les moyens d'assurer une quelconque réparation, en précisant *"Les seuls biens des condamnés pour crime de génocide ou crimes contre l'humanité n'étant pas suffisants pour couvrir cette réparation la loi organique sur les "juridictions Gacaca" et sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou des crimes contre l'Humanité, à la création d'un fonds d'indemnisation qui pourra être alimenté par des ressources autres que les seuls dommages et intérêts qui doivent être payés par les personnes qui auront été reconnues civilement responsables d'actes de génocide ou de crimes contre l'humanité et qui, du reste, sont insignifiants devant l'ampleur des réparations qui devraient intervenir."* De même le projet de 2007 mettant en place le Fonds de soutien et d'assistance aux rescapés du génocide stipule que *"ce sont des Rwandais qui ont commis le génocide contre une autre partie des Rwandais. Or la plupart des auteurs du génocide sont pauvres et ne sont donc pas en mesure d'indemniser leurs victimes."* Et effectivement, comme nous l'avons expliqué tout au long de ce rapport, les victimes ne peuvent pas payer.

En 2002 un nouveau projet a été rédigé, essentiellement initié par l'Association de rescapés *Ibuka*, qui prévoyait une somme identique pour tous les rescapés, évalué à 12 000 000 FRW, soit 19 900 euros.

Cependant, un tournant décisif a eu lieu en 2004, puisque déjà la loi *Gacaca* de 2004 ne fait plus référence à l'indemnisation : elle précise seulement en son article 96 *"les autres actions à mener en faveur des victimes sont déterminées par une loi particulière."*

Et le récent projet de loi rédigé en 2007 et déjà pendant devant le Parlement, qui dissout le FARG créé en janvier 1998, en créant un *"Fonds de soutien et d'assistance aux rescapés du génocide et autres crimes contre l'Humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994"*, tire clairement un trait sur l'indemnisation. Comme l'a expliqué la secrétaire Exécutive du SNJG lors de la réunion du 3 juillet que nous avons citée à plusieurs reprises, interrogée au sujet de l'indemnisation, l'Etat a décidé d'opter pour une voie "socio-économique" plus que juridique et de mettre en place un "fonds d'assistance sociale" avec plus de capacités que le FARG.

L'esprit de ce projet est totalement différent des projets précédents et d'ailleurs les associations de victimes n'ont pas été consultées pour sa rédaction.

Le FSARG (Fonds de Soutien et d'Assistance aux rescapés du Génocide) disposera de plus de capacités financières que le FARG. Les sources de financement citées par le projet de loi reprennent celles qui étaient censées être prévues pour le fonds d'indemnisation dans le projet de 2002.

³⁰⁵ La valeur variant selon l'herbe (Euphorbe, Dracacaeneas, cyprès ou roseaux) ou l'autre matière utilisée (bois, briques, ou pierres).

³⁰⁶ Une vache était estimée à une fourchette de 10 000 à 100 000 FRW, une chèvre de 1500 à 5000 FRW, une poule de 500 à 2000 FRW.

³⁰⁷ De l'armoire à la radio en passant par les ustensiles de cuisine et la télé, selon une fourchette ici encore très large puisqu'elle était pour les "couverts de table" de 1000 à 20 000 FRW.

³⁰⁸ Selon la matière utilisée, de la paille aux briques.

³⁰⁹ C'est ainsi que le prix attribué à une maison en milieu rural était moins élevé qu'une maison construite dans un "centre de négoce, qui était aussi moins élevée qu'une maison construite en centre urbain.

Les moyens du FSARG seront donc plus élargis que ceux du FARG mais sa mission sera la même, soutenir et assister les rescapés dans le besoin. Les définitions sont claires, *"le terme soutien et assistance désigne tout soutien moral et matériel et toute assistance de quelque nature qu'elle soit en faveur des rescapés du génocide et autres crimes contre l'Humanité."* Les missions du Fonds sont essentiellement de *"mobiliser et collecter les contributions et les distribuer aux rescapés du génocide en commençant par les plus nécessiteux d'entre eux."*³¹⁰ En particulier le Fonds a les attributions suivantes : coordonner les collectes, construire des logements pour les personnes âgées sans famille ou celles qui sont dans le dénuement, aider les orphelins, veufs, invalides du génocide, tous ceux qui n'ont pas de logement, faire soigner les rescapés infectés par le VIH, allouer une rente aux personnes âgées misérables ou aux invalides, procéder au recouvrement de ces dommages et intérêts versés par les catégories 1 et appuyer les rescapés pour leur permettre de relever leur niveau de vie.

En fait, la seule véritable différence entre le FARG de 1998 et le projet de loi définissant le FSARG, qui n'a rappelons-le toujours pas été adopté, tient aux sources de financement qui sont effectivement plus développées au niveau du FSARG que du FARG et permettront donc au FSARG d'entreprendre des actions plus importantes.

L'assistance peut-elle être une forme d'indemnisation ? L'exposé des motifs de ce projet de 2007 est clair sur ce point. *"Les actions de soutien et d'assistance aux victimes ne sont pas constitutives d'indemnisation mais sont plutôt un soutien dû aux victimes pour leur permettre de sortir des graves difficultés dans lequel le génocide et les autres crimes contre l'Humanité les ont plongées."*

En outre, on peut se poser la question suivante : l'assistance de l'Etat devrait-elle être réservée aux rescapés ? Les malades, les pauvres, les orphelins non rescapés n'ont-ils pas droit eux aussi à une assistance de l'Etat ? Il nous semble que l'assistance de l'Etat devrait concerner tous les indigents et non seulement les rescapés. C'est donc l'indemnisation et non seulement l'assistance qui permettrait de reconnaître le statut particulier des rescapés et ce quel que soit leur revenu ou leur niveau social.

Il semble pourtant que le fonds d'indemnisation ne sera pas créé. L'idée semble pour l'instant écartée et il est clair qu'il nécessite des ressources importantes. Les projets d'indemnisation étaient sans doute trop ambitieux financièrement étant données les capacités financières limitées du pays et les réticences des bailleurs de fonds étrangers. *"Même un rescapé milliardaire devrait en bénéficier [de l'indemnisation]"*³¹¹ nous a dit un membre d'Ibuka. Or le FSARG est clairement un fonds d'assistance sociale qui, s'il est nécessaire et pas seulement pour les rescapés, ne peut remplacer l'indemnisation. Pour Ibuka la situation est simple, ce projet *"mélange la réparation et l'assistance."*³¹²

C'est en tous cas une déception pour les défenseurs du fonds, aux premiers rangs desquels les Associations Avega et Ibuka. D'ailleurs, contrairement aux deux premiers projets, pour la rédaction desquels elles avaient joué un grand rôle, ces deux associations n'ont pas du tout été associées à la rédaction du troisième.

Il nous semble dommage que l'indemnisation soit abandonnée car elle aurait pu dans certaines conditions, avoir un impact positif sur la réconciliation.

³¹⁰ Article 6 du Projet de loi portant création, organisation et fonctionnement d'un fonds d'assistance et de soutien aux rescapés du génocide et autres crimes contre l'Humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994

³¹¹ Entretien Ibuka, 14 juin 2007

³¹² Entretien Ibuka, 14 juin 2007

Cependant l'indemnisation, si elle n'est pas raisonnable et mûrement réfléchie, peut aussi avoir des conséquences négatives sur le processus de réconciliation en créant une inégalité économique entre les rescapés et le reste de la population. Pour éviter que l'indemnisation ne creuse les inégalités sociales et n'entraîne de la jalousie et du ressentiment envers les rescapés, plusieurs éléments doivent selon nous être pris en compte :

- il nous semble nécessaire de créer, parallèlement au fonds d'indemnisation que nous préconisons, un fonds d'assistance social qui ne concernerait pas seulement les rescapés mais tout Rwandais nécessitant un soutien économique.

- la création de ce fonds d'indemnisation devrait s'inscrire dans le cadre d'une politique de développement dynamique.

- l'indemnisation pour les biens ne signifie pas selon nous que les biens doivent être remboursés à leur valeur actuelle : cela semble illusoire. Une grille plus réaliste devrait certainement être établie, afin que chaque victime puisse recevoir une compensation en fonction de la nature et de la quantité des biens dérobés et afin aussi, de ne pas décourager les ententes qui permettent dans certains cas un rapprochement entre les pilleurs et leurs victimes. De même, concernant l'indemnisation pour les personnes décédées : les montants doivent être réalistes et correspondre aux besoins réels des rescapés. On peut aussi imaginer d'indemniser les rescapés en nature, en leur donnant du bétail ou en aidant à la construction d'une maison.

Si ces points sont respectés, il nous semble que l'indemnisation peut permettre de résoudre en partie les tensions issues des jugements de catégorie 3 et peut aussi de manière plus générale avoir un impact positif sur le processus de réconciliation. Cela nécessiterait des moyens importants, à la hauteur de l'enjeu et sans doute les priorités budgétaires de l'Etat rwandais devraient être revus afin d'optimiser les chances du pays de parvenir un jour à la réconciliation nationale.

Conclusion :

L'exécution des jugements de catégorie 3 est pour l'instant loin d'être terminée, et même s'il est vrai qu'une proportion importante d'ententes a été conclue, on ne peut qu'être inquiet au vu de nos observations, quant à l'exécution des jugements. Va-t-on aboutir à des saisies massives ou à des travaux que le droit international considère comme "forcés", qui risquent de paupériser une partie de la population ? Les *Gacaca* vont-elles continuer à prononcer des remboursements qui ne seront jamais versés ?

Pour éviter ce dilemme, il nous semble qu'une solution alternative à l'exécution des jugements prononcés par les *Gacaca* doit être trouvée et selon nous, comme nous l'avons montré dans ce rapport, elle pourrait consister en une indemnisation raisonnable et adaptée aux besoins économiques des rescapés.

L'avantage serait double

Du côté des auteurs des pillages, l'indemnisation éviterait que des personnes insolvables ne soient soumis à la pression d'une dette impossible à régler et que certaines d'entre elles ne perdent la terre ou le bétail grâce auxquels elles survivent. Comme on l'a vu en première partie, la pauvreté et la convoitise peuvent être des facteurs tendant à exacerber les violences. L'arrêt de toute exécution des jugements éviterait donc de faire tomber des familles déjà pauvres dans une indigence encore plus grande, en créant dans certains cas une rancune contre la victime, et ferait donc certainement avancer le Rwanda sur la voie de la cohabitation pacifique entre victimes et accusés.

Du côté des rescapés, l'indemnisation permettrait d'apaiser les conflits que certains d'entre eux peuvent avoir avec les pillards, et leur donnerait une base pour se développer et accroître leur capital, sachant par exemple que certains d'entre eux n'ont pas retrouvé de logement depuis le génocide. L'indemnisation permettrait aussi d'assurer l'égalité de tous face à la justice en évitant que les personnes pillées par des individus aisés soient remboursées et non les autres. Peut-être cela leur permettrait-il aussi de retrouver dans la justice une confiance que beaucoup ont perdue suite aux promesses non tenues concernant l'indemnisation, mais aussi aux mesures prises par l'Etat qui les inquiètent, comme le TIG ou les libérations.

Il nous semble important que la réparation ne reste pas une illusion, malgré le contexte économique difficile. En effet, comme l'explique Pablo de Greiff³¹³, la réparation est souvent perçue par les victimes comme la preuve la plus tangible des efforts de l'Etat envers eux et donc de leur reconnaissance en tant que victimes, car la justice criminelle n'est jamais totalement satisfaisante dans le cadre de crimes d'une telle ampleur. La justice et l'émergence de la vérité sont bien sûr essentielles, tout comme l'est aussi et tout autant une action positive envers les victimes qui leur permet de se sentir reconnues en tant que telles, de sentir que leur souffrance est prise en compte.

La "réconciliation" en effet ne passe pas seulement par la justice, qui apaise certains conflits tout en en créant d'autres comme le prouvent les juridictions *Gacaca*, dont il n'est pas aujourd'hui

³¹³ De Greiff Pablo, *The Handbook of reparations*, Oxford University, 2006, et notamment son introduction, Repairing the past: compensation for Human Rights violations

possible d'affirmer qu'elles auront un impact positif sur le processus de réconciliation. Elle passe aussi par le développement économique global et par la "réparation" des préjudices spécifiquement subis par les victimes afin, dans une certaine mesure, de les aider à supporter le quotidien malgré le traumatisme subi. Les biens matériels n'en sont qu'une infime partie mais dans un contexte de grande pauvreté, si la récupération de ce qui a été volé ou détruit pendant le génocide peut aider au développement et à la réhabilitation au moins économique, elle reste alors l'un des moyens d'apaiser des tensions de plus en plus perceptibles.

D'ailleurs, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies, intitulée "Indemnisation des victimes du génocide des Tutsi par l'organisation des Nations Unies, droit inaliénable", en juin 2007, les Associations *Ibuka et Avega* ont demandé à l'organisation internationale d'indemniser les victimes du génocide, ayant sans doute perdu espoir que le gouvernement rwandais entreprendrait quelque action que ce soit en ce sens pour le moment. Une phrase de cette lettre est particulièrement révélatrice et fait apparaître la déception des rescapés³¹⁴ quant à la justice du génocide : *"Nous avons de l'autre côté des victimes qui vivent dans des conditions de vie inhumaines consécutives au génocide et attendent que justice leur soit rendue. Cette justice, c'est l'indemnisation"*.

³¹⁴ Si l'Association *Ibuka* est la plus puissante et la plus connue des associations de défense des rescapés du génocide, il est bien sûr clair qu'elle représente une certaine tendance, et non les rescapés dans leur ensemble.

ANNEXE

Commentaires du SNJG sur le rapport



LE SERVICE NATIONAL
DES JURIDICTIONS GACACA
B.P.1874 KIGALI

**OBSERVATIONS DU SERVICE NATIONAL DES JURIDICTIONS GACACA AU RAPPORT DU PENAL
REFORM INTERNATIONAL SUR LES INFRACTIONS CONTRE LES BIENS**

Après le génocide, le Gouvernement Rwandais n'a aménagé aucun effort pour pallier à ses conséquences. Les Juridictions Gacaca constituent une voie incontournable vers une réconciliation durable. La poursuite des infractions de la 3^{ème} catégorie est dévolue à la Juridiction Gacaca de Cellule par l'article 41 de la loi Gacaca, s'est avérée complexe et difficile pour les Juges Intègres au départ, mais fournit aujourd'hui des résultats excellents en nombres des dossiers jugés et en qualité de la procédure de Jugement mais qui ne sont pas exempts de critiques ou observations éventuels.

Par ces quelques points de vue, il est démontré que les idées contenues dans ce rapport, s'écartent un peu de la réalité historique du génocide et du choix de l'Etat rwandais relatif à l'éradication de l'impunité et la reconstruction de la société rwandaise :

- La 8^{ème} page de ce rapport porte le titre libellé comme suit : « *Sur la loi organique du 1^{er} mars 2007 : La célérité au détriment de la qualité et de l'équité* ».

Selon ce rapport, ce titre se rapporte aux modifications apportées par la Loi Organique n° 10/2007 du 01/03/2007 modifiant et complétant la Loi Organique n° 16/2004 du 19/6/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargées des poursuites et du jugement des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée à ce jour qui risquent d'aboutir uniquement à la célérité des jugements et seraient nuisible à la justice. La révision de la loi organique susmentionnée a, sans doute, facilité l'accélération des dossiers du Génocide notamment par l'augmentation des sièges d'une Juridiction Gacaca. A notre avis, en ce qui concerne le contentieux du Génocide, l'accélération des dossiers est indispensable surtout pour des raisons de justice et de respect des droits de la personne ; c'est d'ailleurs un des objectifs assignés aux Juridictions Gacaca dès leur création. Ainsi, nous pensons qu'aucune personne raisonnable ne peut nier l'importance de cet objectif. Cependant, l'accélération des jugements n'indique nullement que l'on doit enfreindre à la justice. Il suffit de prendre les mesures appropriées. Ainsi, l'augmentation des sièges s'est accompagnée de l'augmentation des agents de suivi que sont les coordinateurs des activités des juridictions Gacaca au niveau des secteurs et les Juristes chargés de prodiguer de conseils juridiques aux Juridictions Gacaca et d'autres mesures adéquates; ce qui assure la qualité du travail des Juridictions Gacaca. Il convient de rappeler que l'augmentation des sièges dépendait du nombre des dossiers par Juridiction, voir l'article premier de l'Instruction n° 11/07 du 02/03/2007 du Secrétaire Exécutif du Service National des Juridictions Gacaca relatif à la mise en place de plusieurs sièges d'une Juridictions Gacaca ainsi que les modalités de leur fonctionnement. En général, l'augmentation des sièges se faisait pour une Juridiction Gacaca qui a plus de 150 dossiers.

- Le 2^{ème} paragraphe de la page 17, « ...les ventes des biens ou les saisies qui peuvent découler des remboursements prononcés par les Gacaca, peuvent donc faire basculer des familles déjà pauvres dans la misère et aboutir à des situations tragiques ».

A ce sujet, pour contrecarrer ces situations, le Service National des Juridictions Gacaca a émis l'Instruction n° 14/2007 du 30/03/2007 relatif à la réparation des dommages matériels causés durant le génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994. En son article 7, la part des biens dont la saisie réduirait le débiteur à la misère et à la charge de la communauté est insaisissable. Ainsi, ne peuvent être saisi l'habitation d'un indigent et d'un demi hectare de terrain de culture indispensable à la vie du saisi et de sa famille ; les objets de couchage et d'habillement, etc.

- Le dernier paragraphe de la page 18 renferme l'idée de suspendre l'exécution des jugements de la troisième catégorie afin d'envisager une indemnisation qui serait assurée par l'Etat.

A notre avis, cela serait un moyen de favoriser la culture de l'impunité. Les devoirs de l'Etat envers les rescapés du génocide n'exonèrent pas les auteurs des pillages au remboursement sous réserve des limites établies par la loi.

- De la page 21 à la 25^{ème}, le rapport montre qu'en général les pillages ont été commis collectivement qu'il n'est pas facile d'établir la responsabilité de tout un chacun.

A ce propos, la Juridiction Gacaca détermine la valeur des biens pillés, les auteurs et ces derniers peuvent, s'ils le désirent, se concerter pour déterminer les modalités de remboursement des biens endommagés ou pillés. Ce qui importe c'est l'imputation individuelle au pillage, ensuite la Juridiction ordonne aux personnes dont la responsabilité est établie de réparer.

- A la page 31, d'après un grand nombre d'interviewés au Sud, les auteurs des pillages sont difficiles à identifier surtout aux frontières.

A notre avis, il convient de nuancer ces réponses car la population locale peut, pour échapper à la réparation, tourner l'infraction aux étrangers. Si réellement ce sont uniquement les étrangers qui ont commis ce pillage, on peut procéder par voie des négociations avec leur pays d'origine en vue de trouver la solution.

- La 41^{ème} page de ce rapport porte le titre libellé comme suit : « Les pillages pendant l'exil ».

Ce titre et son développement se rapportent aux biens laissés par les personnes qui ont fui le pays en 1994 et qui ne les ont pas trouvés de retour. Selon ce rapport, ces gens se sentent aujourd'hui lésés lorsqu'on les demande dans les Juridictions Gacaca de rembourser ce qu'ils ont pillé durant le génocide alors qu'ils n'ont pas pu trouver leur propre patrimoine. En plus de cela, ces gens croient que ce sont les rescapés du génocide qui ont accaparé leurs biens, raisons pour lesquelles ils voient mal le remboursement exigé par les Juridictions Gacaca. Néanmoins, la perte de leurs biens n'est pas un moyen exonérateur de responsabilité. Chacun est responsable des infractions de son chef et nul n'est au-dessus de la loi.

Il importe de rappeler que ces deux pillages ne relèvent pas du même contexte juridique ; les pillages pendant l'exil sont du droit commun alors que les pillages des biens des Tutsi faisaient partie du plan génocidaire.

➤ A la page 55 au 4^{ème} paragraphe, le rapport fait état d'une certaine contradiction entre la loi et l'Instruction n° 14/2007 à propos des ententes. En effet, il n'y a pas de contradiction à notre avis entre ces 2 textes car l'article 51 de la loi n° 16/2004 énonce une protection aux personnes de bonne foi qui ont restitué volontairement les biens qu'ils ont endommagés tout en confirmant l'utilité du recours aux ententes dans la résolution des affaires de la 3^{ème} catégorie. Mieux encore l'Instruction n° 14 renforce l'idée générale véhiculée dans le processus Gacaca qu'on retrouve aussi dans le préambule de la loi précitée qui est celle de punir ayant à l'esprit une volonté de reconstruire la société rwandaise. C'est dans cette optique qu'il est impératif que les affaires de la 3^{ème} catégorie soient résolues à l'amiable, pour différentes raisons y compris celles mentionnées dans ce rapport.

➤ A la 56^{ème} page au 4^{ème} paragraphe, l'assertion que dans la phase de collecte d'information, seuls les témoignages à charge ont été récoltés n'est pas vraie, car l'objectif de cette phase était de fournir le maximum d'information, et le constat est que toute personne disposant d'une information sur le déroulement du génocide, a pu fournir ces informations aux Juridictions Gacaca de cellules y compris les auteurs présumés du génocide détenus dans différentes prisons du pays. En outre la loi n° 16/2004 tel que modifiée et complétée à ce jour prévoit des mesures qui garantissent le respect du principe du débat contradictoire devant les juridictions Gacaca notamment en ses articles 64, 65, 66, 67, 68, 69 et 86, à tel point qu'il serait alors gratuit d'affirmer que le principe du débat contradictoire n'est pas respecté. Il serait mieux de relater l'affirmation par des faits concrets.

➤ A la page 60^{ème} au 2^{ème} paragraphe, il faut souligner que la loi peut accorder à une juridiction la compétence de connaître telle ou telle affaire en premier et dernier ressort compte tenu de la nature de l'affaire, l'exemple étant celui de l'article 67 de la loi organique n° 07/2004 du 25/04/2004 portant Code d'Organisation, Fonctionnement et Compétence Judiciaires telle que modifiée et complétée à ce jour qui reconnaît au Tribunal de Base la compétence de connaître en premier et dernier ressort les actions civiles dont la valeur du litige n'excède pas 50.000 de francs rwandais. Pour la loi Gacaca les dossiers de la 3^{ème} catégorie sont connus en premier et dernier ressort par la Juridiction Gacaca de Cellule.

➤ Dans les pages 63-64, l'idée contenue laisse entendre les défaillances de l'entente dans la résolution des affaires de la 3^{ème} catégorie. Cependant, l'expérience que nous avons apprise sur terrain est que l'entente apparaît comme l'unique voie vers une réconciliation durable, face aux conséquences du génocide surtout en ce qui concerne la réparation des biens endommagés durant le génocide. Le rôle des autorités locales est d'une importance cruciale dans la réussite du processus d'entente. Il est de leur devoir de s'assurer que ce programme du Gouvernement soit épousé par la population et au cas échéant de procéder à sa sensibilisation. En outre, nous ne sommes pas de l'avis qu'il y a des gens qui recourent à l'entente à cause de la peur, car la population est consciente que l'on peut refuser l'entente et préférer la procédure de jugement tel que prévu par l'Instruction n° 14/2007 en son article premier.

➤ A la page 64 au 4^{ème} et 5^{ème} paragraphe, la déclaration de ce juge ne peut pas être considérée comme établissant un principe qui régit la prise de décision devant les Juridictions Gacaca, car au cours du délibéré les juges Inyangamugayo procèdent à l'analyse objective de l'affaire pour parvenir à un accord à défaut de quoi ils procèdent au vote en vertu duquel la décision de la majorité remporte. Il n'est pas alors évident que l'avis de ce juge engage la responsabilité de tous les Inyangamugayo.

➤ A la page 65 paragraphe 2^{ème} : Normalement les personnes détenues poursuivies des actes de la 3^{ème} catégorie sont assignées par les Juridictions qui jugeront ces actes. Le fait qu'ils sont en prison n'est pas la raison de les juger par défaut. Signalons qu'il y a un fonds dévolu aux prisons pour le transport des détenus vers les Gacaca.

➤ A la page 66 au premier paragraphe : On devrait assigner le détenu qui est à Gisenyi et après sa condamnation il pourra décider des modalités de remboursement des biens pillés lui-même.

➤ L'article 98 de la Loi Organique n° 16/2004 suscitée stipule que les juridictions compétentes de juger des infractions de génocide et des crimes contre l'humanité, peuvent connaître des actions dirigées contre des personnes qui n'ont ni domicile ni résidence connus au Rwanda ou qui se trouvent à l'extérieur du territoire rwandais, lorsqu'il existe des preuves concordantes ou des indices sérieux de culpabilité, qu'elles aient pu ou non être préalablement interrogées. Cette disposition est aussi valable pour les infractions de la 3^{ème} catégorie, en l'absence du prévenu, qu'il soit mort ou en exil, ses successeurs ou son représentant ont intérêt à suivre le procès. En effet, en cas de mort du prévenu, la succession couvre l'actif et le passif du de cujus.

➤ Au 4^{ème} paragraphe, il convient de noter que les listes des biens endommagés sont soumises à l'Assemblée Générale qui a la latitude de les reconnaître ou de les modifier avant qu'elles soient approuvées par le siège. Ses listes n'ont aucune influence sur la condamnation ou l'acquittement du prévenu, mais servent de bases du remboursement en cas de condamnation du prévenu. Les prétentions de ces habitants ne sont pas alors fondées dans la mesure où ils prétendent que leur culpabilité est fondée sur les listes alors que la culpabilité est fondée sur la concordance des prévenues à charge recueillies au cours du procès.

➤ A la page 71 au 3^{ème} et 4^{ème} paragraphes : Nous pensons que l'assertion par la quelle certaines personnes usant de leur statut socio-économique peuvent obtenir la révision de certains jugements dans lesquels ils ont un intérêt quelconque, est gratuite et sans fondement, il mérite d'être soutenu par des cas concrets pour nous faciliter le suivi. Rappelons que les décisions de la Juridiction Gacaca de Cellule sont susceptibles de révision parce qu'elles sont définitives.

➤ A la page 80 paragraphe 1 : Dans les Juridictions Gacaca les personnes qui ont endommagé des biens ne remboursent pas les fruits que ces biens auraient engendrés. Ils ne remboursent que les biens pillés ou endommagés. Cependant, pour le cas d'une vache qui attend un veau, sa valeur sera maxime par rapport à celle d'une simple vache.

➤ A la page 80 paragraphe 2: La réhabilitation des rescapés en leur construisant des maisons par n'importe quel organisme n'interrompt pas la poursuite de cette infraction et le remboursement des biens endommagés à moins que cet acte de construction soit fait dans le cadre de la réparation par l'auteur du préjudice.

➤ Il est vrai que l'exécution des jugements de troisième catégorie est pour l'instant complexe. Cela n'est pas seulement du à l'insolvabilité des condamnés, mais aussi au fait que les condamnés solvable manifestent une mauvaise volonté dans l'exécution.

➤ A la page 82-84 : Cependant, il peut survenir l'impossibilité de réparer le dommage causé, qui occasionne l'applicabilité du principe "à l'impossible nul n'est tenu." Cette situation se présente au moment (où) le condamné ne peut pas restituer les biens pillés, rembourser la valeur du biens pillés ou même exécuter les travaux équivalant au valeur de biens pillés ; comme prévu par l'art 95 de la loi Organique n° 16/2004/du 19/06/2004 portant organisation, compétence et fonctionnement des Juridictions Gacaca chargés des poursuites et du jugements des infractions constitutives du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} octobre 1990 et le 31 décembre 1994 telle que modifiée et complétée ; et l'instruction n° 14 donnée par le S.N.J.G dans son article 4. A défaut d'une exécution dans ces trois cas le condamné se trouve dans l'impossibilité. Ces solutions adaptées au mode de remboursement ne sont pas assimilées en exécution forcée tel que stipulé dans le rapport, car il s'agit bien du remboursement de biens d'autrui pillés sans toutefois parlé de l'exécution force ou travail forcé.

➤ Pour garantir la bonne exécution, la saisie des biens des prévenus est obligatoire (Instruction n° 14, art 6. Cependant en cas de non exécution, les biens saisis serviront comme moyen de paiement par la vente aux enchères. Toutefois, les textes légaux ont tenu en considérations les conditions socio-économiques des auteurs des pillages en prévoyant les quotités insaisissables réservées" à la survie de la famille du condamné (Art 7, Instruction n° 14). Ainsi on n'a pas ignoré la pauvreté au sein de la population qui entraîne la famine mais il ne faut pas aussi ignorer la situation socio-économique des rescapés du génocide notamment les orphelins et les veuves qui ont été dépouillés de leurs biens et par conséquent réduits à la pauvreté et misère.

Signalons enfin que quant à l'indemnisation des rescapés du génocide, un projet de loi est en cours d'examen au parlement. Le rôle de l'auteur du Génocide dans la réparation ou remboursement des biens pillés est indispensable non seulement pour de raisons de justice mais aussi le rétablissement des victimes dans leurs droits et la facilitation du processus de réconciliation nationale.

En somme, il importe de présenter nos vifs remerciements au PRI pour la contribution à la bonne marche des Juridictions Gacaca à travers le monitoring. Leurs critiques et observations sont d'une importance considérable, et vont certainement nous inspirer dans l'amélioration de la qualité du travail prestée par ces juridictions.

Néanmoins, il convient de se placer dans le contexte du génocide, et ne pas uniquement se fier aux principes du droits qui ont une portée générale et cadrent peu avec la réalité du Rwanda ainsi que celle de l'histoire malheureuse du génocide dans notre pays.